

Convocation du Conseil général

Jeudi 22 juin 2023, à 19h00¹

A l'Aula du Nouveau bâtiment administratif (NBA)

Ordre du jour

1. Appel.
2. Procès-verbal de la séance extraordinaire du 11 mai 2023.
3. Comptes 2022. *Arrêté 1452.*
4. Nomination du Bureau du Conseil général.
5. Nomination de 9 membres auprès de la Commission financière et de gestion.
6. Nomination d'un membre auprès du Syndicat intercommunal du SIEL, de la Commission agricole et d'améliorations foncières, de la commission d'énergie, en remplacement de M. Stephan Bovet, démissionnaire du Conseil général.
7. Nomination d'un membre auprès de la Commission des agrégations et des naturalisations, en remplacement de M. Vincent Jeanneret, démissionnaire du Conseil général.
8. Nomination d'un membre auprès de la Commission du feu, en remplacement de M. Dino Castagnoli, démissionnaire de la Commission du feu.
9. Nomination d'un membre suppléant au sein du Conseil intercommunal du Syndicat de l'Ecole obligatoire de la région de Neuchâtel. Rapport à l'appui.
10. Demande de crédit d'engagement de CHF 4'950'000.00 concernant la construction du futur bâtiment parascolaire du Landeron. *Arrêté 1453.*
11. Demande de crédit d'engagement de CHF 332'020.00 concernant l'aménagement de l'accès au futur bâtiment parascolaire du Landeron. *Arrêté 1454.*
12. Demande de crédit d'engagement de CHF 346'800.00 concernant la pose de panneaux solaires photovoltaïques sur le futur bâtiment parascolaire du Landeron. *Arrêté 1455.*
13. Demande de crédit complémentaire de CHF 463'000.00 concernant la participation de la commune du Landeron à la réalisation du projet d'extension de la CEN. *Arrêté 1456.*
14. Adoption du nouveau Règlement communal sur les finances (RCF). *Règlement 1457.* Rapport de la CFG à l'appui.

1

- 19h00 : présentation technique du bureau d'architecture Andrea Pelati – Projet de construction du nouveau bâtiment parascolaire
- 19h45 : début de la séance du Conseil général

15. Rapport du Conseil communal au Conseil général concernant la création du Règlement sur le fonds du port. *Règlement 1458.*
16. Rapport du Conseil communal au Conseil général concernant l'Arrêté relatif à la contribution au service des garde-vignes et à l'accès à l'eau de sulfatage pour les vignes. *Arrêté 1459.*
17. Interpellations et questions écrites.
18. Pétitions, lettres et communications.
19. Questions orales.

Le Landeron, le 8 mai 2023

Conseil communal

Etablissements publics : permission tardive 1 heure.

Publication dans la FO le 30 juin 2023, fin du délai référendaire le 21 août 2023

**No 11 Séance du Conseil général du jeudi 11 mai 2023 à 20 h 00
A l'Aula du Nouveau bâtiment administratif (NBA)**

Ordre du jour :

1. Appel
2. Procès-verbal no 10 de la séance ordinaire du 8 décembre 2022.
3. Nomination d'un-e délégué-e au Comité de gestion du CAP suite à la démission de Cédric Caillet.
4. Nomination d'un-e membre à la commission d'énergie et à la commission agricole et d'améliorations foncières suite à la démission de Peter Hofs.
5. Demande de crédit d'engagement de CHF 232'400.00 (TTC) concernant l'assainissement de conduites d'eau potable et l'installation de deux bornes hydrantes au Chemin des Vernets. Arrêté 1450.
6. Demande de crédit d'engagement de CHF 137'350.00 (TTC) pour l'étude d'un plan général d'alimentation en eau potable (PGA). Arrêté 1451.
7. Motion à voter :
 - 7.1. Motion « Quel Conseil communal pour les années à venir ? », déposée le 18 novembre 2022.
8. Interpellations et questions écrites.
9. Pétitions, lettres et communications.
10. Questions orales.

1. Appel

M. Michael Jacot, président, a le plaisir de saluer l'assemblée et d'ouvrir la 11^{ème} séance du Conseil général dans l'aula du bâtiment administratif.

La secrétaire passe à l'appel.

Présents : Allemand Julien, Amico-Guyomarch Anna, Bourquin Silvia, Bürli Gilliane, Caillet Cédric, Fauro Massimo, Forster Vincent, Froelicher Thomas, Gabriel Reto, Gross Marie-Claude, Guizzardi Fabrizio, Guye Olivier, Hopmann Mathieu, Jacot Michael, Jakob Yves, Jaquier Thierry, Jeanneret Jean-Marc, Juan Anne-Lise, Kohler Cindy, Kühni Ugo, Linder Thierry, Mallet Gregory, Martin Jesus, Muriset Christian, Muriset Stéphanie, Peluso Antonio, Perrenoud Stéphane, Petermann Jean Pascal, Pin André, Savoy Jacques, Senn Jean-Philippe, Sieber Monique, Spring Denis, Winz Fredy.

Excusés : Bovet Stephan, Devenoges Jacques, Gremaud Cédric, Gütiger Nicole, Jeanneret Vincent, Muriset Jessica, Wenger Lucas.

33 Conseillers généraux présents, majorité à 17.

Conseil communal

Présents : Bottinelli-Frigerio Maura, Egger Jean-Claude, Matthey Frédéric, Schouller Nadine, Spring Roland.

Bureau du Conseil général :

Président:	M. Michael Jacot	PLR
Secrétaire:	Mme Cindy Kohler	CAN
Questeurs:	Mme Anne-Lise Juan	PSL
	M. Reto Gabriel	UDC

2. Procès-verbal no 10

Le président fait remarquer qu'il n'y a pas de trémas sur son prénom en haut de la page 3 dans la composition du bureau du CG.

Le Conseil général accepte à l'unanimité le procès-verbal n°10 du 8 décembre 2022 avec remerciement à son auteure.

3. Nomination d'un-e délégué-e au Comité de gestion du CAP suite à la démission de Cédric Caillet

La parole est donnée à M. Thierry Linder, représentant du CAP, qui a le plaisir de présenter la candidature suivante en remplacement de M. Cédric Caillet, annoncé partant en décembre dernier. Marisa Ciervo Fauro, 53 ans, mariée, 2 enfants et épouse de notre éminent collègue conseiller général, Massimo Fauro, ici présent. Double nationale : italienne et suisse. Parle 3 langues : italien, français, anglais. Elle est établie au Landeron, section nord plus précisément, depuis 2003. En dehors de ses qualités de savoir être : empathique, intuitive, courage, joie et sagesse, elle possède également un excellent bagage en savoir-faire. Master en Business et Économie, plusieurs formations en management lors de son parcours en entreprise, coach professionnel certifié depuis 2021, elle est également facilitatrice de groupe depuis 2021. Tout ceci pour vous dire qu'en dehors de sa motivation à participer à la conduite de l'Association du CAP, elle a les outils pour le faire. Il remercie d'accepter cette nomination.

Mme Fauro est nommée par applaudissements de l'assemblée.

4. Nomination d'un-e membre à la commission d'énergie et à la commission agricole et d'améliorations foncières suite à la démission de Peter Hofs.**4a) Nomination d'un-e membre à la commission d'énergie**

La parole est donnée à Mme Gilliane Bürli, pour le PSL, qui présente pour la commission de l'énergie, M. Thomas Froelicher, en remplacement de M. Peter Hofs.

Cette nomination est acceptée par applaudissements.

4b) Nomination d'un-e membre à la commission agricole et d'améliorations foncières

La parole est donnée à Mme Gilliane Bürli, pour le PSL, qui présente M. Fredy Winz, en remplacement de M. Peter Hofs.

Cette nomination est acceptée par applaudissements.

**5. Demande de crédit d'engagement de CHF 232'400.00 (TTC) concernant l'assainissement de conduites d'eau potable et l'installation de deux bornes hydrantes au Chemin des Vernets.
Arrêté 1450**

La parole est donnée à M. Frédéric Matthey, chef des services industriels, qui indique que le Conseil communal présente cette demande de crédit qui est plutôt relativement technique. En l'occurrence, le rapport contient plusieurs interventions techniques. D'abord, le remplacement d'un bout de conduite qui est vétuste et de mauvaise dimension. Deuxièmement, l'ajout de deux bornes hydrantes car il y a un défaut de défense incendie dans ce secteur. Et troisièmement, un raccordement sur le chemin des Sauges. Aujourd'hui, un provisoire a été mis en place dans le cadre du projet CEN. L'idée est de pérenniser cette partie afin de pouvoir boucler de manière correcte et d'avoir une alimentation par le haut et par le bas de ce quartier. Il remercie l'assemblée d'accepter ce crédit qui est finalement une légère extension de réseau, mais surtout une amélioration et un entretien relativement normal de ce dernier.

Pas de prise de parole des commissions.

Prise de parole des groupes.

Le PLR, par M. Jean Pascal Petermann, demande d'accepter cette demande de crédit à l'unanimité. A titre très personnel et après quelques années passées comme commandant du feu au Landeron, il remercie d'avoir posé deux bornes hydrantes là-haut.

M. Jesus Martin, pour le PSL, accepte également à l'unanimité ce crédit d'engagement.

M. Frederic Matthey souhaite apporter une précision qui concerne cet arrêté, mais également le suivant. Il y a une petite différence entre les montants du rapport de la CFG et les demandes de crédit du Conseil communal ; ceci s'explique par le fait que le CC avait fait entretemps des demandes d'offres qui ont été retournées et adaptées afin d'être au plus proche des chiffres reçus. C'est pour cela qu'il y a une fois une différence en plus et une seconde fois en moins dans ces deux arrêts. Il prie les Conseillers généraux de bien vouloir l'excuser de cet élément mal communiqué et qui aurait dû être accompagné d'un message dans le cahier. Ceci a été oublié et il le corrige donc à l'instant.

Pas de prise de parole individuelle.

Passage au vote de l'arrêté 1450. Ce dernier est accepté par 32 voix, aucune voix contre.

**6. Demande de crédit d'engagement de CHF 137'350.00 (TTC) pour l'étude d'un plan général d'alimentation en eau potable (PGA).
Arrêté 1451**

La parole est donnée à M. Frédéric Matthey, chef des services industriels, qui relève qu'il souhaite doter la commune d'un PGA. Cet outil sert à la planification et la gestion du réseau d'eau. En l'occurrence, il permet d'avoir une photographie du réseau qui existe actuellement avec ses points forts et ses faiblesses. Avoir une cartographie, cela veut aussi dire de ne pas uniquement lire un plan où passent les différents tubes, mais également les éléments de pression du réseau. On en a, on le sait d'expériences où il y a un peu moins de pression, et donc de l'eau qui stagne un peu plus. D'ailleurs, il faut purger de manière régulière à certains endroits le réseau en ouvrant les bornes hydrantes. Vous l'avez peut-être déjà vu. Il y a effectivement un rapport technique, mais aussi un certain nombre d'éléments et d'autres outils

qui vont permettre de planifier au mieux les différents entretiens, les futurs investissements sur les vingt prochaines années et un plan de crise qui est nécessaire. Et finalement, cet outil s'inscrit dans la refonte des instruments législatifs qui obligent la commune d'avoir de plus en plus de règlements pour planifier les investissements et pour pouvoir utiliser des fonds pour financer ou pré-financer un certain nombre d'installations. Donc c'est ce qui a poussé le CC à cette réflexion. C'est également le bon moment parce qu'on arrive à un point-clé au niveau du réseau d'eau ayant quasiment fini le raccordement de la CEN. Aujourd'hui, il y a des travaux de finitions qui se font et, il s'agit de planifier les vingt ou vingt-cinq prochaines années pour pouvoir exploiter de manière correcte le réseau d'eau. Le CC remercie l'assemblée d'accepter cet arrêté.

Pas de prise de parole des commissions.

Prise de parole des groupes.

M. Jean Pascal Petermann, pour le PLR, a décidé dans sa séance préparatoire de soutenir à sa grande majorité cette demande de crédit tout en sachant que cela sera un outil important pour le futur au niveau du réseau d'eau.

L'UDC, par M. Yves Jakob, a étudié cette demande dans sa séance de préparation et est tout à fait d'accord avec. Effectivement, avec les problèmes rencontrés avec l'alimentation d'eau, le groupe approuve cet arrêté.

M. Jesus Martin, pour le PSL, accepte aussi cette demande de crédit dans le but de faire cette étude qu'il espère bien utile.

Pas de prise de parole individuelle.

Passage au vote de l'arrêté 1451. Ce dernier est accepté par 31 voix contre 2.

7. Motion à voter

7.1. Motion « Quel Conseil communal pour les années à venir ? », déposée le 18 novembre 2022

M. Gregory Mallet, pour les motionnaires, est heureux que l'assemblée semble disposée à accepter les objets présentés ce soir et espère que cela continuera. C'est vrai que même si jusqu'à présent, la commune n'a pas rencontré trop de soucis pour garnir les rangs de son exécutif, il faut bien avouer que la fonction devient de plus en plus complexe et exigeante avec notamment des réunions en journée qui nécessitent une disponibilité et une flexibilité que tout le monde n'a pas forcément. Comme disait l'autre, et d'ailleurs, la paternité de cette expression est contestée : « Gouverner, c'est prévoir ; et ne rien prévoir, c'est courir à sa perte ! ». Il pense que c'est important de continuer d'être bien gouverné. Et dès lors, il est dans l'intérêt de la commune de créer les conditions afin de pouvoir compter sur des conseillères et conseillers communaux avec des compétences en adéquation avec les qualités requises pour cette fonction. Pour le reste, il renvoie au texte de la motion qui évoque quelques pistes de solutions, tout en précisant que d'autres sont les bienvenues. Il espère donc pouvoir compter sur le soutien de chacun dont il remercie par avance.

Pas de prise de parole de commissions.

Prise de parole de groupes.

M. Jean-Marc Jeanneret, pour le PLR, souligne qu'avant de pouvoir continuer d'être bien gouverné, il aurait fallu l'être une fois. Cela dit, le groupe PLR appuiera cette motion et souhaite avec tout autant de force et de rigueur qu'elle soit traitée, que les idées fussent dans un groupe de travail adéquat et qu'elle ne le soit pas par la CFG qui est prise dans son train-train quotidien.

Le PSL, par M. Thomas Froelicher, comprend la nécessité d'une réflexion pour l'avenir du Conseil communal mais n'adhère pas à la proposition qui pourrait aboutir à l'exemple d'une professionnalisation. Selon le groupe socialiste, la politique de milice permet plus de diversité, plus d'ouverture et ne l'enferme pas dans des carcans dont notamment ses voisins français se retrouvent victimes. D'autre part, il est illusoire de croire qu'en augmentant les rémunérations des conseillers communaux, elle arriverait à trouver des professionnels plus compétents que l'équipe actuelle. La pénurie de main-d'œuvre qualifiée que connaît la Suisse l'impacte également. Aujourd'hui, chaque groupe ou parti du Conseil général a tout intérêt de présenter un membre compétent au Conseil communal ; ne serait-ce que pour avoir un retour sur les différents dossiers en discussion à la commune puis votés lors des séances du législatif. Enfin, d'un point de vue financier, il se demande si la commune de taille relativement modeste, moins de 5'000 habitants, peut vraiment assumer une charge de potentiellement 5 fois CHF 150'000.- par an, pour son exécutif. Pour ces différentes raisons, le groupe PSL invite et recommande à voter NON à cette motion.

Prise de parole individuelle.

M. Gregory Mallet indique que l'intervention précédente lui donne l'occasion de préciser qu'il s'agit d'une motion qui invite le CC, une commission ou un groupe de travail à réfléchir sur un point donné. Il ne s'agit absolument pas de voter la professionnalisation du CC, ni l'augmentation de la rémunération de ce dernier, mais juste d'ouvrir la réflexion afin de trouver des solutions qui peuvent être raisonnablement apportées pour assurer la gouvernance de la commune à l'avenir. L'assemblée ne vote pas pour une solution, mais pour une recherche.

Passage au vote de cette motion. Cette dernière est acceptée par 22 voix contre 7.

8. Interpellations et questions écrites

Le président indique que l'administration et le bureau du CG n'ont reçu aucune interpellation et question écrite.

9. Pétitions, lettres et communications

Le président a reçu une lettre le 17 avril dernier de la part des locataires des jardins communaux qu'il va résumer. Ce courrier fait suite à la visite du responsable de l'urbanisme. Les locataires acceptent de nettoyer leurs parcelles, les débarrasser des poêles à bois, piscines et autres. Ils s'étonnent malgré tout du court délai imposé ainsi que de l'augmentation du prix de la location, finalement négociée avec la commune. Par contre, le porte-parole des locataires s'insurge contre la demande de retirer les panneaux solaires 12V ainsi que les citernes de récupération d'eau de pluie, dans la société actuelle qui prône l'écologie. Il compare avec des pratiques inverses dans les villages voisins. Et il conclut par le souhait de trouver des solutions agréables entre les locataires et la commune. Ce courrier est signé par 19 locataires des différents jardins de la commune. Le Conseil communal a pris connaissance du courrier début mai et y répondra. Comme ce courrier est également adressé au président au nom du Conseil général, ce dernier souhaite recevoir la lettre-réponse du Conseil communal avant son envoi et adresse ses remerciements à l'administration.

M. Jean-Marc Jeanneret demande la lecture de la lettre vu que cette dernière est adressée au Conseil général.

La lettre est lue par le président : « *Lettre recommandée, Le Landeron, 5 avril. Tous les locataires des jardins secteur des Marais et Collon. Adressée au Conseil communal par Mme la Présidente, Mme l'Administratrice, Conseil général par M. Jacot. Votre courrier du 20 février 2023 a retenu toute notre attention. La situation des jardins communaux du Landeron sont gérés par le dicastère des Domaines. Les périmètres des jardins communaux se situent aux lieux-dits : Pont Collon, Les Marais, Bas des Levées, Derrière Ville. Après la visite de ■■■■■, il a été décidé: L'entretien de ces parcelles doit être fait régulièrement : débarrasser les poêles à l'intérieur des cabanons logiques risque d'incendie, débarrasser piscines, débarrasser les déchets jonchant sur le sol, les locataires feront pour le mieux afin d'éliminer ces déchets dans les plus brefs délais (fin avril 2023 s'il est possible fin mai 2023 car tout le monde n'a pas de voiture, remorque pour se rendre à la déchetterie de Cornaux). Par la présente, nous vous rappelons qu'il y a quinze à vingt ans, les parcelles citées dans votre courrier du 20 février 2023 étaient des décharges (frigos, bois, briques de constructions, bois pourri, plastiques, etc.). Il a fallu une dizaine d'années si c'est plus, pour rendre ces jardins présentables. Pendant toutes ces années, personne de la commune ne s'est intéressé aux travaux exécutés par les locataires: combien de Landeronnaises, Landeronnais, gens de l'extérieur nous ont félicité de notre travail. Le cadeau de la commune a été une augmentation par parcelle de 20Frs à 100 Frs et après négociations avec la commune, le prix est de 75 frs. Les points les plus importants : Démontez toutes les installations électriques, impossible ! pas d'installations par la commune, ni par les locataires. Quant aux panneaux solaires, que s'est-il passé pour prendre cette décision ? Nous sommes dans un monde où l'on veut de l'écologie, ces panneaux sont vendus certifiés pour la Suisse, l'Union Européenne, contrôle certifié par tous les revendeurs (ces panneaux sont vendus avec des réducteurs de tension, régulateur de charge solaire, micro-ondulateur= 12 volts) Quant aux dangers? Nous pensons qu'il ne faut pas que des interdits, c'est pour cette raison que nous souhaitons garder ces panneaux solaires. Quant aux récupérateurs d'eau de pluie, nous ne comprenons pas cette interdiction. Le point d'eau officiel est à environ 150 m des jardins. Tout le monde parle de sécheresse et de changement climatique. Où est le problème ? Un règlement est un règlement, il est impossible de l'appliquer à la lettre, un exemple, à notre travail dans la vie de tous les jours. Renseignements pris dans les villages voisins du Landeron, Cressier jusqu'à St Blaise ;;;; pas d'interdictions pour la pose de panneaux solaires. Pour terminer ces écrits, trouvons des solutions agréables avec la Commune du Landeron, les locataires des jardins. Par la présente, recevez les membres du Conseil Communal et Général du Landeron, nos respectueuses salutations. Les locataires des jardins cités dans vos écrits ».*

M. Jean-Marc Jeanneret remercie le président.

10. Questions orales

Le PLR, par Mme Monique Sieber, s'est engagé pour cette législature à soutenir la réalisation d'une structure parascolaire qui répond à un besoin réel des jeunes parents et de l'économie. Le Conseil communal a développé et présenté un beau projet fonctionnel, avec emplacement idéal près des écoles, mais dont le coût a explosé de 4.8 millions à 5.8 millions de francs, soit une hausse de 1'000'000 de francs. Si le PLR tient à respecter son engagement, il est également soucieux de l'avenir des finances communales et de la charge fiscale qui pèsera sur les concitoyens. Afin de limiter les conséquences d'un investissement très élevé, le groupe libéral-radical demande au Conseil communal de chiffrer plusieurs points afin d'évaluer si des réductions de coûts sont encore possibles. Elle souhaite savoir quelles économies pourraient être obtenues sur les points suivants :

1. la construction d'un toit plat ou à un pan incliné sud
2. la diminution de la surface du préau couvert
3. le remplacement du bois local par un autre matériau
4. une réduction de la grandeur du bâtiment en limitant l'accueil à 90 places

Le temps presse, surtout pendant cette période de forte hausse des coûts de la construction. Il s'agit de réduire le côté quelque peu dispendieux du projet afin de préserver la future capacité financière de la commune. Le plan des intentions 2023-2026 prévoit de lourds investissements dont certains sont incontournables comme la protection contre les dangers naturels. Le PLR remercie le Conseil communal pour les futures réponses qu'il apportera et espère qu'un projet fédérateur sera soumis au Conseil général dans les plus brefs délais.

M. Yves Jakob, pour l'UDC, souligne que dans le point 6 de l'ordre du jour de la séance, il a été voté un crédit d'engagement de CHF 137'350.- pour l'étude d'un plan général d'alimentation en eau potable (PGA). Cela concerne ce qui vient avant le robinet. Il y a ce qui vient après le robinet, le PGEE. Un règlement a été voté en 2002 et il souhaite savoir où la commune en est avec ce PGEE.

M. Jean-Claude Egger répond que jusqu'il n'y a pas très longtemps, le PGEE suivait son rythme ralenti en fonction des travaux en cours dans les différentes rues du village. Suite au départ du chef technique, ce plan a été en rade. On a bon espoir qu'avec la nouvelle personne engagée, laissons-lui tout de même le temps de prendre ses marques, le sujet sera repris prochainement.

M. Jean-Marc Jeanneret relève qu'en écoutant l'herbe pousser dans ce village, il a cru comprendre que lors de la prochaine session du CG, la loi sur les finances communales lui sera soumise. En écoutant l'herbe pousser dans ce village, il a cru comprendre que le frein aux dépenses n'est pas le souci primaire de la CFG qui a établi ce dossier. Au conditionnel. En écoutant l'herbe pousser dans ce village, il a l'impression que certains articles ont été rétroqués par le canton. Il trouve absolument déplorable qu'un tel règlement qui va lier le travail de tous les jours, n'a pas pu être discuté au sein des groupes, que les groupes n'ont pas pu faire un retour à la CFG, et que lors du prochain CG, nous serons soumis de nouveau à un vote oui/non. Il constate aujourd'hui qu'il y a 33 présents, que le CC qui est responsable de l'invitation et de l'organisation du CG en a supprimé plusieurs dans cette législature, notamment les deux derniers. Il pense que le CC dans son ensemble est responsable du désintérêt pour la fonction publique dans ce village. Les Conseillers généraux sont maintenant des bœni oui oui, qui viennent quand il y a du fric à dépenser et pour dire oui-non. Il n'y a pas d'alternative, c'est ce projet-là ; sinon il n'y a rien qui se passe. Mesdames et Messieurs du Conseil communal, vous portez là une lourde responsabilité. Il pense que lors d'une prochaine législature, il faudra passer à 35, voire 27 Conseillers généraux et le CC actuel en portera la responsabilité.

M. Jean-Claude Egger signale que régulièrement, le CC rencontre les chefs de partis et que dans ce cadre-là, il pourrait aussi être parlé d'autre chose que des robidogs.

M. Jean-Marc Jeanneret répond qu'en écoutant l'herbe pousser dans ce village, il vient d'apprendre que les jardins communautaires du Landeron sont en danger. Il croit qu'il faut peut-être au niveau du village se poser la question de la valeur de ces jardins, la valeur sociale des gens qui travaillent ces différents lopins de terres et les réseaux que cela construit. Donc il souhaite que le CC, en appuyant le président, soumette sa lettre au Conseil général qui a son mot à dire. Il souligne encore qu'il n'a aucune confiance en eux.

M. Stéphane Perrenoud a été interpellé par rapport à la décision sur l'interdiction des sacs des déchets verts. Faisant partie de la commission agricole, il a bien eu les explications par rapport

à la santé des gens qui vont ramasser ces déchets verts et la nécessité de mettre des containers à la place des sacs. Il trouve qu'il aurait été juste bien dans la communication d'expliquer pourquoi il y a cette interdiction et de ne juste pas la mettre ainsi. Cela aurait évité d'avoir des gens pas forcément contents et de leur expliquer après la raison de cette décision.

M. Gregory Mallet souligne qu'en écoutant les gens qui écoutent l'herbe pousser dans ce village, il se dit que la commune aura déjà un candidat au Conseil communal pour la ou les prochaines législatures. Il veut aussi rappeler la différence entre un exécutif et un législatif. Si le CG commence à s'occuper de rédiger des lettres-réponses sans avoir aucun tenant et aboutissant, cela va être très compliqué. Dans un premier temps, il ne lui semble pas être arrivé dans une fin de non-retour dans les discussions entre les protagonistes et il pense que dans un premier temps, il est nécessaire de laisser le CC répondre. Si la situation s'envenime, alors peut-être que le CG pourra faire des motions, des projets d'arrêtés ou des règlements mais il faut garder son calme et laisser cette belle démocratie démontrer à quel point elle est efficace.

Le président souhaite à l'assemblée une bonne rentrée, une agréable suite de printemps, et lève la séance. Il est 20h50.

Le président :

La secrétaire :

Michael Jacot

Cindy Kohler

RAPPORT DU CONSEIL COMMUNAL AU CONSEIL GÉNÉRAL CONCERNANT LA NOMINATION D'UN-E MEMBRE SUPPLÉANT-E POUR LE CONSEIL INTERCOMMUNAL DE L'ÉORÉN

1. Introduction

Le 29 mars 2023, le Conseil intercommunal de l'éorén a modifié le Règlement général du syndicat de l'Ecole obligatoire de la région de Neuchâtel (éorén) en introduisant la notion de suppléant-e au sein de son organe législatif.

Cette modification n'a pas fait l'objet d'un référendum.

2. Nomination

Les deux représentants actuels sont Mme Nadine Schouller, Conseillère communale, et M. Jacques Savoy, Conseiller général.

Le-a suppléant-e doit être une 3^{ème} personne et être membre du Conseil communal ou du Conseil général. Un électeur communal est également éligible.

3. Conclusion

Conformément à l'art. 3 du Règlement général du syndicat de l'éorén, il appartient au Conseil général du Landeron de nommer son-a suppléant-e. Le Conseil communal vous invite à nommer le-a suppléant-e du Landeron.

Le Landeron, le 8 mai 2023

Le Conseil communal

Annexes :

- Arrêté de l'éroén
- Rapport de l'éorén

Rapport du Comité scolaire au Conseil intercommunal relatif à la modification du Règlement général

Madame la présidente,
Madame, Monsieur,

1. INTRODUCTION

Lors de la séance du Conseil intercommunal du 14 décembre 2022 votre autorité a exprimé le souhait de disposer de suppléances pour les membres du Conseil intercommunal. Le présent rapport à l'appui d'une révision du Règlement général de l'éorán devrait répondre à votre préoccupation.

Notre autorité rejoint votre appréciation sur la nécessité d'instaurer une disposition sur les suppléances. En effet, votre autorité se réunit quatre à cinq fois par année et le risque d'ajourner une séance faute de quorum reste élevé.

Nous avons néanmoins renoncé à des suppléances pour les commissions et groupes de travail. Une telle disposition nous semblait peu réaliste au vu des difficultés à repouvoir les sièges vacants depuis le début de la présente législature.

2. RÉVISION DE L'ARTICLE 3 « COMPOSITION DU CONSEIL INTERCOMMUNAL »

La disposition proposée se trouve à l'article 3, alinéa 3 du Règlement général, reproduit ci-après. La numérotation est ensuite décalée par l'ajout de ce nouvel article.

A. Le Conseil intercommunal

Art. 3 - Composition

- 1) Le Conseil intercommunal est élu au début de chaque période administrative et pour toute la durée de celle-ci.
- 2) Il se compose des représentant·e·s des communes membres, soit :
 - a) De conseillers communaux en charge désigné par les Conseils communaux, dans chacune des communes membres.
 - b) De conseillers généraux ou d'électeurs communaux désignés par les Conseils généraux dans chacune des communes membres.
- 3) **Chaque commune membre dispose d'un·e suppléant·e ou d'un·e suppléant·e par tranche de cinq représentants, désigné·e selon les modalités ci-dessus.**
- 3) 4) Lorsqu'un·e membre du Conseil communal d'une commune membre siège au Comité scolaire, la commune est représentée selon l'article 3 alinéa 2, lettre b).
- 4) 5) Le nombre de sièges par commune membre est d'un·e représentant·e par tranche de 2500 habitants ou fraction de 2500 habitants jusqu'à 7500 habitants ; au-delà, d'un·e représentant·e par fraction entière de 5000 habitants.
- 5) 6) Le nombre d'habitants et de sièges sont déterminés une fois par législature selon le dernier recensement connu.
- 6) 7) Les membres délégué·e·s sont rééligibles. Tout siège vacant sera repourvu sans délai.
- 7) 8) Les membres du Comité scolaire, les directrices et directeurs des centres et le ou la secrétaire général·e assistent aux séances du Conseil intercommunal.

3. CONCLUSION

En espérant que la modification soumise à votre autorité réponde à votre attente, nous vous adressons nos plus sincères remerciements pour votre initiative et l'accueil que vous réserverez à ce rapport et à l'arrêté qui l'accompagne.

Nous vous prions de croire, Madame la présidente, Madame, Monsieur, à l'expression de notre parfaite considération.

Au nom du Comité scolaire de l'éorén
La présidente : Le secrétaire :



Isabelle Weber



Thomas Zeller

Neuchâtel, le 14 mars 2023

Arrêté du Conseil intercommunal de l'éorén relatif à la modification du Règlement général du syndicat

Le Conseil intercommunal de l'Ecole obligatoire de la région de Neuchâtel de Neuchâtel,

Vu la Loi sur les communes, du 21 décembre 1964,

Vu la Loi sur les droits politiques (LDP), du 17 octobre 1984,

Vu le Règlement général de l'Ecole obligatoire de la région de Neuchâtel, du 10 décembre 2020,

Vu le rapport du Comité scolaire du 14 mars 2023,

Sur la proposition du Conseil intercommunal de l'éorén,

arrête :

Article premier.- Le règlement général du Syndicat de l'École obligatoire de la région de Neuchâtel, du 10 décembre 2020, est modifié comme suit :

Art. 3 -

Composition

- 1) Le Conseil intercommunal est élu au début de chaque période administrative et pour toute la durée de celle-ci.
- 2) Il se compose des représentant·e·s des communes membres, soit :
 - a) De conseillers communaux en charge désigné par les Conseils communaux, dans chacune des communes membres.
 - b) De conseillers généraux ou d'électeurs communaux désignés par les Conseils généraux dans chacune des communes membres.
- 3) **Chaque commune membre dispose d'un·e suppléant·e ou d'un·e suppléant·e par tranche de cinq représentants, désigné·e selon les modalités ci-dessus. (nouveau)**
- ~~3)~~ 4) Lorsqu'un·e membre du Conseil communal d'une commune membre siège au Comité scolaire, la commune est représentée selon l'article 3 alinéa 2, lettre b).
- ~~4)~~ 5) Le nombre de sièges par commune membre est d'un·e représentant·e par tranche de 2500 habitants ou fraction de 2500 habitants jusqu'à 7500 habitants ; au-delà, d'un·e représentant·e par fraction entière de 5000 habitants.
- ~~5)~~ 6) Le nombre d'habitants et de sièges sont déterminés une fois par législature selon le dernier recensement connu.
- ~~6)~~ 7) Les membres délégué·e·s sont rééligibles. Tout siège vacant sera repourvu sans délai.
- ~~7)~~ 8) Les membres du Comité scolaire, les directrices et directeurs des centres et le ou la secrétaire général·e assistent aux séances du Conseil intercommunal.

Art. 2.- Le Comité scolaire est chargé de l'exécution du présent arrêté, à l'expiration du délai référendaire.

Au nom du Conseil intercommunal
de l'Ecole obligatoire de la région de Neuchâtel
La présidente : Le secrétaire :

Claire Hunkeler

Laurent Besancet

Neuchâtel, le 29 mars 2023

Arrêté du Conseil intercommunal de l'éorén relatif à la modification du Règlement général du syndicat

Le Conseil intercommunal de l'Ecole obligatoire de la région de Neuchâtel de Neuchâtel,

Vu la Loi sur les communes, du 21 décembre 1964,

Vu la Loi sur les droits politiques (LDP), du 17 octobre 1984,

Vu le Règlement général de l'Ecole obligatoire de la région de Neuchâtel, du 10 décembre 2020,

Vu le rapport du Comité scolaire du 14 mars 2023,

Sur la proposition du Conseil intercommunal de l'éorén,

arrête :

Article premier.- Le règlement général du Syndicat de l'École obligatoire de la région de Neuchâtel, du 10 décembre 2020, est modifié comme suit :

Art. 3 -

Composition

- 1) Le Conseil intercommunal est élu au début de chaque période administrative et pour toute la durée de celle-ci.
- 2) Il se compose des représentant·e·s des communes membres, soit :
 - a) De conseillers communaux en charge désigné par les Conseils communaux, dans chacune des communes membres.
 - b) De conseillers généraux ou d'électeurs communaux désignés par les Conseils généraux dans chacune des communes membres.
- 3) **Chaque commune membre dispose d'un·e suppléant·e ou d'un·e suppléant·e par tranche de cinq représentants, désigné·e selon les modalités ci-dessus. (nouveau)**
- 3) 4) Lorsqu'un·e membre du Conseil communal d'une commune membre siège au Comité scolaire, la commune est représentée selon l'article 3 alinéa 2, lettre b).
- 4) 5) Le nombre de sièges par commune membre est d'un·e représentant·e par tranche de 2500 habitants ou fraction de 2500 habitants jusqu'à 7500 habitants ; au-delà, d'un·e représentant·e par fraction entière de 5000 habitants.
- 5) 6) Le nombre d'habitants et de sièges sont déterminés une fois par législature selon le dernier recensement connu.
- 6) 7) Les membres délégué·e·s sont rééligibles. Tout siège vacant sera repourvu sans délai.
- 7) 8) Les membres du Comité scolaire, les directrices et directeurs des centres et le ou la secrétaire général·e assistent aux séances du Conseil intercommunal.

Art. 2.- Le Comité scolaire est chargé de l'exécution du présent arrêté, à l'expiration du délai référendaire.

Au nom du Conseil intercommunal
de l'Ecole obligatoire de la région de Neuchâtel

La présidente :



Claire Hunkeler

Le secrétaire :



Laurent Besancet

Neuchâtel, le 29 mars 2023

RAPPORT DU CONSEIL COMMUNAL AU CONSEIL GÉNÉRAL CONCERNANT UNE DEMANDE DE CRÉDIT D'ENGAGEMENT DE CHF 4'950'000.00 (TTC) CONCERNANT LA CONSTRUCTION DU FUTUR BÂTIMENT PARASCOLAIRE DU LANDERON

1. Introduction



Ce nouveau bâtiment parascolaire s'intègre parfaitement dans le complexe scolaire du Landeron. Il est fonctionnel, bien adapté à la topographie des lieux.

Le Conseil communal a voulu être transparent en intégrant dans ce cahier toutes les informations qui amènent à l'aboutissement de ce projet. Nous vous invitons à vous référer au rapport de la demande du crédit d'étude du 23 juin 2022 qui traite également des problématiques du parking et des besoins.

Le travail et les discussions ont été intenses à tous les niveaux pour présenter un projet qui réponde aux attentes. Il faut bien dire que nous avons eu les mauvaises surprises des retombées du Covid, de l'inflation ainsi que de la crise énergétique qui ont péjoré les coûts. Comme redouté, le coût des matériaux a malheureusement continué d'augmenter depuis la phase de l'avant-projet et le devis de mars 2022 à plus ou moins 15%.

Nous sommes toutefois très fiers d'informer que nous utiliserons du bois local du Landeron, malgré un surcoût et que ce bâtiment obtiendra la certification « Minergie » qui rentre tout à fait dans la vision du Conseil communal en matière de développement durable.

Nous sommes convaincus que ce bâtiment doit être construit à cet endroit et sommes convaincus par sa taille et par sa forme. Nous ne pouvons repousser une fois encore cette construction, nous avons déjà investi dans le crédit préliminaire et le crédit d'étude. Modifier ce projet ou le redimensionner signifierait de nouvelles études onéreuses et une nouvelle mise à l'enquête, repousser ce projet engendrerait plusieurs années d'attente et serait un frein au développement du Landeron.

Nous vous renvoyons à nos discussions du 23 juin 2022 concernant l'adoption du crédit d'étude pour vous rappeler combien ce bâtiment est important pour la commune du Landeron, les familles l'attendent. Il est difficile de maîtriser tous les facteurs d'évolution de la population (constructions, déménagements) néanmoins nous savons que de nombreux projets immobiliers sont en gestation (en plus du quartier des Pêches Derrière l'Eglise). Avec ce nouveau bâtiment nous aurons de nouvelles familles qui s'installeront et participeront à la vie du Landeron.

2. Etapes réalisées

L'étude de l'ouvrage se situe actuellement à la fin de la phase d'appels d'offre. Le développement du projet et la procédure de demande d'autorisation ont été réalisés. Tous les détails constructifs et les choix sont définis ; ces derniers ont servi de base pour l'ensemble des demandes de prix, réalisées dans le respect de la loi fédérale sur les marchés publics (LMP).

3. Description du projet (plans annexés)

3.1. La construction du bâtiment

Le projet présente un bâtiment de forme rectangulaire dont l'ensemble des locaux est disposé sur un seul niveau, sans sous-sol. La construction est prévue avec ossature et façades en bois provenant des forêts communales, en structure modulaire préfabriquée. Une telle construction présente un bilan écologique très favorable et peut être préusinée en atelier puis montée sur place, ceci dans un temps relativement court, minimisant ainsi le temps des nuisances pour tous les utilisateurs du site du C2T. Le toit est composé d'une toiture multiple, à deux pans, rappelant les serres agricoles que l'on peut trouver dans les environs. La toiture se prolonge au droit de l'entrée du bâtiment par un grand avant-toit créant le préau couvert. Cette construction bois est posée sur un radier en béton armé, lui-même stabilisé par des pieux profonds. Les façades du bâtiment sont largement vitrées vis-à-vis des champs côté Sud, tandis que les façades latérales et côté de la route sont plus hermétiques pour une protection efficace contre le bruit de la circulation. Les parties vitrées externes Sud, Est et Ouest sont munies de stores en toile.

3.2. Les installations techniques

Le bâtiment sera labellisé « Minergie ». Une ventilation mécanique à double-flux est prévue pour répondre aux exigences du label et garantir le confort des utilisateurs. Les installations sanitaires sont d'un standard adapté à l'utilisation. Le chauffage est raccordé à distance. Le concept de raccordement au chauffage à distance fait partie d'un rapport annexe. La toiture est intégralement revêtue de panneaux photovoltaïques. Le concept de production d'énergie photovoltaïque fait également partie d'un rapport annexe.

3.3. Les aménagements extérieurs

L'accès piétons, véhicules d'urgence et véhicules de livraison s'effectue depuis le grand parking existant. Aucune place de stationnement n'est prévue directement autour du bâtiment. Seul un accès pour les véhicules d'urgence et véhicules de livraison de la cuisine de régénération (chaîne de livraison chaude) se trouve à l'Est du bâtiment. Cette surface minérale est directement reliée par un chemin de liaison avec le parking du C2T. Le concept de cette voie d'accès fait lui aussi partie d'un rapport annexe. Un préau couvert marque l'entrée du bâtiment. De chaque côté de ce parvis, des zones de jeux sont prévues pour les enfants. La zone ouest est aménagée avec un revêtement de sol mou et quelques jeux.

4. Planning des phases de travail 2023-2024

Année	2022												2023												2024												2025											
	6	7	8	9	10	11	12	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	1	2	3	4													
4.32	Projet																																															
	Etude de détails, dessins de projet																																															
	Devis général																																															
	Validation du projet par le MO																																															
4.33	Procédure de demande d'autorisation																																															
	Dessins, questionnaires & consultation des services																																															
	Dépôt du permis de construire																																															
	Mise à l'enquête et obtention du permis de construire (4 mois)																																															
4.4	Appel d'offres																																															
4.41	Plans d'appel d'offres																																															
	Soumissions et appel d'offres																																															
	Analyses, propositions et adjudications																																															
	Adoption du rapport final (3 Avril)																																															
	Vote crédit de réalisation (11 Mai) et délai référendaire (40 jours)																																															
4.5	Réalisation Variante 1 (bois local, travaux 14 mois)																																															
4.51	Plans d'exécution																																															
	Plans d'exécution (bois)																																															
4.52	Gros-œuvre (4 mois)																																															
	Bois (2022 : coupe / 2023 : préparation 7 mois, montage 1 mois)																																															
	Second-œuvre (6 mois)																																															
4.53	Mise en service et achèvement																																															
	Remise du bâtiment																																															
	Ouverture de la structure d'accueil parascolaire																																															

Remarques :

- La procédure des marchés publics peut entraîner des délais supplémentaires (procédure d'appel d'offre, éventuels recours, etc...)

- La situation actuelle entraîne des difficultés d'approvisionnement, une pénurie de main d'œuvre, dont ni l'ampleur ni la durée ne peuvent être maîtrisées, ce qui peut engendrer des prolongements de délais et une hausse des coûts.

5. Aspect financier

5.1. Coût de construction

Les coûts de construction sont détaillés par CFC dans l'annexe 1 du présent rapport qui présente les chiffres selon les retours d'offres.

Subventions

L'utilisation de bois local dans la construction permettra de toucher une subvention cantonale, qui pourrait se monter jusqu'à hauteur de 10% des coûts liés à la fourniture, au traitement et à l'installation du bois.

5.2. Comparatif des coûts

Voir annexe.

5.3. Coût de fonctionnement (sans subventions)

Les tableaux ci-dessous montrent l'impact financier global du projet sur les comptes de fonctionnement communaux.

Le premier tableau montre les coûts de fonctionnement nets propre au bâtiment. Le coût pour la construction du bâtiment se monte à CHF 4'950'000.00 et sera amorti sur une période de 30 ans tout comme le crédit d'étude (arr. n°1438 du 23 juin 2022). L'intérêt moyen tient compte d'un amortissement linéaire de la dette (sur 30 ans). Bien entendu, en réalité, le montant emprunté pour ce projet dépendra des autres investissements et de l'évolution de la marge d'autofinancement de la commune.

Les coûts d'entretien, qui se basent sur les coûts de construction (sans les honoraires), représentent une fourchette haute pour laisser un peu de marge. Quant au loyer, il est défini selon la moyenne cantonale. Le loyer ne devrait, en principe, pas fluctuer selon le taux d'occupation de la structure.

	Actuel*	N. bâtim.
Nombre de places	60	100
* basé sur l'année 2020		
	CHF	CHF
Crédit d'étude (arr. 1438)		490'000
Crédit de construction (arr. 1450)		4'950'000
Coût global		5'440'000
<i>Durée d'amortissements (ans)</i>		30
Amort. annuel		181'000
<i>Taux intérêt</i>		2.50%
Intérêt moyen annuel		70'300
Coût investissements		251'300
Coûts entretiens annuels (env. 1% des coûts de construction)		44'500
Coût brut du bâtiment		295'800
Loyer (CHF 1'250/place)		-125'000
Total net du bâtiment		170'800
<i>Coût par place</i>		1'708

- L'intérêt calculatoire du tableau ci-dessus est le montant moyen sur toute la durée de l'amortissement. Normalement, le montant nominal diminuera chaque année en fonction des amortissements ;
- Le taux d'intérêt correspond au taux pour un emprunt de 10 ans sur le marché actuel. Ce taux changera selon la structure de la dette de la Commune et de l'évolution des taux ;

Bien entendu, le fait d'augmenter le nombre de places aura un impact sur la participation directe, mais aussi indirecte (via la péréquation horizontale), de la commune pour le subventionnement de l'accueil parascolaire. Actuellement, la commune est contributrice à la péréquation relative à l'accueil parascolaire. Ceci signifie que la commune ne participe pas assez par rapport aux autres communes du Canton. En augmentant les places, ainsi que les coûts, la commune pourra se rapprocher de la moyenne cantonale et donc moins participer voire même recevoir de la péréquation (cette hypothèse n'a pas été retenue dans notre calcul). Le coût par place sera donc plus faible et permettra de compenser, en partie, le coût net annuel du nouveau bâtiment.

	Actuel*	N. bâtim.
Participation communale à Part'âges	190'000	333'750
Nb de jours d'accueil	8'000	13'350
<i>Prix / jour accueil</i>	23.75	25.00
Péréquation (+ = participation)	46'800	-
Total net participation communale	236'800	333'750
<i>Coût par place</i>	3'945	3'340

En résumé, le coût théorique de fonctionnement induit par ce projet sera de l'ordre de CHF 267'750.00 par année, et ce sur 30 ans. Ce montant représente 1.70 de point d'impôt.

	Actuel*	N. bâtim.
Coûts totaux	236'800	504'550
<i>Coût par place</i>	<i>3'945</i>	<i>5'045</i>
Coût supplémentaire		267'750
<i>Coût supplémentaire par place</i>		<i>1'100</i>
Pt d'impôt 2022 (66%)		158'000
Nb pt impôt nécessaire		1.70

6. Conclusion

En présentant ce cahier nous avons tenu à être transparent. Les discussions et les études pour trouver les meilleures solutions et les coûts les plus justes ont été animées et comme déjà dit, la crise s'est invitée et a influencé cette demande de crédit.

Nous avons joint à ce cahier un comparatif avec d'autres structures et vous constaterez que nous sommes dans la fourchette et avons des prix similaires. Toutefois, il est toujours compliqué de comparer des projets situés sur des sites géographiquement différents (qualité des sols par ex.) et de conception globalement différente.

La superficie, le nombre de places à disposition, la forme et l'ossature ont été acceptés. Ce bâtiment est fonctionnel, aéré, mais très simple au niveau de son agencement et respecte les normes imposées. Il est conçu pour que les enfants s'y sentent à l'aise et en toute sécurité.

Une fois de plus nous ne pouvons que répéter que ce bâtiment est essentiel pour le développement et l'attractivité de notre village.

Aujourd'hui la situation des 3 sites ne donnent absolument plus satisfaction, et n'est pas efficiente d'autant plus que nous devrions trouver un 4ème site pour répondre aux demandes, ce qui amènerait encore des surcoûts.

Pourquoi choisir du bois des forêts du Landeron ? (coûts supplémentaires) ? En utilisant le bois provenant de nos forêts nous ne construisons pas uniquement un bâtiment en bois certifié, nous écrivons déjà une histoire. En effet, les arbres choisis pour cette construction ont poussé il y a plus d'un siècle et depuis ont été soignés par plusieurs générations de forestiers. Cette construction peut encourager les citoyens à s'intéresser à leur patrimoine communal.

En utilisant le bois provenant de nos forêts nous ne construisons pas uniquement un bâtiment en bois noble, nous donnons également une identité forte à cet édifice.

En utilisant le bois provenant de nos forêts nous ne construisons pas uniquement un bâtiment parmi d'autres, nous démontrons à la jeunesse du 21ème siècle que tout ce qui se consomme ne vient pas forcément par container depuis « ailleurs ». Il est en effet possible de construire un bâtiment moderne avec du bois qui a poussé à quelques centaines de mètres de celui-ci. Cette audace de proximité renforcera un sentiment d'appartenance indispensable à la vie d'un village qui se veut accueillant.

Nous sommes conscients que le montant de cette demande de crédit est élevé, mais tout est mis en œuvre pour maîtriser, le Conseil communal restera vigilant. Pour notre autorité, cette construction est le projet fondamental de cette législature.

Le Conseil communal vous remercie d'accepter l'arrêté.

Le Landeron, le 3 avril 2023

Le Conseil communal

Annexes : mentionnées

Rapport du GT parascolaire concernant le crédit d'engagement de CHF 4'950'000.- pour la construction du futur bâtiment parascolaire du Landeron



Le groupe de travail constate à l'unanimité la nécessité d'une structure parascolaire pour notre village.

Ce projet offrira 100 places pour nos enfants dans un accueil centralisé et uniformisé. L'avant-toit offrira une plus-value pour les enfants ainsi qu'une protection contre la pluie et climatique en été. De plus il sera couvert de panneaux solaires comme le reste du toit. La construction est comparable au coût par m³ à d'autres structures similaires (mais pas au m² - dans le haut de la fourchette).

Ce bâtiment sera Minergie et tourné vers l'avenir ; il utilisera le bois de nos propres forêts malgré le surcoût que cela engendre, mais une modeste subvention cantonale (environ 65'000.-) devrait nous être accordée pour cet usage.

La modularité du bâtiment est également pensée et orientée pour le futur.

Le toit sera couvert à 100% de panneaux solaires (demande de crédit séparée – 346'800.-). Le retour sur investissement de ceux-ci est réduit à 5 ans avec le taux de rachat de l'électricité actuel (calculé avec le tarif 2023).

La demande de crédit de construction a été séparée en deux parties distinctes : 4.95 mio pour le bâtiment et 332'000.- pour la route d'accès, y compris la conduite de chauffage à distance depuis le C2T. Crédits auxquels s'ajoutent les 490'000.- du crédit d'étude votée en juin 2022 pour un coût global de 5'772'000.- ; diverses petites économies sur plusieurs éléments sont déjà incluses par le Copro. Aussi la hausse actuelle des taux d'intérêts aura des conséquences sur les montants à rembourser à l'avenir.

Le surcoût par rapport au chiffre articulé il y a une année lors de la votation du crédit d'étude au CG s'élève donc à 1'022'000.-. Ceci s'explique notamment par le surcoût des matériaux, la solution retenue du bois local ainsi que l'explosion du coût de la route d'accès et canalisation de chauffage (332% plus cher).

Une partie du GT regrette de ne pas avoir été d'avantage écouté durant le développement du projet pour obtenir des alternatives moins coûteuses à certains choix.

En conclusion, dans sa majorité, le groupe de travail vous invite à accepter cette demande de crédit.

Le Landeron, 12 mai 2023

Membres du GT : Stephan Bovet, Cindy Kohler, Thomas Froelicher, Michael Jacot (secrétaire), Ugo Kuhni, Jessica Muriset, Antonio Peluso, Lucas Wenger, Frédy Winz

No 1453 Demande de crédit d'engagement de
CHF 4'950'000.00 (TTC) concernant la
construction du futur bâtiment parascolaire du
Landeron

Le Conseil général du Landeron,
Vu la Loi sur les communes, du 21 décembre 1964,
Vu la Loi sur les droits politiques, du 17 octobre 1984,
Vu le rapport du Conseil communal, du 8 mai 2023,
Sur la proposition du Conseil communal,

A r r ê t e :

- Article 1^{er} Un crédit d'engagement de CHF 4'950'000.00 (TTC) est accordé au Conseil communal pour la construction du futur bâtiment parascolaire du Landeron.
- Art. 2 La dépense sera portée au compte des investissements et amortie au taux de 3¹/₃ % l'an à charge du chapitre « 21800 Subventions de l'accueil parascolaire ».
- Art. 3 Cette autorisation de dépense est munie de la clause d'indexation des prix (selon l'indexation qui est déterminée sur la base de l'indice du prix à la construction du Mittelland), à cela peut encore s'ajouter une éventuelle hausse en lien avec la TVA.
- Art. 4 Le Conseil communal est autorisé à conclure en temps opportun et aux meilleures conditions l'emprunt nécessaire au financement dudit crédit.
- Art. 5 Le Conseil communal est chargé de l'exécution du présent arrêté à l'expiration du délai référendaire.

Le Landeron, le 22 juin 2023

AU NOM DU CONSEIL GENERAL

Le président :

La secrétaire :

Ouvrage : Structure d'accueil parascolaire pour 100 enfants, Le Landeron
 Maître de l'ouvrage : Commune du Landeron
 Phase : Appel d'offres

	Vol. SIA 416	SBPU / surface
Bâtiment	4'217 m³	864 m²
Couvert	1'141 m³	253 m²

REMARQUES

Le devis peut évoluer de façon significative selon le développement du projet et les choix du maître de l'ouvrage.

La situation actuelle due à la pandémie, à la situation dans l'Est de l'Europe et d'autres facteurs entraîne une hausse des coûts dont ni l'ampleur ni la durée ne sont connues. Le présent devis indique en comparaison une base du 21.03.2022 correspondant aux prix usuels du marché à cette période (et sans tenir compte de la situation exceptionnelle actuelle) et une base établie sur le retour des soumissions intégrant l'exécution en bois local.

Les honoraires du BAMO sont ajouté au présent devis, y compris au devis du 21.03.2022

Construction ossature bois		DEVIS DU 21.03.2022				MONTANTS SOUMISSION				REDUCTIONS PROPOSÉES		
CFC	DESIGNATION	quantité	prix unitaire	montant groupe	montant total CFC 1 chiffre	remarques	quantité	prix unitaire	montant groupe	montant total CFC 1 chiffre	proposition de réduction	remarques
0	TERRAIN				0.-	par M.O.				0.-		
01	Terrain et bâtiment existant		gl	0.-				gl	0.-			
1	TRAVAUX PRÉPARATOIRES				404'700.-					347'023.-		
10	Relevés, études géotechniques		gl	0.-		inclus dans CFC 17		gl	10'666.-			
11	Déblaiement, préparation du terrain		gl	10'000.-				gl	10'000.-			
15	Raccordement au réseau		gl	65'000.-				gl	14'100.-			
17	Travaux spéciaux de génie civil		gl	320'000.-				gl	278'500.-			
19	Honoraires		gl	9'700.-				gl	33'757.-			
2	BÂTIMENT				4'165'000.-					4'614'073.-		
201	Fouilles en pleine masse		gl	80'000.-				gl	89'700.-			
21	Echafaudages		gl	22'000.-				gl	39'000.-			
21	Travaux de l'entreprise de maçonnerie		gl	563'000.-				gl	426'000.-			
21	Construction bois		gl	900'000.-		estimation 2 entreprises		gl	1'429'500.-		-15'000.-	Coupe -9'000.- / F-plafonds -6'000.-
22	Fenêtres et portes extérieures bois-aluminium		gl	345'000.-				gl	304'800.-			
22	Ferblanterie et étanchéité		gl	280'000.-				gl	226'700.-			
225.3	Étanchéité (sur radier)		gl	54'000.-				gl	0.-			
228	Fermetures extérieures, protection contre le soleil		gl	36'000.-				gl	41'800.-			

23	Installations électriques	gl	242'000.-		gl	276'800.-	-24'000.-	Diminution selon BK Plan SA	
24	Chauffage, ventilation, conditionnement d'air, réfrigération	gl	190'000.-	estimation Planair	gl	267'700.-	-60'000.-	Cond. Chauff -25'000 / ECS -10'000 Chauff. Sol -25'000	
25	Installations sanitaires	gl	170'000.-	estimation Planair	gl	128'400.-			
27	Plâtrerie (y.c. peinture intérieure)	gl	20'000.-		gl	10'000.-			
27	Ouvrages métalliques	gl	5'000.-		gl	5'000.-		Boîte aux lettres	
27	Menuiserie	gl	210'000.-	portes, parois vitrées, armoires salles, vestiaires, lave-dents, cloisons wc	gl	272'200.-	-10'000.-	Suppr. armoires couloirs	
28	Chapes	gl	63'000.-		gl	37'200.-			
28	Sol sans joints	gl	102'000.-	hors sanitaires	gl	71'000.-			
28	Revêtements de sol en matière textile	néant	0.-		gl	2'300.-			
28	Carrelages	gl	10'000.-	sanitaires	gl	20'200.-			
28	Nettoyage	gl	6'000.-		gl	6'000.-			
29	Honoraires	gl	867'000.-		gl	959'773.-	-11'000.-	Arch. -14'000.- / Chauff. + 3'000.-	
4	AMÉNAGEMENTS EXTÉRIEURS		70'000.-			70'800.-			
40	Aménagements extérieurs, chemin d'accès, terrasse, engazonnement	gl	70'000.-		gl	70'800.-	-10'000.-	Dimin. taille plantations	
5	FRAIS SECONDAIRES ET COMPTES D'ATTENTE		130'750.-			200'131.-			
51	Autorisations, taxes	gl	100'000.-		gl	127'000.-			
52	Echantillons, maquettes, reproductions, documents	gl	30'750.-		gl	35'450.-			
53	Assurances	gl	0.-		gl	37'681.-			
6	RÉSERVE		239'000.-			262'000.-			
6	Réserve		239'000.-	5% des CFC 1, 2, 4, 5		262'000.-	-7'000.-		
TOTAL TTC			5'009'450.-	5'009'450.-		5'494'027.-	5'494'027.-	-137'000.-	
								5'357'027.-	INCLUS RÉDUCTIONS

Différence devis de base et devis sur retour d'offres

9.7%

6.9%

Le montant de la subvention pour l'utilisation de bois local pouvant être octroyée dans le cadre de la récente signature du plan climat cantonal n'est pas inclus dans le présent devis.

Cette subvention serait perçue à hauteur de 10% sur la fourniture du bois local, le sciage, séchage, collage, la charpente et le transport, représentant un montant "gros oeuvre" estimé à 48'700.- HT, et un "second oeuvre" estimé à 17'500.- HT, à confirmer.

Les prix des retours de soumissions ne sont pas encore négociés avec les entreprises (possible pour les offres en gré à gré uniquement).

Les coûts et honoraires des mandataires de la première phase d'avant-projet sont inclus dans le présent devis.

LEL22 DESCRIPTIF DES SURCOÛTS CONSTRUCTION BOIS - DEVIS DE BASE ET DEVIS RETOUR D'OFFRES 26.04.2023

Ouvrage : Structure d'accueil parascolaire pour 100 enfants, Le Landeron
Maître de l'ouvrage : Commune du Landeron
Phase : Appel d'offres

	Vol. SIA 416	SBPU / surface
Bâtiment	4'217 m ³	864 m ²
Couvert	1'141 m ³	253 m ²

REMARQUES

Le devis peut évoluer de façon significative selon le développement du projet et les choix du maître de l'ouvrage.

La situation actuelle due à la pandémie, à la situation dans l'Est de l'Europe et d'autres facteurs entraîne une hausse des coûts dont ni l'ampleur ni la durée ne sont connues. Le présent devis indique en comparaison une base du 21.03.2022 correspondant aux prix usuels du marché à cette période (et sans tenir compte de la situation exceptionnelle actuelle) et une base établie sur le retour des soumissions intégrant l'exécution en bois local.

Construction ossature bois		DEVIS DU 21.03.2022				MONTANTS SOUMISSION				REDUCTIONS PROPOSÉES		
CFC	DÉSIGNATION	prix unitaire	montant détaillé	montant groupe	remarques	quantité	prix unitaire	montant détaillé	montant groupe	procédure	proposition de réduction	remarques
214	Construction bois	gl	900'000.-	900'000.-	estimation 2 entreprises		gl		1'429'500.-			
214.1	Coupe de bois						gl	129'500.-		gré à gré	-9'000.-	Provision réduction si possible
214.2	Sciage structure						gl	58'000.-		gré à gré		Devis initial inclus ds CFC 214.3
214.21	Sciage menuiserie						gl	141'700.-		gré à gré		Devis initial inclus ds CFC 273.1
214.3	Construction préfabriquée en bois						gl	526'100.-		invitation		Estimation à 696'000.- y.c. sciage
214.4	Construction bois, revêtements extérieurs, corniches, escaliers						gl	115'400.-		gré à gré		Estimation à 82'800.- (660m ²)
273.1	Habillages intérieurs					970m ²	gl	244'600.-		invitation		Estimation à 222'400.- (660m ²)
283.4	Faux-plafonds en bois, dérivés de bois						gl	214'200.-		gré à gré	-6'000.-	Devis initial inclus dans CFC 214.3 / MV pour bois suisse / étranger
29	Honoraires								12'386.-			
292	Plus-value pour bois local								12'386.-	gré à gré		
TOTAL TTC			900'000.-	900'000.-				1'441'886.-	1'441'886.-		-15'000.-	
											1'426'886.-	INCLUS RÉDUCTIONS

Différence devis de base et devis sur retour d'offres

+ 541'886.- + 526'886.-
+ 60.2% + 58.5%

Descriptif des surcoûts construction bois		DEVIS DU 21.03.2022				ESTIMATIF DES SURCOÛTS	
CFC	DÉSIGNATION	prix unitaire	montant détaillé	montant groupe	remarques	surcoûts estimatifs	remarques
214	Construction bois	gl	900'000.-	900'000.-	estimation 2 entreprises		
214.1	Coupe de bois					+ 4'000.-	Honoraires supplémentaires pour suivi du bois local
						+ 9'000.-	Fourniture du bois revêtements intérieurs
214.2	Sciage structure					+ 100'000.-	Plus-value pour bois local fini (235m ³) - 1000.-/m ³ - bois étranger - 600.-/m ³ ; Subvention potentielle pour bois local non comptabilisée : 48'700.- HT + 17'500.- HT
214.21	Sciage menuiserie					+ 80'000.-	Sciage du bois revêtements intérieurs
214.3	Construction préfabriquée en bois					+ 120'000.-	Montant estimatif sur la base d'un avant-projet. Plus-value générale pour la structure. Pas d'ingénieur en phase d'avant-projet
214.4	Construction bois, revêtements extérieurs, corniches, escaliers						
273.1	Habillages intérieurs						
283.4	Faux-plafonds en bois, dérivés de bois					+ 214'200.-	Adaptations nécessaires pour ventilation, structure et bilan thermique / Faux-plafond lame de bois non compté dans offre de base (dalle BLC face inférieure visible inclus rainures acoustiques)
29	Honoraires						
292	Plus-value pour bois local					+ 12'386.-	Honoraires supplémentaires pour calcul volume de grumes et rédaction des soumissions supplémentaires bois local (sciage et collage)
TOTAL TTC			900'000.-	900'000.-		+ 539'586.-	

Le devis estimatif a été réalisé sur la base d'un avant-projet. Les concepts structurels et techniques ont été développés en phase de projet.

Le montant de la subvention pour l'utilisation de bois local pouvant être octroyée dans le cadre de la récente signature du plan climat cantonal n'est pas inclus dans le présent devis.

Cette subvention serait perçue à hauteur de 10% sur la fourniture du bois local, le sciage, séchage, collage, la charpente et le transport, représentant un montant "gros oeuvre" estimé à 48'700.- HT, et un "second oeuvre" estimé à 17'500.- HT, à confirmer.

Les prix des retours de soumissions ne sont pas encore négociés avec les entreprises (possible pour les offres en gré à gré uniquement).



- Légende:
- à démolir
 - vue
 - vue dessus
 - vue dessous
 - arbre à démolir
 - arbre existant
 - arbre à planter
 - haie, buisson à démolir
 - haie, buisson existant
 - haie, buisson à planter

LEL22
 projet de construction d'un bâtiment parascolaire
 Route de Neuchâtel
 2925 La Landerson

Le maître d'ouvrage: _____

REF. ALTIMÉTRIQUE:
 ± 0.00 = 431.75m

L'architecte: _____

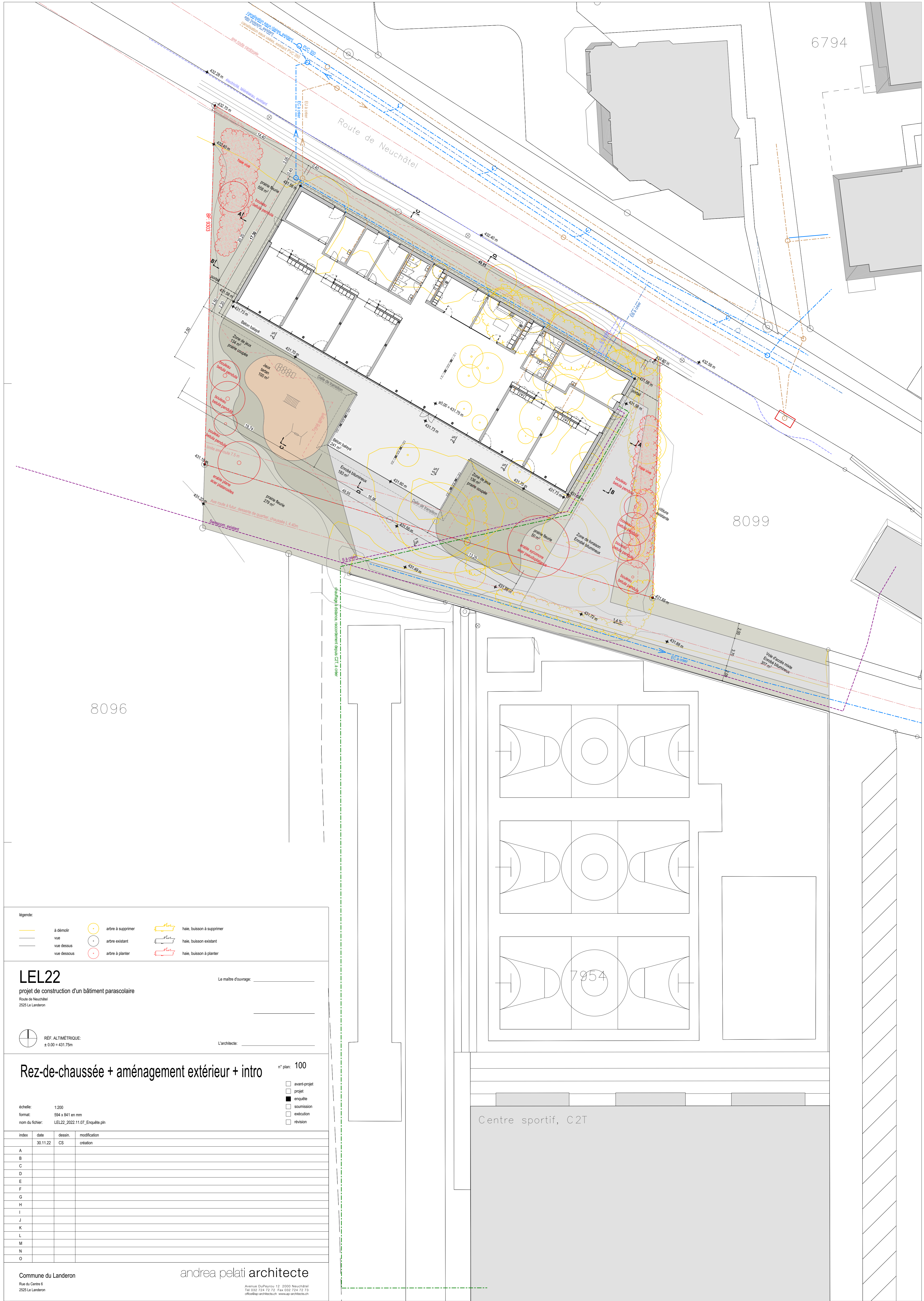
Rez-de-chaussée

n° plan: 101

échelle: 1:100
 format: 1189 x 594 mm
 nom du fichier: LEL22_2023.01.26_Enquête_complément.pln

- avant-projet
- projet
- enquête
- soumission
- exécution
- révision

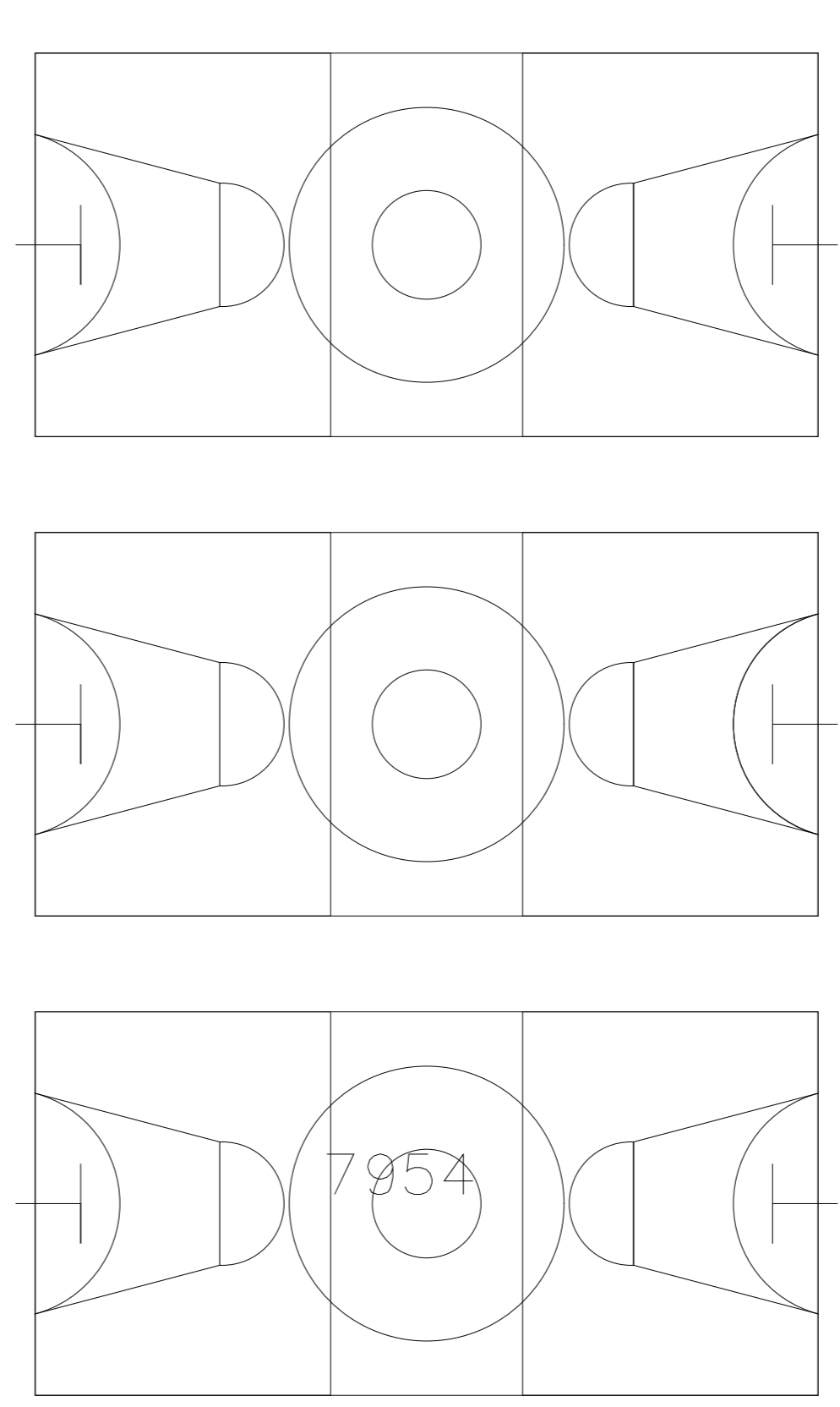
index	date	dessin	modification
	30.11.22	CS	création
A	26.01.23	CS	aménagement cuisine
B			
C			
D			
E			
F			
G			
H			
I			
J			
K			
L			
M			
N			
O			



6794

8099

8096



Centre sportif, C2T

- Légende:**
- à démolir
 - vue
 - vue dessus
 - vue dessous
 - arbre à supprimer
 - arbre existant
 - arbre à planter
 - haie, buisson à supprimer
 - haie, buisson existant
 - haie, buisson à planter

LEL22
 projet de construction d'un bâtiment parascolaire
 Route de Neuchâtel
 2525 Le Landeron

Le maître d'ouvrage: _____

REF. ALTIMÉTRIQUE:
 ± 0.00 = 431.75m

L'architecte: _____

Rez-de-chaussée + aménagement extérieur + intro n° plan: 100

- avant-projet
- projet
- enquête
- soumission
- exécution
- révision

échelle: 1:200
 format: 594 x 841 en mm
 nom du fichier: LEL22_2022.11.07_Enquête.pln

index	date	dessin.	modification
A	30.11.22	CS	création
B			
C			
D			
E			
F			
G			
H			
I			
J			
K			
L			
M			
N			
O			

andrea pelati architec

Légende:

	à démolir		arbre à démolir		haie, buisson à démolir
	vue		arbre existant		haie, buisson existant
	vue dessus		arbre à planter		haie, buisson à planter
	vue dessous				

LEL22
 projet de construction d'un bâtiment parascolaire
 Route de Neuchâtel
 2925 Le Landeron

Le maître d'ouvrage: _____

REF. ALTIMÉTRIQUE:
 ± 0.00 = 431.75m

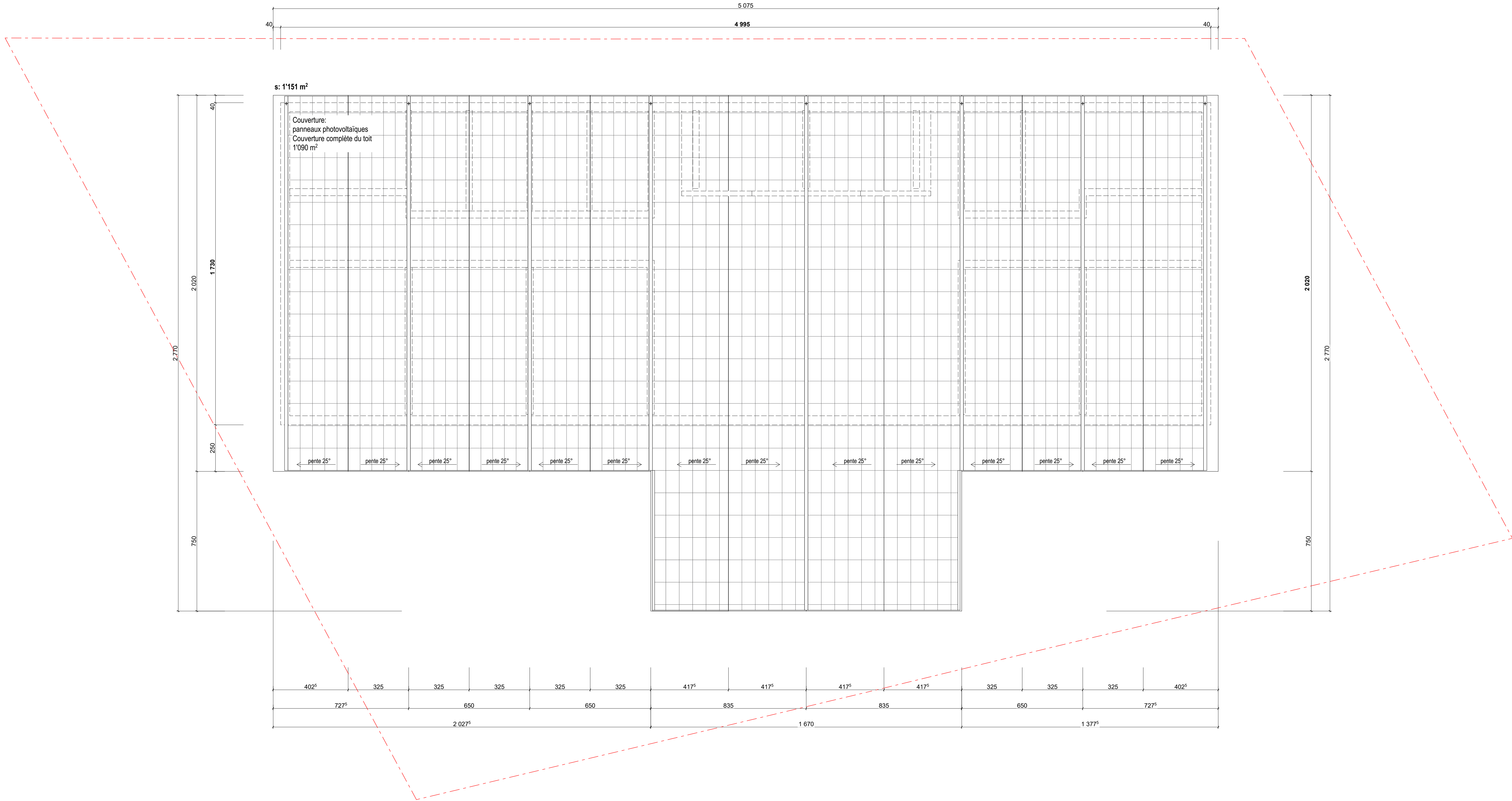
L'architecte: _____

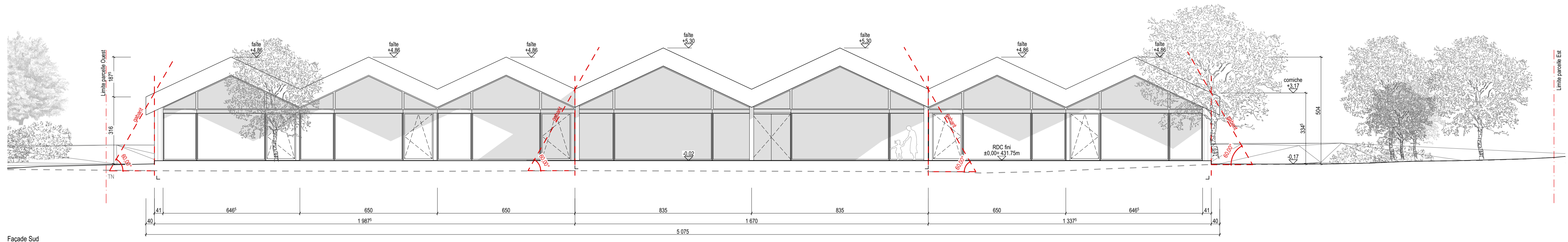
Toiture n° plan: 102

échelle: 1:100
 format: 1189 x 584 mm
 nom du fichier: LEL22_2022.11.07_Enquête.pjn

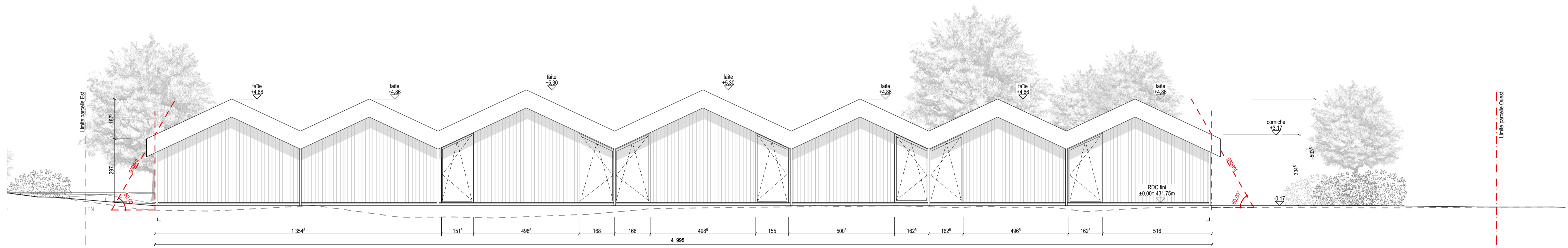
- avant-projet
- projet
- encaillade
- soumission
- exécution
- révision

index	date	dessin	modification
A	30.11.22	CS	création
B			
C			
D			
E			
F			
G			
H			
I			
J			
K			
L			
M			
N			
O			

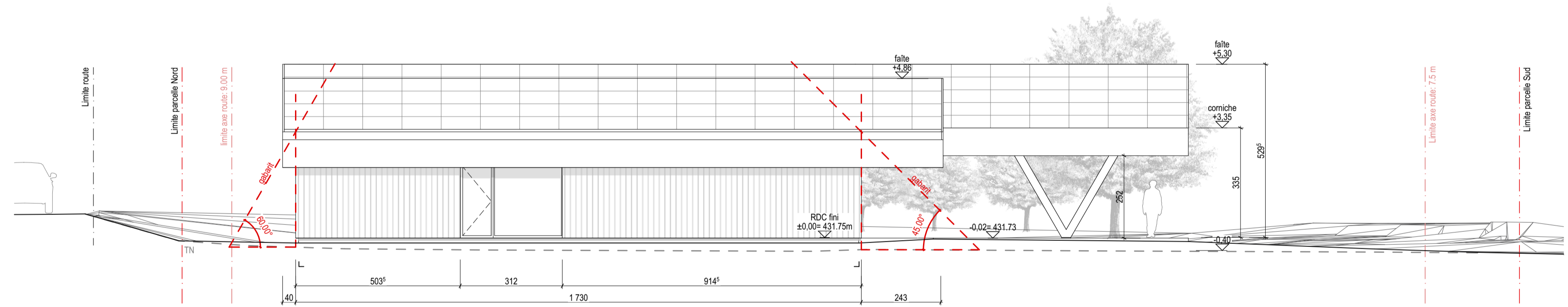




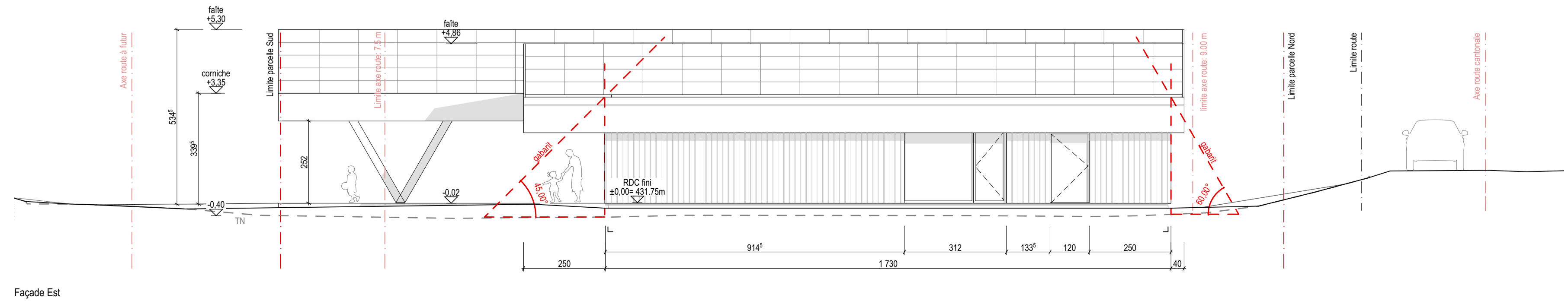
Façade Sud



Façade Nord



Façade Ouest



Façade Est

Légende:

	à démolir		arbre à supprimer		haie, buisson à supprimer
	vue		arbre existant		haie, buisson existant
	vue dessous		arbre à planter		haie, buisson à planter

LEL22
 projet de construction d'un bâtiment parascolaire
 Route de Neuchâtel
 2525 Le Landeron

Le maître d'ouvrage: _____

REF. ALTIMÉTRIQUE:
 ± 0.00 = 431.75m

L'architecte: _____

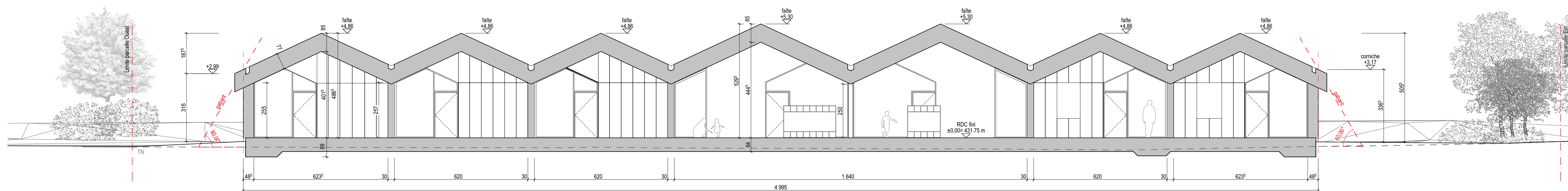
Façades

n° plan: 201

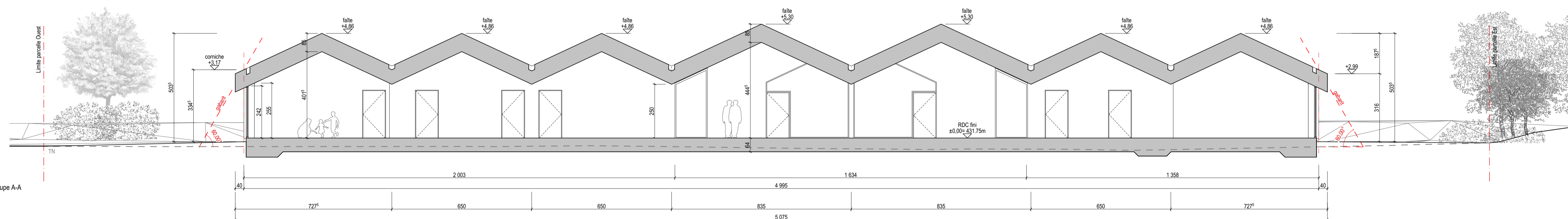
échelle: 1:100
 format: 841 x 594 mm
 nom du fichier: LEL22_2022.11.07_Enquête.ph

avant-projet
 projet
 enquête
 soumission
 exécution
 révision

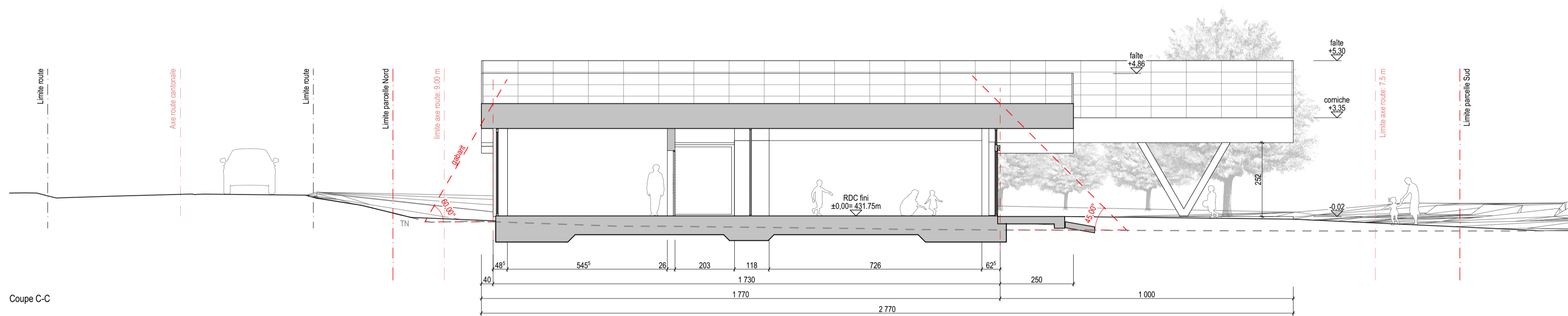
index	date	dessin.	modification
A	30.11.22	CS	création
B			
C			
D			
E			
F			
G			
H			
I			
J			
K			
L			
M			
N			
O			



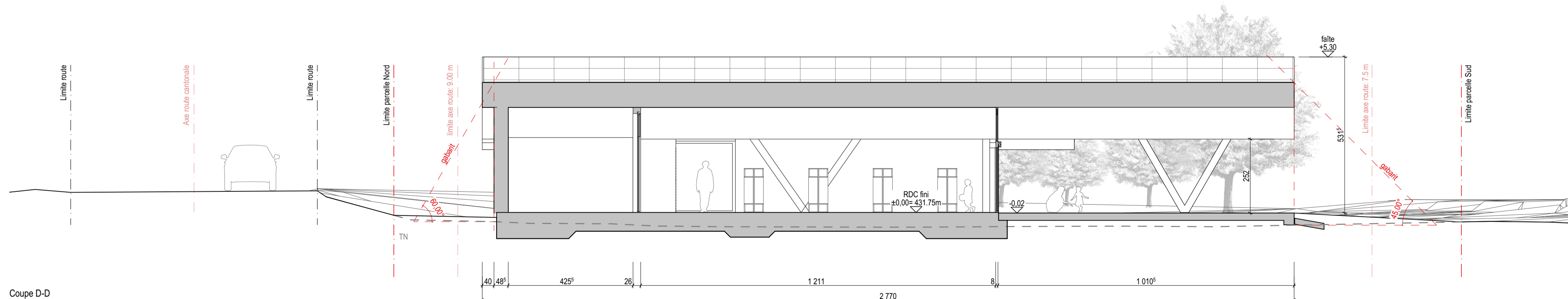
Coupe B-B



Coupe A-A



Coupe C-C



Coupe D-D

Légende:

	à démolir		arbre à supprimer		haie, buisson à supprimer
	vue		arbre existant		haie, buisson existant
	vue dessous		arbre à planter		haie, buisson à planter

LEL22
 projet de construction d'un bâtiment parasolaire
 Route de Neuchâtel
 2525 Le Landeron

Le maître d'ouvrage: _____

REF. ALTIMÉTRIQUE:
 ± 0.00 = 431.75m

L'architecte: _____

Coupes

n° plan: 301

échelle: 1:100
 format: 594 x 841 mm
 nom du fichier: LEL22_2022.11.07_Enquête.ph

avant-projet
 projet
 enquête
 soumission
 exécution
 révision

index	date	dessin.	modification
A	30.11.22	CS	création
B			
C			
D			
E			
F			
G			
H			
I			
J			
K			
L			
M			
N			
O			

LEL22 COMPARATIF COÛTS LEL22 - AUTRES STRUCTURES D'ACCUEIL SIMILAIRES DE 2010 À 2020, SELON VOLUMES ET SURFACES SIA 31.03.2023









Ouvrage :	Structure d'accueil parascolaire pour 100 enfants, Le Landeron	Projet présenté	Vol. SIA 416	Vol. SIA 416 adapté	Surface SIA 416	Surface SIA 416 adapté
Maitre de l'ouvrage :	Commune du Landeron	Bâtiment	4'217 m ³	4'217 m ³	864 m ²	864 m ²
Phase	Appel d'offres	Couvert	1'141 m ³	571 m ³	253 m ²	127 m ²

REMARQUES

Le devis peut évoluer de façon significative selon le développement du projet et les choix du maître de l'ouvrage.

Le devis du projet LEL22 est basé sur les retours d'appel d'offres. La situation actuelle due à la pandémie, à la situation dans l'Est de l'Europe et d'autres facteurs entraîne une hausse des coûts dont ni l'ampleur ni la durée ne sont connues.

COMPARATIF DES COÛTS, TTC

PROJET	ARCHITECTE	TYPE DE CONSTRUCTION	ANNÉE	COÛT	VOLUME SIA 416	PRIX / m ³ SIA 416	SURFACE SIA 416	PRIX / m ² SIA 416	NBR. PLACES	REMARQUES
 LEL22 Parascolaire, Le Landeron	andrea pelati architecte SA	Neuf / Bois local	2023	Coût selon devis du 17.03.2023 CFC 2 4'614'073.-	4'788 m ³	964.-/m ³	991 m ²	4'658.-/m ²	100 places	Budget 2023. Augmentation des coûts de la construction 2022-2023 -8%. Volume et surface du couvert adapté et divisé par 2 pour le chiffrage.
 CRA15 Parascolaire, Cressier	andrea pelati architecte SA	Neuf / Béton	2015	Coûts selon décompte final CFC 2 1'948'000.-	2'032 m ³	959.-/m ³	532 m ²	3'662.-/m ²	60 places	Coût 2015. Augmentation des coûts de la construction 2015-2023 -15%. A bénéficié de l'effet du volume du chantier voisin.
 CER17 Parascolaire, Serrières	andrea pelati architecte SA	Rénovation / Extension maçonnerie	2017	Coûts selon décompte final CFC 2 2'985'000.-	2'731 m ³	1'093.-/m ³	692 m ²	4'314.-/m ²	88 places	Coût 2017. Augmentation des coûts de la construction 2017-2023 -15%. A profité d'une construction partielle existante.
 Jardin d'enfant / structure de jour, Riehen	Miller & Maranta	Neuf / bois	2018	Coûts selon documentation Lignum CFC 2 4'780'000.- "Écoles et crèches en bois"	4'405 m ³	1'085.-/m ³	1'305 m ²	3'663.-/m ²	82 places	Coût 2018. Augmentation des coûts de la construction 2018-2023 -15%.
 Jardin d'enfant / accueil de jour, Ennetbaden	Rolf Meier/Martin Leder Architekten AG	Neuf / bois	2010	Bulletin bois 102/2012 Lignum CFC 2 1'870'000.- "Grandir avec le bois"	2'177 m ³	859.-/m ³	512 m ²	3'652.-/m ²	80 places	Coût 2010. Augmentation des coûts de la construction 2010-2023 -15-18%.
 Crèche La Chapelle-Les-Sciers, Grand-Lancy	Lacroix Chessex	Neuf / bois	2015	Coûts selon documentation Lignum CFC 2 9'380'000.- "Écoles et crèches en bois"	7'317 m ³	1'282.-/m ³	1'979 m ²	4'740.-/m ²	96 places	Coût 2015. Augmentation des coûts de la construction 2015-2023 -15%.
 Bâtiment scolaire, Port	Skop GmbH	Neuf / bois	2017	Coûts selon documentation Lignum CFC 2 13'020'000.- "Écoles et crèches en bois"	16'941 m ³	769.-/m ³	3'568 m ²	3'649.-/m ²	280 places	Coût 2017. Augmentation des coûts de la construction 2017-2023 -15%.
 Triple jardin d'enfants, garderie, crèche, Aarau	Aita Flury	Neuf / bois	2020	Coûts selon documentation Lignum CFC 2 7'000'000.- "Écoles et crèches en bois"	6'629 m ³	1'056.-/m ³	1'551 m ²	4'513.-/m ²	pas d'info	Coût 2020. Augmentation des coûts de la construction 2020-2023 -10%. Minergie-Eco.

RAPPORT DU CONSEIL COMMUNAL AU CONSEIL GÉNÉRAL CONCERNANT UNE DEMANDE DE CRÉDIT D'ENGAGEMENT DE CHF 332'020.00 (TTC) POUR LA CRÉATION D'UN ACCÈS, RACCORDEMENTS AUX SERVICES PUBLICS ET RACCORDEMENT AU CAD DU CENTRE SCOLAIRE ET SPORTIF DES DEUX THIELLES POUR LE BÂTIMENT PARASCOLAIRE

1. Introduction

Dans le cadre de la construction du futur bâtiment parascolaire, le Conseil communal a conceptualisé le raccordement du bâtiment à l'entier des services publics, y compris le raccordement au chauffage à distance, et le prolongement du réseau communal dans ce secteur en prévision d'un développement à futur.

2. Principes généraux

Le chemin d'accès doit permettre aux usagers, utilisateurs et services de secours d'accéder au bâtiment selon les normes et législations en vigueur.

Ce chemin sera réalisé en enrobé sans trottoir. Seuls les véhicules destinés à la livraison de matériel et de denrées alimentaires seront autorisés à se stationner à proximité immédiate du bâtiment. Il en va de même pour les services de secours en cas d'intervention. Le trafic motorisé sera limité à l'aide d'une borne rétractable.

Le gabarit de la chaussée (emprise du domaine public) permettra à futur de pouvoir affecter ce chemin à un trafic motorisé bidirectionnel (route communale) en cas de développement de la partie ouest de la zone d'utilité publique.

Le bâtiment sera raccordé au chauffage à distance (CAD) et au réseau Swisscom depuis le chemin d'accès au sud. Il sera raccordé aux réseaux d'eaux claires, eaux usées, eau potable, électricité et télé-réseau par le Nord, dans la Route de Neuchâtel.

Dans le cadre de l'étude, il a été constaté que la capacité du parking du centre scolaire et sportif suffisait à supporter le trafic supplémentaire généré par cette construction. Cas échéant et au besoin, une étude de trafic complémentaire pourra être effectuée après la mise en exploitation du bâtiment.

La chaussée sera réalisée en enrobé bitumineux sur une largeur de 3.70m. Le coffre de la route sera renforcé par une géogrille.

Les eaux de ruissellement (eaux claires) seront infiltrées par un accotement en galets dans lequel se trouve un tuyau de drainage.

Concernant les équipements techniques, deux fourreaux électriques et une canalisation d'eaux claires sont prévus pour un éventuel développement de la parcelle 8096 située à l'ouest. Par ailleurs, un tube pour l'éclairage public du chemin est prévu ainsi qu'un tube en réserve pour un éventuel raccordement photovoltaïque de l'école enfantine (Trèfle à 4).

Les travaux de raccordement au CAD font partie de la présente demande. Elle prend en compte les nouveaux départs en chaufferie depuis le local technique du Centre scolaire et sportif des deux Thiellles, les conduites de chauffage (aller et retour) jusqu'à l'entrée de la parcelle au sud et les travaux de génie civil.

A noter que cet accès est en réalité une nouvelle rue. Un nom devra être trouvé pour cette dernière.

3. Plan de situation



4. Aspect financier

4.1. Coût de construction

46.- Accès	
463 Travaux de superstructure (génie civil – EC)	CHF 164'000.00
Extension du réseau basse tension (y compris éclairage public et borne)	CHF 25'000.00
Extension CAD (C2T)	CHF 64'000.00
Extension réseau eau de boisson	CHF 13'000.00
29 Honoraires	
292 Ingénieur civil	CHF 27'280.00
Divers et imprévus (env. 5 %)	<u>CHF 15'000.00</u>
TOTAL HT	CHF 308'280.00
TOTAL TTC	CHF 332'020.00

4.2. Utilisation des fonds

Un prélèvement au fonds relatifs aux taxes d'équipements (29103.00) est envisagé pour les réseaux d'eaux (de boisson et claires), ainsi que pour la route et l'éclairage public. Par contre, cela n'est pas applicable pour le CAD.

Quant aux coûts liés au raccordement au CAD, ils pourraient être pris en charge par le fonds à vocation énergétique (29106.00) en partie.

4.3. Coût de fonctionnement (sans coûts d'exploitation et sans prélèvement aux fonds)

La construction d'une route implique plusieurs chapitres, dont les durées d'amortissements ne sont pas toutes les mêmes. En outre, certains chapitres sont assujettis à la TVA. D'où la nécessité de présenter par chapitres. Les honoraires et les frais d'ingénierie civile ont été ventilés au prorata des coûts des différents travaux sur les différents chapitres.

Seuls les chapitres autoporteurs (ceux relatifs aux eaux) se voient imputer des intérêts calculatoires.

Coûts calculatoires (CHF)	
Amortissements annuels	
<i>CAD (TTC)</i>	$79'875.00 \times 3.0\% = 2'400.00$
<i>Routes (TTC)</i>	$187'225.00 \times 2.0\% = 3'750.00$
<i>Eclairage public (TTC)</i>	$31'200.00 \times 5.0\% = 1'550.00$
<i>Approvisionnement en eau (HT)</i>	$15'075.00 \times 2.0\% = 325.00$
<i>Traitements des eaux claires (HT)</i>	$16'225.00 \times 2.0\% = 350.00$
Total	8'375.00
Charges d'intérêts (1 ^{ère} année)	$31'300.00 \times 2.5\% = 800.00$
Charges d'intérêts (2 ^{ème} année)	$(31'300.00 - 675.00) \times 2.5\% = 775.00$

- Le montant nominal diminuera chaque année en fonction des amortissements ;
- Le taux d'intérêt correspond au taux pour un emprunt de 10 ans sur le marché actuel. Ce taux changera selon la structure de la dette de la Commune et de l'évolution des taux ;

5. Conclusion

L'aménagement de cet accès est évidemment indispensable pour que le futur bâtiment parascolaire soit accessible. Il est également impératif d'équiper le bâtiment afin de le rendre exploitable pour les usagers.

Le concept retenu permettra aussi un éventuel futur développement du secteur en évitant l'ouverture de la route.

Cette demande de crédit est dépendante de la position du Conseil général quant à la construction du bâtiment parascolaire. Si le législatif accepte la demande de crédit liée à la construction, il devra également approuver la demande de crédit faisant l'objet du présent rapport. Au contraire, si le Conseil général devait ne pas adopter l'arrêté lié à la construction du bâtiment parascolaire, l'Exécutif se permettra de retirer cette demande de crédit.

Le Conseil communal vous prie d'accepter l'arrêté soumis à votre Autorité.

Annexe : Plan génie civil et détails route

No 1454 Demande de crédit d'engagement de
CHF 332'020.00 (TTC) concernant
l'aménagement de l'accès au futur bâtiment
parascolaire du Landeron

Le Conseil général du Landeron,
Vu la Loi sur les communes, du 21 décembre 1964,
Vu la Loi sur les droits politiques, du 17 octobre 1984,
Vu le rapport du Conseil communal, du 8 mai 2023,
Sur la proposition du Conseil communal,

A r r ê t e :

- Article 1^{er} Un crédit d'engagement de CHF 332'020.00 (TTC) est accordé au Conseil communal pour l'aménagement de l'accès au futur bâtiment parascolaire du Landeron.
- Art. 2 La subvention cantonale et fédérale viendra en déduction du présent crédit.
- Art. 3 Le Conseil communal est autorisé à prélever dans le fonds « Taxes d'équipements » pour les infrastructures, et dans le fonds « à vocation énergétique » pour le chauffage à distance (CAD), jusqu'à 50% des coûts du présent crédit.
- Art. 4 Cette autorisation de dépense est munie de la clause d'indexation des prix (selon l'indexation qui est déterminée sur la base de l'indice du prix à la construction du Mittelland), à cela peut encore s'ajouter une éventuelle hausse en lien avec la TVA.
- Art. 5 La dépense nette sera portée au compte des investissements et amortie respectivement à charge des différents chapitres à raison de:
- | | | |
|------|----------------|---|
| 3,0% | chapitre 21800 | "Subventions de l'accueil parascolaire " (CAD) |
| 2,0% | chapitre 61500 | "Routes communales", pour la réfection routière |
| 5,0% | chapitre 61500 | "Routes communales", pour l'éclairage public |
| 2,0% | chapitre 71000 | "Approvisionnement en eau " |
| 2,0% | chapitre 72030 | "Traitements des eaux claires" |
- Art. 6 Le Conseil communal est autorisé à conclure en temps opportun et aux meilleures conditions l'emprunt nécessaire au financement dudit crédit.
- Art. 7 Le Conseil communal est chargé de l'exécution du présent arrêté à l'expiration du délai référendaire.

Le Landeron, le 22 juin 2023

AU NOM DU CONSEIL GENERAL

Le président :

La secrétaire :

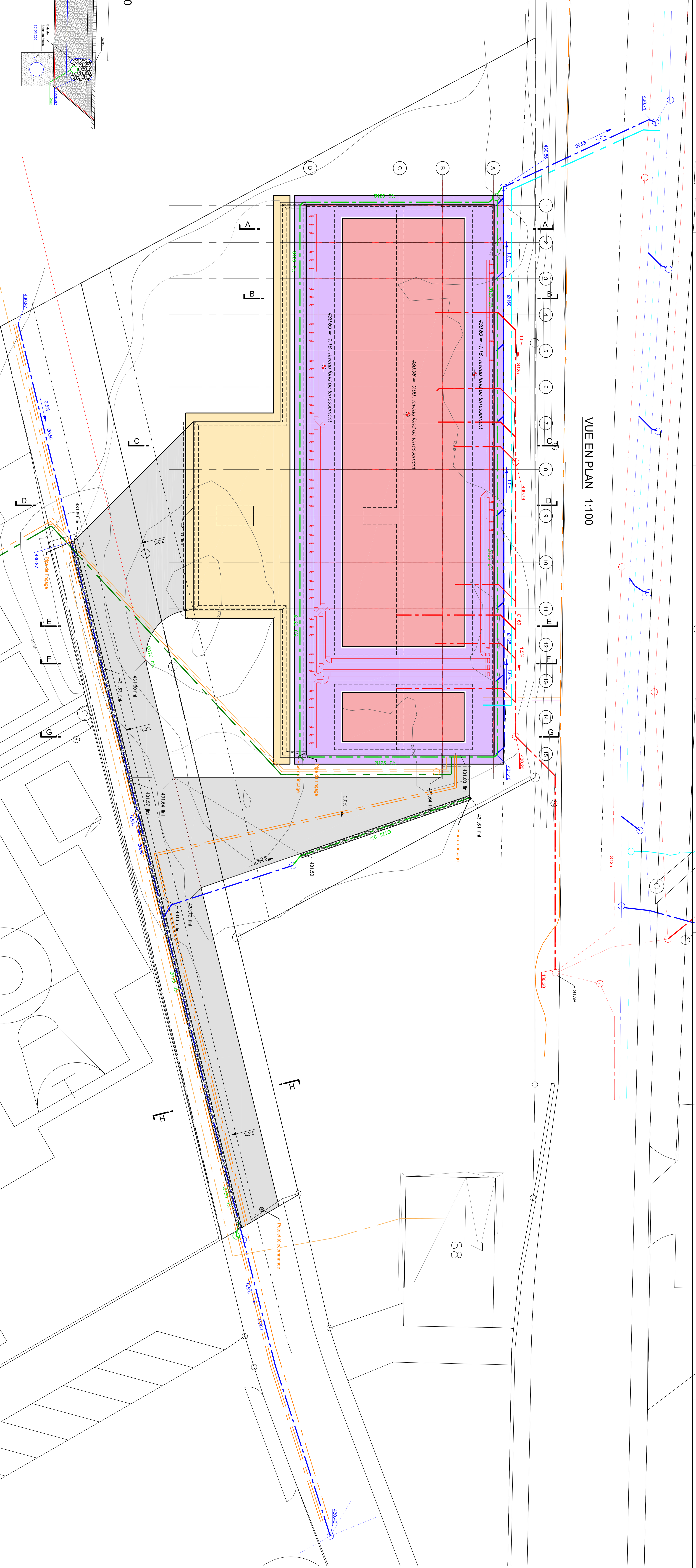
INDICES	
Alphabétique	Numérique
A	1
B	2
C	3
D	4

MODIFICATIONS

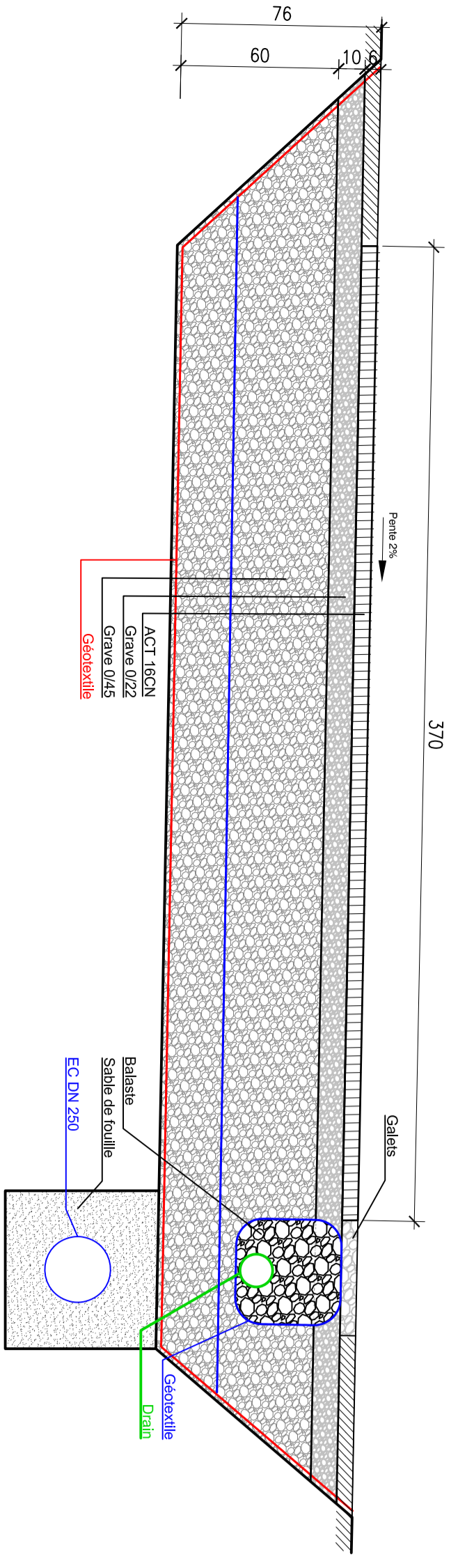
N°	Description	Date
1		
2		
3		
4		

Échelle : 1:100 - 481.86

VUE EN PLAN 1:100



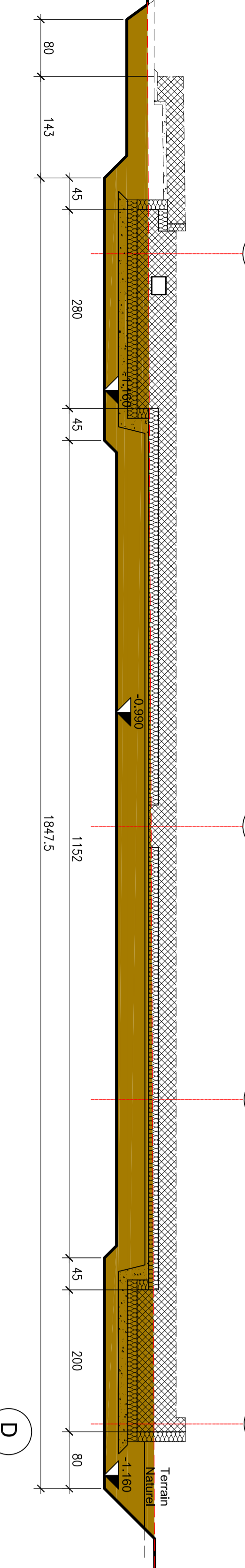
COUPE H-H 1:20



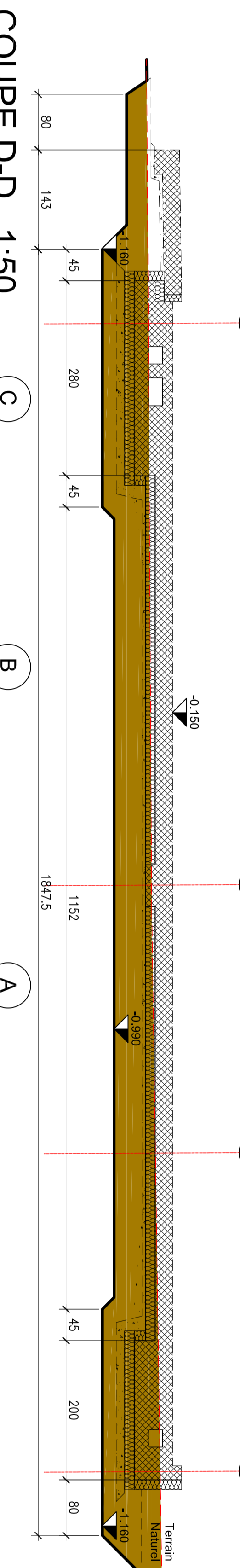
Légende:

- Structure béton
- Structure acier
- Structure bois
- Structure métal
- Structure PVC
- Structure bois
- Structure bois
- Structure bois
- Structure bois
- Structure bois
- Structure bois
- Structure bois
- Structure bois
- Structure bois
- Structure bois
- Structure bois

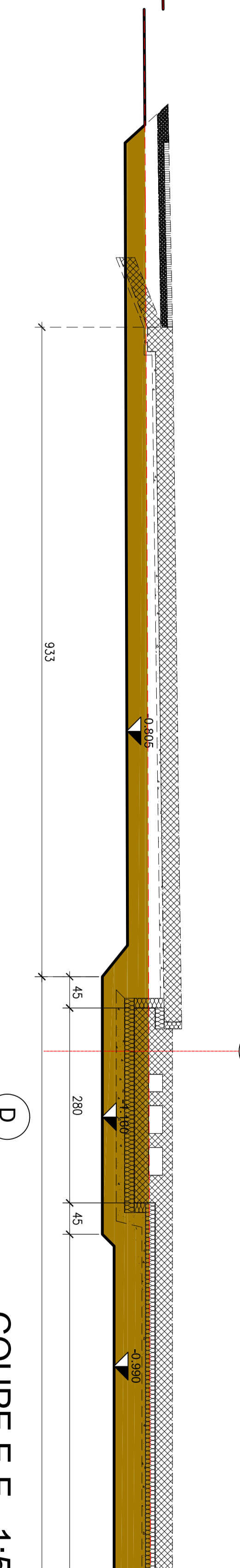
COUPE A-A 1:50



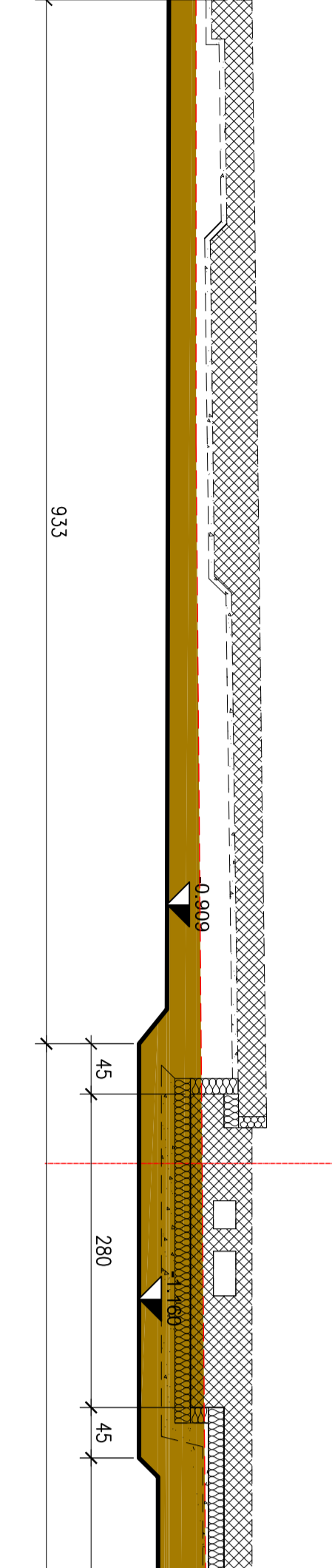
COUPE B-B 1:50



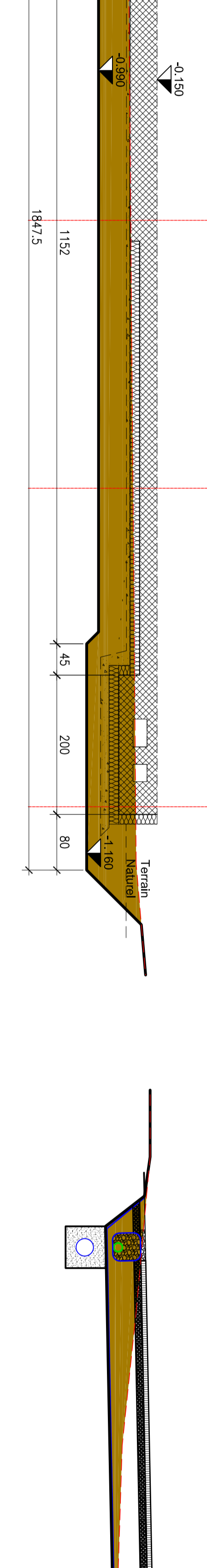
COUPE C-C 1:50



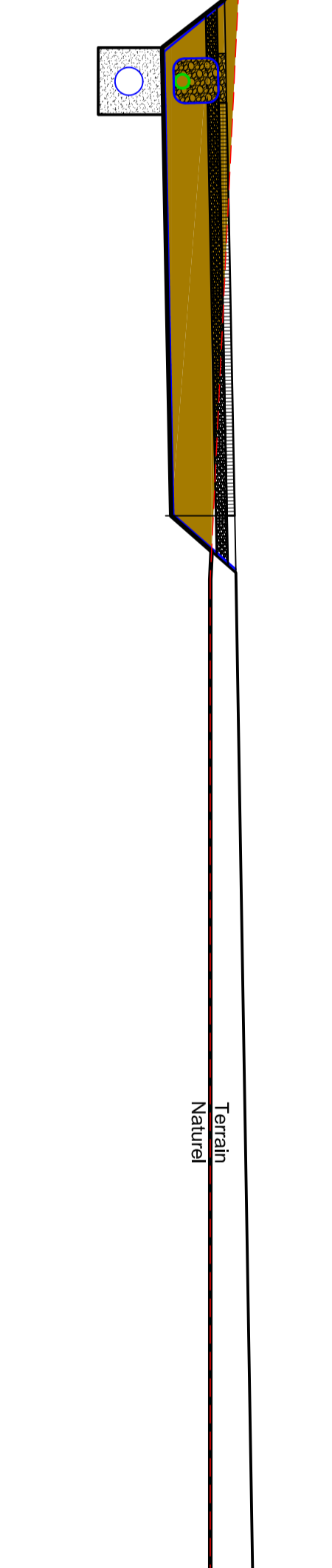
COUPE D-D 1:50



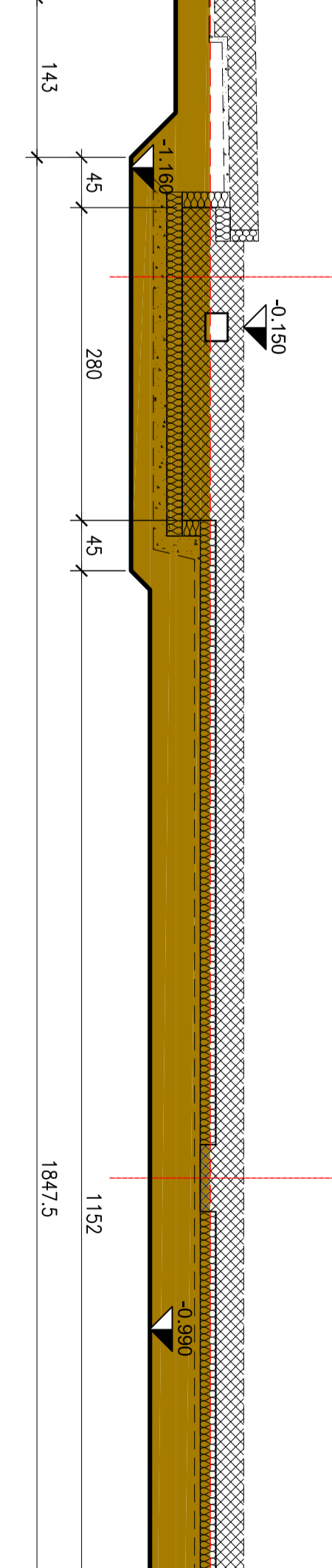
COUPE E-E 1:50



COUPE F-F 1:50



COUPE G-G 1:50



RAPPORT DU CONSEIL COMMUNAL AU CONSEIL GÉNÉRAL CONCERNANT UNE DEMANDE DE CRÉDIT D'ENGAGEMENT D'UN MONTANT DE CHF 346'800.00 TTC POUR LA POSE DE PANNEAUX SOLAIRES PHOTOVOLTAÏQUES SUR LA TOITURE DU FUTUR BÂTIMENT PARASCOLAIRE**1. Introduction**

Dans le cadre de la construction du futur bâtiment parascolaire, le Conseil communal souhaite que la toiture soit recouverte de panneaux solaires photovoltaïques dans son intégralité. Cette proposition s'inscrit en cohérence avec les objectifs du plan climat cantonal récemment validé et la nouvelle loi sur l'énergie, entrée en vigueur en mai 2021. Au vu de l'augmentation significative, et même exponentielle en ce qui concerne l'électricité, des tarifs en matière d'énergie, une telle installation apparaît aujourd'hui comme indispensable. En qualité d'entité publique, nous avons un devoir d'exemplarité auprès de nos citoyens dans ce domaine.

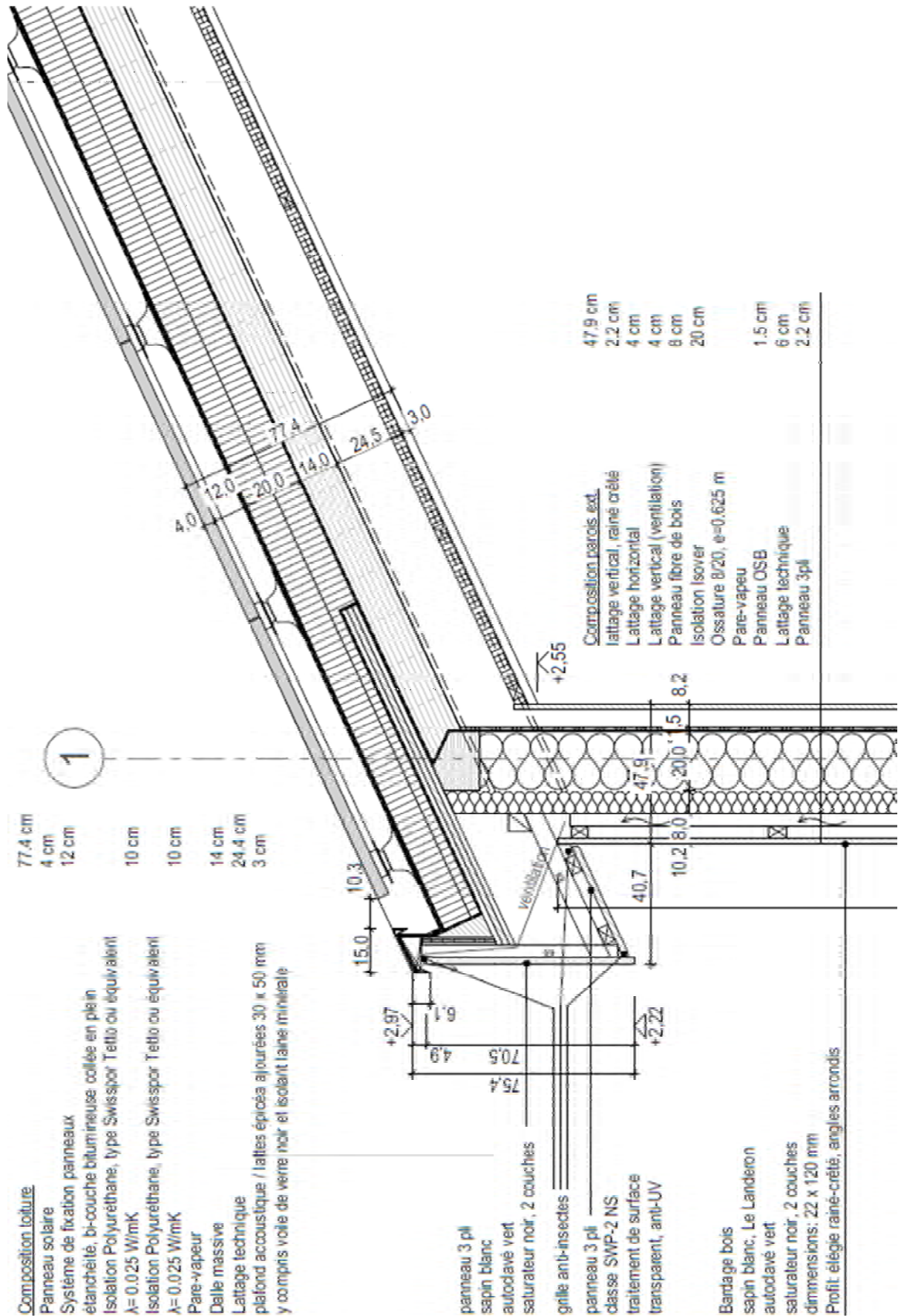
2. Principes généraux

L'installation consiste en la pose de module de panneaux photovoltaïques faisant également office de couverture. Cette installation sera posée sur une étanchéité « pailletée ». Le but de ce détail sert à obtenir un rendement maximal en surface et de simplifier les raccords de ferblanterie et d'étanchéité et ainsi diminuer l'épaisseur global de la toiture (esthétique).

2.1 Données techniques principales

Puissance de l'installation :	224.96 KWc
Surface :	1078 m ²
Nb de modules	592
Nb onduleurs	2
Energie produite par année	Env. 211.17 MWh
Durée de vie des onduleurs	Env. 15 ans
Durée de vie des modules (panneaux)	Env. 25 ans
Prix d'achat de l'électricité (mars 2023)	38.63 cts/KWh
Prix de reprise de l'électricité (mars 2023)	18.54 cts/KWh
Temps de retour sur investissement	4.5 ans (voir tableau page 4)
Bénéfices supputés après 15 ans	CHF 406'000.00 (voir tableau page 5)

4. **Détails en coupe**



5. Aspect financier (complément photovoltaïque complet)

5.1. Coût de construction

231	Installation photovoltaïque	CHF 307'000.00
291	Honoraires architecte	CHF 10'000.00
292	Ingénieur électrique	CHF 5'000.00
	Divers et imprévus (5%)	<u>CHF 18'000.00</u>
	TOTAL HT	CHF 340'000.00
	TOTAL TTC	CHF 346'800.00

5.2. Subventions

Les éventuelles subventions relatives à la rétribution unique (RU) ou rétribution du courant injecté (SRI) n'ont pas été prises en compte. En effet, celles-ci sont calculées à partir de la puissance installée et sera sollicitée auprès de l'organe compétant (Pronovo) et portée en déduction du montant à charge de la commune.

Selon le calculateur de cet organe, la rétribution unique s'élèverait à environ CHF 66'450.00 (réf. mars 2023). Quoiqu'il en soit, la demande de crédit doit porter sur le montant brut selon les règles financières en vigueur.

Un prélèvement au fonds à vocation énergétique (29106.00) est aussi envisagé.

5.3. Coût de fonctionnement (sans coûts d'exploitation et sans prélèvement au fonds)

Selon la LFinEC, les installations électriques des bâtiments s'amortissent en général sur une durée de 20 ans. En plus de l'amortissement, une charge d'intérêt calculatoire sera imputée sur ce crédit afin d'avoir des coûts complets.

Coûts calculatoires (sans prélèvement au fonds)	
Amortissements annuels	$(340'000.00 - 66'450.00) \times 5.0\% = 13'675.00$
Charges d'intérêts (1 ^{ère} année)	$(340'000.00 - 66'450.00) \times 2.5\% = 6'840.00$
Charges d'intérêts (2 ^{ème} année)	$(340'000.00 - 66'450.00 - 13'675.00) \times 2.5\% = 6'500.00$

- Le montant nominal diminuera chaque année en fonction des amortissements ;
- Le taux d'intérêt correspond au taux pour un emprunt de 10 ans sur le marché actuel. Ce taux changera selon la structure de la dette de la Commune et de l'évolution des taux ;

5.4. Flux financiers

ESTIMATION DES ÉCONOMIES RÉALISÉES ANNÉE 1			
Annuelle			
Facture annuelle	Facture annuelle avec SolarEdge	Économies nettes annuelles sur facture	Compensation facture
CHF 9 657,50	CHF -32 590,08	CHF 42 247,58	437,46 %
Estimation des économies réalisées sur la durée de l'étude			
CHF 988 657			
Fournisseur: ELI10 SA Choisissez un tarif (prix d'achat de l'électricité): Tarifs electricité 2023 bt simple energie grise (0.3863 CHF/kWh)			
Choisissez un tarif de vente: ELI10 Tarif de reprise (0.1854 CHF/kWh)			

Années de production	Rentrées + économies dû à l'auto-consommation + à la vente de l'énergie		Rentrées + économies - investissement		Trésorerie annuelle	
	Investissement (travaux + fournitures)	Subvention	Économies nettes sur facture	Flux de trésorerie annuel	Flux de trésorerie cumulé	
0	CHF -367 038,70		CHF 0,00	CHF -307 038,70	CHF -307 038,70	
1	CHF 66 449,85	CHF -2 180,54	CHF 42 247,58	CHF 106 516,89	CHF -200 521,81	
2		CHF -2 180,54	CHF 42 012,22	CHF 39 831,68	CHF -160 690,13	
3	Coûts d'exploitations (maintenance, nettoyages, réparations, ...)	CHF -2 180,54	CHF 41 778,21	CHF 39 597,67	CHF -121 092,46	

FLUX DE TRÉSORERIE ANNUEL (SUITE)

# Année	Prix du système	Montant des aides	Coûts O&M	Économies nettes sur facture	Flux de trésorerie annuel	Flux de trésorerie cumulé
4		CHF -2 180,54		CHF 41 545,54	CHF 39 365,01	CHF -81 727,45
5		CHF -2 180,54		CHF 41 314,24	CHF 39 133,70	CHF -42 593,74
6		CHF -2 180,54		CHF 41 084,30	CHF 38 903,77	CHF -3 689,98
7		CHF -2 180,54		CHF 40 855,74	CHF 38 675,20	CHF 34 985,22
8		CHF -2 180,54		CHF 40 628,52	CHF 38 447,99	CHF 73 433,21
9		CHF -2 180,54		CHF 40 402,61	CHF 38 222,07	CHF 111 655,28
10		CHF -2 180,54		CHF 40 178,03	CHF 37 997,49	CHF 149 652,77
11		CHF -2 180,54		CHF 39 954,78	CHF 37 774,25	CHF 187 427,02
12		CHF -2 180,54		CHF 39 732,87	CHF 37 552,33	CHF 224 979,34
13		CHF -2 180,54		CHF 39 512,26	CHF 37 331,72	CHF 262 311,07
14		CHF -2 180,54		CHF 39 292,96	CHF 37 112,43	CHF 299 423,49
15		CHF -2 180,54		CHF 39 074,97	CHF 36 894,43	CHF 336 317,93
16		CHF -2 180,54		CHF 38 858,27	CHF 36 677,74	CHF 372 995,66
17		CHF -2 180,54		CHF 38 642,87	CHF 36 462,34	CHF 409 458,00
18		CHF -2 180,54		CHF 38 428,75	CHF 36 248,21	CHF 445 706,21
19		CHF -2 180,54		CHF 38 215,90	CHF 36 035,36	CHF 481 741,58
20		CHF -2 180,54		CHF 38 004,32	CHF 35 823,78	CHF 517 565,36
21		CHF -2 180,54		CHF 37 793,99	CHF 35 613,45	CHF 553 178,81
22		CHF -2 180,54		CHF 37 584,92	CHF 35 404,38	CHF 588 583,19
23		CHF -2 180,54		CHF 37 377,09	CHF 35 196,55	CHF 623 779,74
24		CHF -2 180,54		CHF 37 170,50	CHF 34 989,96	CHF 658 769,70
25		CHF -2 180,54		CHF 36 965,14	CHF 34 784,60	CHF 693 554,31
Total:		CHF 66 449,85	CHF -54 513,43	CHF 988 656,59	CHF 693 554,31	

6. Conclusion

L'installation de ces panneaux répond clairement aux objectifs communaux et à la vision politique actuelle en matière de développement durable et de transition énergétique.

Cette demande de crédit est dépendante de la position du Conseil général quant à la construction du bâtiment parasolaire. Le Conseil communal se permettra de retirer de l'ordre du jour cette demande de crédit si le Conseil général devait refuser la demande de crédit liée à la construction du futur bâtiment parasolaire. En cas d'acceptation de cette dernière, le législatif doit se positionner quant à la pose de panneaux solaires photovoltaïques sur la toiture du futur bâtiment parasolaire.

Le Conseil communal vous prie d'accepter l'arrêté soumis à votre Autorité.

Le Landeron, le 8 mai 2023

Le Conseil communal

No 1455 Demande de crédit d'engagement de
CHF 346'800.00 (TTC) concernant la pose
de panneaux solaires photovoltaïques sur le
futur bâtiment parascolaire du Landeron

Le Conseil général du Landeron,
Vu la Loi sur les communes, du 21 décembre 1964,
Vu la Loi sur les droits politiques, du 17 octobre 1984,
Vu le rapport du Conseil communal, du 8 mai 2023,
Sur la proposition du Conseil communal,

A r r ê t e :

- Article 1^{er} Un crédit d'engagement de CHF 346'800.00 (TTC) est accordé au Conseil communal pour la pose de panneaux solaires photovoltaïques sur le futur bâtiment parascolaire du Landeron.
- Art. 2 La subvention cantonale et fédérale viendra en déduction du présent crédit.
- Art. 3 Le Conseil communal est autorisé à prélever dans le fonds « à vocation énergétique (29106) » jusqu'à 50% des coûts du présent crédit.
- Art. 4 Cette autorisation de dépense est munie de la clause d'indexation des prix (selon l'indexation qui est déterminée sur la base de l'indice du prix à la construction du Mittelland), à cela peut encore s'ajouter une éventuelle hausse en lien avec la TVA.
- Art. 5 La dépense nette sera portée au compte des investissements et amortie au taux de 5% l'an à charge du chapitre « 87120 Commerce de l'électricité photovoltaïque ».
- Art. 6 Le Conseil communal est autorisé à conclure en temps opportun et aux meilleures conditions l'emprunt nécessaire au financement dudit crédit.
- Art. 7 Le Conseil communal est chargé de l'exécution du présent arrêté à l'expiration du délai référendaire.

Le Landeron, le 22 juin 2023

AU NOM DU CONSEIL GENERAL

Le président :

La secrétaire :

RAPPORT DU CONSEIL COMMUNAL AU CONSEIL GÉNÉRAL CONCERNANT UNE DEMANDE DE CRÉDIT COMPLÉMENTAIRE DE CHF 463'000.00 (TTC) POUR LA PARTICIPATION DE LA COMMUNE DU LANDERON A LA REALISATION DU PROJET D'EXTENSION DE LA CEN

1. Introduction

Le 24 octobre 2013, le Conseil général a accordé un crédit d'étude de CHF 160'000.00 (arrêté 1254) au Conseil communal pour la participation de la commune à l'étude du projet de raccordement à la Communauté des Eaux Neuchâteloise (CEN). Pour rappel, le but de la CEN est de fournir de l'eau d'appoint et de secours, en période d'étiage ou en cas de pollution des ressources en eau des communes partenaires. Les communes membres actuelles sont Hauterive, St-Blaise, Cornaux, Cressier et Le Landeron.

Le Règlement général du syndicat (arrêté 1318) a été adopté par le législatif landeronnais le 18 février 2016. Lors de la même séance, il a accordé un crédit de CHF 4'635'000.00 (HT) au Conseil communal afin que la commune puisse participer au projet d'extension de la CEN comprenant la construction d'un nouveau réservoir en amont de Frochaux, la création d'une station de pompage et la réalisation d'une conduite de transport d'eau potable (arrêté 1319). En outre, le Conseil général a aussi voté, le 18 février 2016, deux crédits d'engagement, toujours liés au projet de la CEN. L'arrêté 1320 concerne la construction d'un nouveau réservoir dans le secteur de Combazin pour un montant de CHF 353'200.00 (HT) alors que l'arrêté 1321 concerne la mise en conformité du réservoir des Aiguedeurs pour CHF 129'800.00 (HT).

Suite au retrait de la Commune de la Tène, le projet a tout de même été maintenu en son état mais les coûts ont dû être réévalués pour les communes membres restantes. Par conséquent, ces dernières ont dû financer la part de la commune de la Tène afin de maintenir le projet. Ainsi, une nouvelle demande de crédit (arrêté 1378 avec un montant de CHF 5'907'150.00 - HT), remplaçant celle de CHF 4'635'000.00 (HT), a été validée par le législatif lors de sa séance du 21 juin 2018. Les deux crédits votés et relatifs aux réservoirs n'ont pas été impactés par le retrait de la Commune de La Tène.

En cumulant les montants des différentes demandes, le Conseil général a validé un montant total de CHF 6'550'150.00 (HT), ce qui représente un montant brut d'environ CHF 7'054'000.00 (TTC).

2. Raisons de la demande de crédit complémentaire

Le syndicat a transmis une notice évoquant les raisons de la demande de crédit complémentaire. Nous vous invitons à consulter ce document afin de comprendre les raisons qui obligent les communes membres de la CEN de solliciter une demande de crédit complémentaire.

3. Aspects financiers

3.1. Coût de construction

En ajoutant le montant demandé de cet arrêté, le total du crédit sera de CHF 7'517'000.00 (TTC). Par soucis de simplification et aussi du fait que les coûts globaux ne pourront être exactement répartis entre les trois objets, le complément demandé sera imputé uniquement sur le crédit de la CEN.

Arrêtés (CHF)	Montant HT	Montant TTC
Crédit d'étude (arr. 1254)	160'000.00	172'200.00
Nouveau réservoir de Combazin (arr. 1320)	353'200.00	380'100.00
Mise en conformité réservoir des Aiguedeurs (arr. 1321)	129'800.00	139'700.00
CEN (arr. 1378)	5'907'150.00	6'362'000.00
Total CHF	6'550'150.00	7'054'000.00
Demande de crédit complémentaire (arr. 1456)	429'900.00	463'000.00
Total CHF	6'980'050.00	7'517'000.00

3.2. Subventions et prélèvements aux fonds

Comme mentionné dans la notice annexe, le Canton et l'ECAP participeront aux coûts du projet. En raison de l'importance du projet, la subvention de l'Etat sera d'environ 40% des coûts au lieu des 20% habituels. Ainsi, la participation communale sera de CHF 4'363'000.00 (TTC).

3.3. Coûts de fonctionnement

Les durées d'amortissements dépendront des objets. En plus de l'amortissement, une charge d'intérêt calculatoire sera imputée sur ce crédit afin d'avoir des coûts complets.

Coûts calculatoires (sans prélèvement au fonds) (CHF HT)	
Amortissements annuels	
- CEN (y c. Crédit d'étude et crédit complémentaire)	$(6'497'050.00 - 2'832'000.00) \times 1.65\% = 60'450.00$
- Nouveau réservoir Combazin	$(353'200.00 - 70'050.00) \times 1.50\% = 4'250.00$
- Mise en conformité réservoir des Aiguedeurs	$(129'800.00 - 26'000.00) \times 5.00\% = 5'200.00$
Charges d'intérêts	
- 1 ^{ère} année	$(6'980'050.00 - 2'928'500.00) \times 2.5\% = 101'275.00$
- 2 ^{ème} année	$(4'051'000.00 - 69'900.00) \times 2.5\% = 99'525.00$

- Le montant nominal diminuera chaque année en fonction des amortissements ;
- Le taux d'intérêt correspond au taux pour un emprunt de 10 ans sur le marché actuel. Ce taux changera selon la structure de la dette de la Commune et de l'évolution des taux.

4. Conclusion

La commune du Landeron sera désormais alimentée de manière pérenne en termes d'eau potable. Elle peut compter sur un débit d'eau permanent grâce aux réseaux d'eau potable de la Wagrom et de la CEN alors que les sources de la commune (source de la Baume) ont tendance à se tarir d'année en année. La finalisation de ce projet est dès lors primordial pour répondre au besoin vital des habitants-tes de la commune.

Le Conseil communal vous prie d'accepter l'arrêté soumis à votre Autorité.

Le Landeron, le 8 mai 2023

Le Conseil communal

Annexe :

- Notice du syndicat

No 1456 Demande de crédit complémentaire de CHF 463'000.00 (TTC) concernant la participation finale de la commune du Landeron à la réalisation du projet d'extension de la CEN

Le Conseil général du Landeron,
Vu la Loi sur les communes, du 21 décembre 1964,
Vu la Loi sur les droits politiques, du 17 octobre 1984,
Vu le rapport du Conseil communal, du 8 mai 2023,
Sur la proposition du Conseil communal,

A r r ê t e :

- Article 1^{er} Un crédit complémentaire de CHF 463'000.00 (TTC) est accordé au Conseil communal pour la participation finale de la commune du Landeron à la réalisation du projet d'extension de la CEN.
- Art. 2 Le Conseil communal est autorisé à prélever dans le fonds « Taxes d'équipements » (29103.00) jusqu'à 50% des coûts du présent crédit.
- Art. 3 Cette autorisation de dépense est munie de la clause d'indexation des prix (selon l'indexation qui est déterminée sur la base de l'indice du prix à la construction du Mittelland), à cela peut encore s'ajouter une éventuelle hausse en lien avec la TVA.
- Art. 4 La dépense nette sera portée au compte des investissements et amortie au taux de 1.65% l'an à charge du chapitre « 71000 Approvisionnement en eau potable ».
- Art. 5 Le présent arrêté ne sera exécutoire que si l'ensemble des communes formant le Syndicat intercommunal de la Communauté des Eaux Neuchâteloises (CEN) acceptent également la demande de crédit pour leur participation aux travaux liés au projet d'extension de la CEN.
- Art. 6 Le Conseil communal est autorisé à conclure en temps opportun et aux meilleures conditions l'emprunt nécessaire au financement dudit crédit.
- Art. 7 Le Conseil communal est chargé de l'exécution du présent arrêté à l'expiration du délai référendaire.

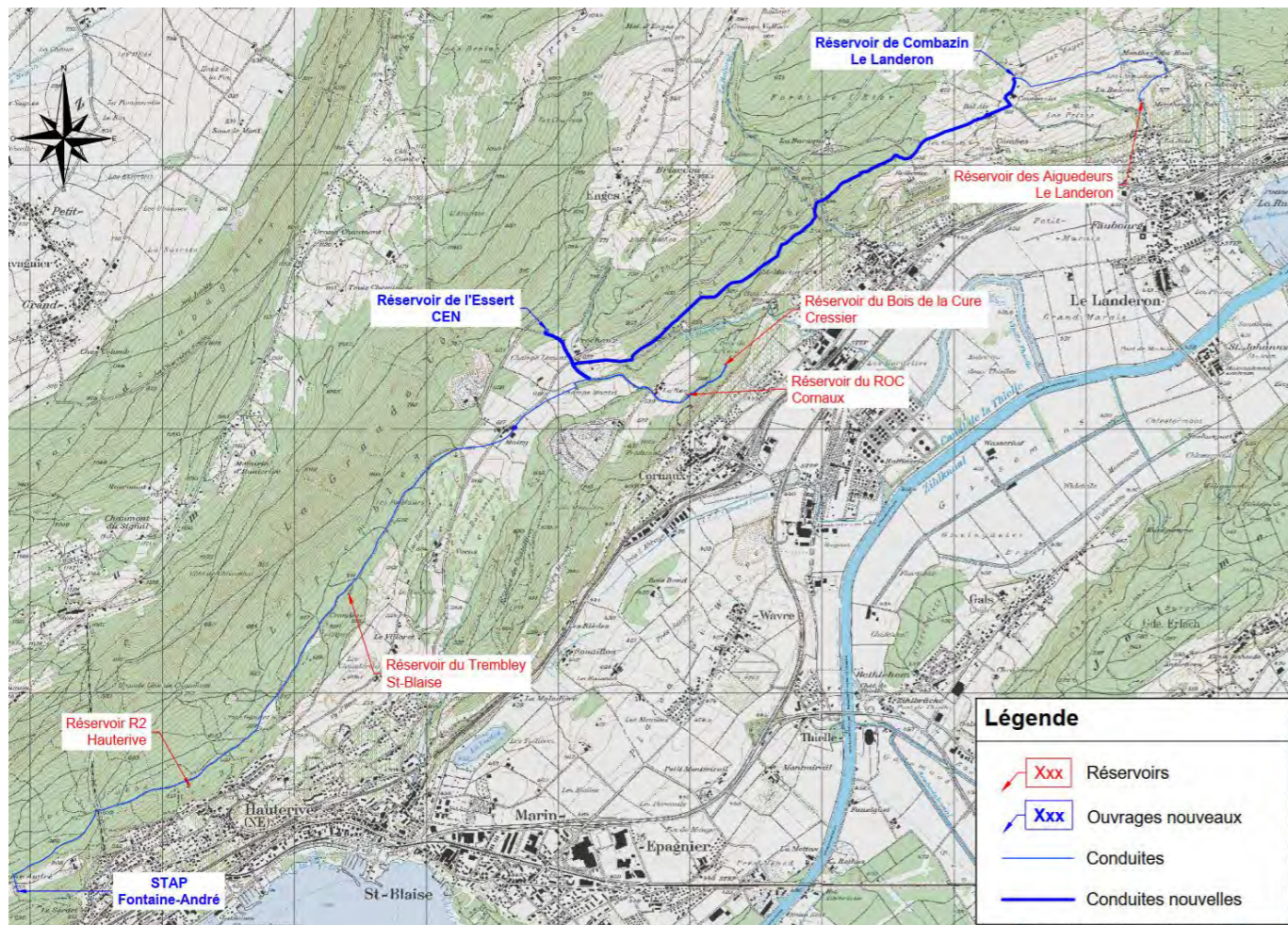
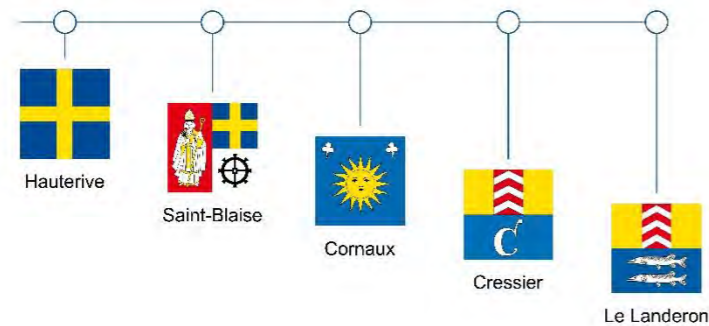
Le Landeron, le 22 juin 2023

AU NOM DU CONSEIL GENERAL

Le président :

La secrétaire :

COMMUNAUTÉ DES EAUX NEUCHÂTELOISE (CEN)



NOTICE POUR DEMANDES DE CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES

MARS 2023

LE PROJET D'EXTENSION DE LA CEN EN QUELQUES MOTS ET CHIFFRES CLÉS

RÉSEAU D'ALIMENTATION EN EAU DE BOISSON ET DE DÉFENSE INCENDIE D'UNE EXTENSION DE 16 KM

Le réseau peut desservir en eau d'appoint et de secours toute la région de l'Entre-deux-Lacs. Il a une capacité de délivrer 2'000 m³/j en temps normal et jusqu'à 7'000 m³/j en temps de crise pour subvenir à des besoins urgents d'approvisionnement en eau et pallier des risques identifiés.

Il permet d'assurer la défense incendie de six hameaux situés au-dessus des réservoirs communaux (Le Malley – Frochoux – Le Creux-des-Raves – Bellevue – Combazin – Monthey) et compense un déficit de plus de 750 m³ de réserves incendie dans les réservoirs.

Pour atteindre ces objectifs ambitieux, le projet comporte les réalisations suivantes :

- une nouvelle station de pompage intégrée au réservoir du Plan
- une nouvelle station de pompage intégrée au réservoir de Fontaine-André
- un nouveau réservoir de 2'200 m³ au-dessus du hameau de Frochoux
- des conduites de transport d'eau sur 6 km pour étendre le réseau existant

Deux projets connexes de la Commune du Landeron ont également été intégrés :

- un nouveau réservoir de 100 m³ à Combazin
- la mise en conformité du réservoir des Aiguedeurs de 1'000 m³

Pour les communes membres de la CEN, le budget général de **CHF TTC 9'277'000.-** a été établi en 2015 sur la base d'appels d'offres pour la pose de conduites et la construction des réservoirs. En 2018, la répartition entre les partenaires a été revue suite au retrait de la Tène

	Hauterive	St-Blaise	Cornaux	Cressier	Landeron*	Canton**	TOTAL [CHF TTC]
Crédits 2013 - 2018 [CHF TTC]	247'000	293'000	553'000	730'000	7'054'000	400'000	9'277'000

* Composition de 4 crédits (étude 24.10.13 ; 2 x réservoirs 18.02.16 ; CEN 21.06.18)

** Crédit Cantonal pour le maintien du dimensionnement suite au retrait de La Tène

UN CHANTIER QUI A DÉBUTÉ EN 2020 ET DONT LA 1^{ÈRE} ÉTAPE S'ACHÈVERA EN 2023

DANS UN CONTEXTE DE PANDÉMIE MONDIALE, SUIVIE DE CRISES GÉOPOLITIQUE ET ÉNERGÉTIQUE

Bien que relativement stables avant 2020, les prix des matériaux de construction ont fortement fluctué ces dernières années faisant atteindre à certains des niveaux souvent historiques. Les chaînes d'approvisionnement ont également été impactées, générant des retards importants sur la livraison de certains équipements.

Pour faire face à cette réalité nouvelle et conscient du risque de dépassement des crédits basés sur des prix de 2015, le comité directeur de la CEN a constamment prôné l'anticipation dans les commandes et la maîtrise des dépenses par l'austérité.

Malgré l'attention portée et les efforts consentis durant plus de trois ans de travaux pour contenir les coûts, il s'agit aujourd'hui de se rendre à l'évidence que des solutions financières doivent être trouvées par les Communes membres pour faire face à la volatilité exceptionnelle des prix et permettre sereinement l'achèvement des travaux d'extension de la CEN.

A titre d'information et pour l'espace Mittelland, l'indice des prix de la construction est passé de 100 en octobre 2015 à 113.2 en octobre 2022, soit une augmentation de 13,2%. Cet indice moyen ne reflète cependant que partiellement la réalité d'un projet comme celui de la CEN dans lequel les matériaux soumis à la plus forte inflation représentent une part importante du budget (tuyaux fonte et inox, tubes en plastique, acier d'armature, béton, vannes, hydrants, compteurs, fibre optique, câbles cuivre, matériel informatique, ...)

Parmi ceux-ci relevons sur la même période, les augmentations les plus spectaculaires :

Acier d'armature : +108.7%

Tuyaux inox : +65.7%

Tuyaux en fonte : +53.1 %

Tubes en matière plastique : +32.5%

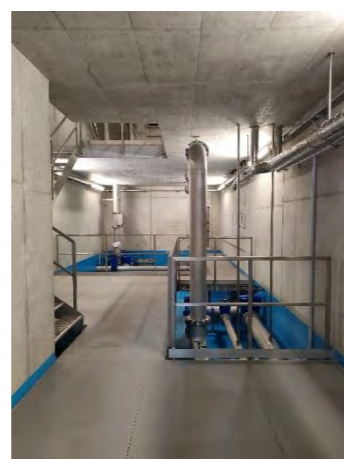
Robinetterie sanitaire : +13.9%

Aujourd'hui les travaux sont suffisamment avancés pour que des projections financières fines soient réalisées. La station de pompage de Fontaine-André, tous les réservoirs et les conduites sont en service. Pour cette étape, il ne reste que des travaux extérieurs aux ouvrages, des réglages et des essais ainsi que du travail administratif. Elle représente la plus grande part du budget général, le solde étant quant à lui consacré au cofinancement, avec la Ville de Neuchâtel, de l'augmentation de la capacité de pompage au réservoir du Plan qui n'interviendra pas avant 2025.

Les quelques illustrations qui suivent permettent de se rendre compte de l'ampleur des travaux déjà réalisés depuis 2020 de Fontaine-André à Combazin.



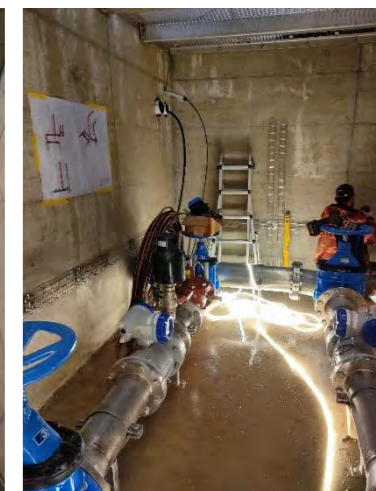
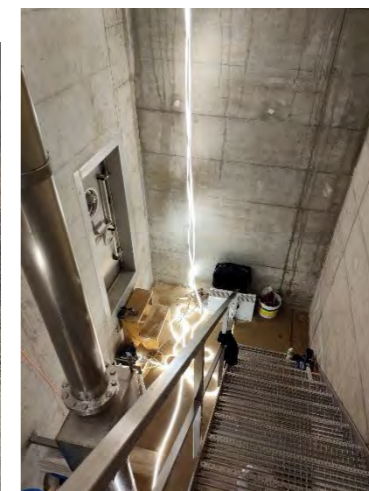
Réservoir de l'Essert



Station de pompage de Fontaine-André



Réservoir de Combazin



Réservoir des Aigudeurs



PROJECTIONS FINANCIÈRES ET INCIDENCES SUR LES CRÉDITS DE CONSTRUCTION

INDEXATION GLOBALE DES COÛTS DE 7% POUR L'ENSEMBLE DU PROJET

	Hauterive	St-Blaise	Cornaux	Cressier	Landeron*	Canton**	TOTAL [CHF TTC]
Crédits 2013 - 2018 [CHF TTC]	247'000	293'000	553'000	730'000	7'054'000	400'000	9'277'000
Projection [CHF TTC]	276'000	322'000	593'000	788'000	7'517'000	428'000	9'924'000
Delta	+29'000	+29'000	+40'000	+58'000	+463'000	+28'000	647'000

* Composition de 4 crédits (étude 24.10.13 ; 2 x réservoirs 18.02.16 ; CEN 21.06.18)

** Crédit Cantonal pour le maintien du dimensionnement suite au retrait de La Tène

Le budget général des communes membres de la CEN établi en 2015 a été réévalué à :

CHF TTC 9'924'000.- soit une indexation de 7%

La ventilation entre les communes est basée sur les multiples clés de répartition approuvées dans le projet de base.

La part dédiée à la station de pompage du réservoir du Plan (CHF TTC 607'620.- en 2015) dont le début de la réalisation interviendra au plus tôt entre 2025 et 2027 est intégrée et a été également indexée au même taux jusqu'en 2023 (CHF TTC 650'000.-). Pour pouvoir tenir compte de l'évolution du marché dans les enveloppes réservées, il est recommandé aux Communes de prévoir dans les arrêtés des crédits complémentaires pour la CEN, une indexation de référence basée sur l'indice suisse des prix à la construction pour l'Espace Mittelland. Cet indice mesure semestriellement l'évolution effective des prix du marché dans le secteur de la construction sur la base d'analyses statistiques régionalisées.

PROJECTIONS FINANCIÈRES ET INCIDENCES SUR LES INVESTISSEMENTS NETS

DES SUBVENTIONS ET UN CRÉDIT CANTONAL QUI DEVRAIENT ÊTRE ADAPTÉS À CETTE INDEXATION

	Hauterive	St-Blaise	Cornaux	Cressier	Landeron	Canton	FCE*	ECAP	TOTAL [CHF TTC]
Base [CHF TTC]	98'000	80'000	145'000	202'000	4'120'000	400'000	3'607'000	625'000	9'277'000
Projection [CHF TTC]	115'000	98'000	165'000	225'000	4'363'000	428'000	3'858'000	672'000	9'924'000
Delta	+17'000	+18'000	+20'000	+23'000	+243'000	+28'000	+251'000	+47'000	647'000

*FCE : Subvention par le Fonds Cantonal des Eaux

Pour mémoire, ce projet d'importance régional est fortement soutenu par le Canton et l'ECAP. Ils seront sollicités pour que les subventionnements soient adaptés à l'indexation inéluctable des coûts d'un si long projet.

CONCLUSIONS

DES CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES POUR PERMETTRE L'ACHÈVEMENT DU PROJET

Avec des budgets datant de 2015, un démarrage de chantier en 2020 et qui s'achève en 2023, dans un contexte inédit de crises successives, l'indexation effective des coûts a été globalement maîtrisée à 7% alors que les prix de certains matériaux de construction ont littéralement flambé. Ceci est dû au fait que certaines commandes ont pu être passées avant les plus grandes augmentations de coûts et que la part des réserves pour imprévus non utilisées ont été affectées à la compensation des ces fluctuations de prix.

Au total, l'indexation de 7% représente un montant brut de près de CHF TTC 650'000 dont 54% à charge des Communes et 46% principalement financées par le Canton, mais également par l'ECAP.

La contribution financière de la CEN à la modernisation de la station de pompage du Plan sera arrêtée à un montant forfaitaire de CHF TTC de 650'000 (valeur au 2^{ème} trimestre 2023) avec une indexation automatique basée sur l'indice suisse des prix à la construction pour l'Espace Mittelland.

La pleine capacité hydraulique du projet CEN dépend de cette dernière étape que la Ville de Neuchâtel devrait mettre en œuvre d'ici 2025 – 2026.

22
juin
2023

Règlement¹⁴⁵⁷ communal sur les finances

Etat au 22 juin 2023

Le Conseil général de la Commune du Landeron

Vu la loi sur les finances de l'Etat et des communes, du 24 juin 2014 (LFinEC)

Vu le règlement général d'exécution de la loi sur les finances de l'Etat et des communes, du 20 août 2014 (RLFinEC)

Vu la loi sur les communes, du 21 décembre 1964 (LCo)

Vu le règlement général de commune, du 5 mai 2022

Sur la proposition du Conseil communal, du 8 avril 2023

Généralités

Article premier

¹Le présent règlement complète le Règlement général d'exécution de la loi sur les finances de l'Etat et des communes (RLFinEC).

²Il vise à promouvoir durablement un usage économe et efficient des fonds publics, à préserver la capacité financière de la commune et à limiter son niveau d'endettement.

³La présentation des comptes doit offrir une vision de la situation financière la plus conforme possible à l'état réel des finances, du patrimoine et du résultat.

Désignation de l'organe de révision des comptes

Art. 2

¹Le Conseil général désigne l'organe de révision, sur proposition du Conseil communal et préavis de la commission financière.

²L'organe de révision est désigné pour le contrôle d'un à trois exercices. Son mandat prend fin avec l'approbation des derniers comptes annuels. Une ou plusieurs reconductions sont possibles, dans les limites des règles d'audit applicables aux organes de révision agréés.

³Seul peut être désigné comme organe de révision un expert-réviseur agréé par l'Autorité fédérale. Celui-ci procédera annuellement à un contrôle ordinaire.

⁴Le Conseil communal informe le service des communes de l'entrée en fonction de l'organe de révision.

Budget

Art. 3

¹Le budget est établi selon les normes MCH2 et les prescriptions de la LFinEC.

²Le Conseil général prend connaissance du rapport sur le budget et donne le cas échéant décharge au Conseil communal.

³Le budget doit être transmis au service des communes sitôt l'approbation par le Conseil général et au plus tard au 31 décembre de l'année qui précède le nouvel exercice.

⁴Si le budget n'est pas adopté à cette date, le Conseil communal n'est autorisé à engager que les dépenses absolument nécessaires à la marche de la collectivité.

Comptes

Art. 4

¹Les comptes sont établis selon les normes MCH2 et les prescriptions de la LFinEC.

²Le Conseil communal présente, en même temps que les comptes dûment révisés, un rapport sur sa gestion au Conseil général.

³Les comptes font l'objet d'une révision par un organe de révision agréé, avant leur publication. L'attestation de révision signée par le réviseur est jointe au rapport.

⁴Le Conseil général prend connaissance du rapport sur la gestion et donne le cas échéant décharge au Conseil communal.

⁵Les comptes doivent être transmis au Service des communes avec le rapport de révision sitôt l'approbation par le Conseil général et au plus tard au 30 juin qui suit l'exercice clôturé.

Plan financier et des tâches

Art. 5

¹Le plan financier et des tâches sert à gérer à moyen terme les finances et les prestations.

²Le plan financier et des tâches est établi chaque année dans le rapport du budget par le Conseil communal pour les trois ans suivant le budget.

³Le Conseil communal adresse le plan financier et des tâches au Conseil général, pour qu'il en prenne connaissance lors de la session durant laquelle il traite le budget.

⁴Sont inscrits dans le plan financier et des tâches, les charges et revenus ainsi que les dépenses et recettes d'investissement reposant sur des bases légales s'imposant à la collectivité, ou pour lesquels l'exécutif a pris une décision de principe.

Équilibre budgétaire

Art. 6

¹Le budget du compte de résultat doit être équilibré.

²Le Conseil général peut adopter un budget qui présente un excédent de charges pour autant que celui-ci :

- a) soit couvert par l'excédent du bilan ;
- b) n'excède en outre pas 10% du capital propre du dernier exercice bouclé.

³Si le déficit d'un exercice dépasse néanmoins 10% du capital propre, l'excédent est porté en diminution de la limite fixée à l'al. 2 let. b dès le budget de la seconde année qui suit les comptes bouclés.

⁴Un découvert au bilan doit être amorti annuellement de 20% au moins, à compter du budget du deuxième exercice qui suit.

⁵Sur proposition du Conseil communal, le Conseil général peut renoncer au respect de l'al. 2, let. b, une fois par période administrative, à la majorité des deux-tiers des membres présents

⁶Au besoin, le Conseil communal propose au Conseil général les mesures d'assainissement nécessaires au respect de l'article 6 alinéa 2 et ci-dessus. Si ces mesures ne suffisent pas, le Conseil général relève pour une année le coefficient de l'imposition des personnes physiques dans la mesure nécessaire pour atteindre ces valeurs limites.

Degré d'autofinancement

Art. 7

¹Pour le calcul du degré minimal d'autofinancement sont appliquées les règles suivantes:

- a) l'autofinancement correspond à la somme du solde du compte de résultats et des amortissements du patrimoine administratif, déduction faite du prélèvement à la réserve pour amortissements;
- b) le taux d'endettement net se détermine par la dette nette I du dernier exercice clôturé et par les revenus fiscaux (gr. 40) de l'exercice sous revue, selon l'annexe 3 RLFinEC.
- c) les investissements pris en compte correspondent à 85% du montant net total porté au budget.
- d) Les investissements nets pris en compte se calculent comme suit :
 - + investissements bruts du patrimoine administratif
 - ./. subventions ou autres recettes d'investissement
 - ./. part de l'investissement financé par un prélèvement à un fonds

²Les investissements du patrimoine financier sous forme de placements n'entrent pas dans le calcul du degré d'autofinancement. Ils figurent néanmoins pour information dans le budget et les comptes présentés au législatif et sur leurs arrêtés respectifs.

³Le degré minimal d'autofinancement des investissements nets du patrimoine administratif est défini en fonction du taux d'endettement net, selon le tableau suivant :

<u>Taux d'endettement net exigé</u>	<u>Degré d'autofinancement</u>
≤0%	pas de limite
de 0% à ≤50%	50%
de 50% à 150%	70%
de 150% à 200%	90%
de 200% et plus	110%

⁴Le budget et les comptes d'une année ne peuvent présenter un degré d'autofinancement des investissements inférieur à celui découlant du tableau de l'alinéa 3. Le degré d'autofinancement est calculé sur une moyenne de quatre exercices¹.

¹ Calcul pour le budget : Budget en cours + 3 derniers exercices clôturés.

⁵Dans la mesure où le montant budgété des investissements nets de l'exercice courant n'est pas dépassé, il est possible de remplacer un investissement abandonné ou retardé par un investissement accepté par le Conseil général, quand bien même ce dernier ne figurait pas au budget lors de son élaboration. Le remplacement d'investissement nécessite un crédit budgétaire supplémentaire (voir art. 13).

⁶Sur proposition du Conseil communal, le Conseil général peut, à la majorité des deux-tiers des membres présents, renoncer au respect de la limite fixée à l'alinéa 3 ci-dessus, une seule fois par période administrative.

⁷Sur proposition du Conseil communal, le Conseil général peut, à la majorité des deux-tiers des membres présents, renoncer au respect de la limite fixée à l'alinéa 3 ci-dessus, en cas d'un projet important et ceci pour la durée des travaux de l'équipement concerné.

Crédit urgent Art. 8

¹Le Conseil communal peut, avant même l'octroi du crédit, engager une dépense urgente et imprévisible qui dépasse ses compétences financières moyennant l'accord préalable de la commission des finances.

²Le Conseil communal soumet ces dépenses à l'accord du Conseil général au cours de la première session qui suit leur engagement.

³Il expose dans un rapport les raisons pour lesquelles il a adopté cette procédure.

Crédits d'engagement Art. 9

¹Des crédits d'engagement sont requis pour:

a) les investissements du patrimoine administratif;

b) les projets dont la réalisation s'étend sur plusieurs années, y compris la part éventuelle de dépenses spécifiques émergeant au compte de résultats;

c) les engagements fermes à charge du compte de résultats, s'étendant sur plusieurs exercices, notamment les loyers et les enveloppes budgétaires en faveur d'institutions;

d) l'octroi de subventions qui ne seront versées qu'au cours d'exercices ultérieurs;

e) l'octroi de cautions ou d'autres garanties.

²Les crédits d'engagement sont ouverts comme crédit-cadre, comme crédit d'objet ou comme crédit d'étude.

³Le crédit-cadre est un crédit d'engagement concernant un programme.

⁴Le crédit d'objet est un crédit d'engagement concernant un objet unique.

⁵Le Conseil communal décide la répartition du crédit-cadre en crédits d'objet. Ces derniers ne peuvent être décidés que lorsque les projets sont prêts à être réalisés et que les frais consécutifs sont connus.

⁶Le crédit d'étude est un crédit d'engagement pour déterminer l'ampleur et le coût d'un projet nécessitant un crédit d'objet.

Utilisation et comptabilisation	Art. 10 ¹ Les besoins financiers consécutifs à des crédits d'engagement doivent être inscrits au budget à titre de charges du compte de résultats ou de dépenses du compte des investissements. ² Les crédits d'engagement sont sollicités à hauteur du montant brut. Les éventuelles participations de tiers sont comptabilisées en déduction du crédit alloué.
Crédit complémentaire	Art. 11 Si un crédit d'engagement se révèle insuffisant et que le Conseil communal n'est pas compétent pour l'augmenter lui-même, il ne peut être dépassé aussi longtemps qu'un crédit complémentaire n'a pas été accordé par le Conseil général.
Compétences et procédure	Art. 12 ¹ Le Conseil communal peut ouvrir un nouveau crédit d'engagement ou décider un crédit complémentaire jusqu'à un montant de CHF 50'000.00 par objet et dans la limite annuelle de CHF 200'000.00 par exercice, au-delà de laquelle tout nouveau crédit d'engagement ou crédit complémentaire relève de la compétence du Conseil général. ² Dans la mesure où un crédit complémentaire est rendu nécessaire par le renchérissement, l'exécutif décide de son ouverture quel qu'en soit le montant, pour autant que l'autorisation des dépenses contienne une clause d'indexation des prix. ³ Lorsqu'il n'est pas compétent pour engager lui-même une dépense, le Conseil communal demande le crédit d'engagement au Conseil général, qui l'adopte sous la forme d'un arrêté. ⁴ La durée d'un crédit d'engagement n'est limitée que si l'arrêté du Conseil général ouvrant le crédit le prévoit. ⁵ Un crédit d'engagement expire dès que son but est atteint ou que l'autorité compétente l'a annulé. À moins que l'autorité compétente ne prévoie des dispositions contraires lors de son octroi ou ne décide de sa prolongation, le crédit d'engagement expire deux ans après la promulgation du décret si aucune dépense n'a été engagée ou, dans tous les cas, 15 ans après son octroi.
Crédit budgétaire et crédit supplémentaire	Art. 13 ¹ Le crédit budgétaire est l'autorisation d'engager des dépenses d'investissement ou des charges pour un but déterminé jusqu'à concurrence du plafond fixé. ² Le crédit budgétaire peut être exprimé comme crédit individuel. ³ Les crédits inutilisés expirent à la fin de l'exercice, sous réserve des exceptions prévues par la loi. ⁴ Le crédit supplémentaire complète un crédit budgétaire jugé insuffisant. ⁵ Si un crédit budgétaire se révèle insuffisant et que le Conseil communal n'est pas compétent pour l'augmenter, il ne peut être dépassé aussi longtemps qu'un crédit supplémentaire n'a pas été accordé par le Conseil général.

**Dépassements
de crédits,
compétences
et procédure**

Art. 14

¹Les dépassements de crédits peuvent être autorisés par le Conseil communal jusqu'à un montant de CHF 50'000.00, et dans la limite annuelle de CHF 200'000.00 par exercice, au-delà de laquelle tout dépassement de crédit doit être autorisé par le Conseil général.

²Pour les dépassements de crédits relevant du Conseil communal, la limite de compétence se calcule en tenant compte de la somme de tous les dépassements autorisés ou sollicités pour le même compte de charges du budget.

³Ne sont pas soumis à autorisation les dépassements portant sur des:

- a) indexations salariales (y. c. traitements subventionnés);
- b) charges sociales liées aux traitements;
- c) charges financières résultant de corrections de valeur (p. ex. disagio) ou de charges liées à la gestion de la dette;
- d) amortissements;
- e) dépréciations d'actifs;
- f) provisions justifiées sur le plan économique;
- g) dépenses portant sur la participation des communes à des charges de l'Etat, de syndicats intercommunaux ou d'autres communes ou sur la péréquation financière intercommunale;
- h) corrections techniques financièrement neutres;
- i) imputations internes;
- j) subventions à redistribuer;
- k) soldes de financements spéciaux reportés au bilan.

⁴Les dépassements autorisés par le Conseil communal et dépassant ses compétences au sens de l'alinéa premier doivent faire l'objet d'une annexe aux comptes indiquant les rubriques concernées et les compensations proposées.

⁵Le dicastère en charge des finances règle les modalités de mise en œuvre.

**Report
de crédit**

de Art. 15

¹Lorsque la réalisation d'un projet reposant sur un crédit d'engagement a pris du retard, l'exécutif peut autoriser le report sur l'exercice suivant du solde du crédit budgétaire. Une réserve affectée est constituée à cet effet par le biais du compte de résultats.

²La réserve affectée au sens de l'alinéa premier ne peut être constituée qu'aux conditions suivantes :

- a) le projet a pris du retard en raison de circonstances qui ne sont pas liées au processus décisionnel ou à des erreurs de planification internes à la collectivité;
- b) la dépense a déjà été contractuellement engagée, mais la prestation n'a pas été délivrée, ni facturée;
- c) le compte de résultats total demeure en principe excédentaire ou à l'équilibre, ou reste au moins supérieur au résultat budgété, après l'attribution prévue.

³La réserve affectée selon l'alinéa premier est constituée dans la mesure nécessaire pour assurer un autofinancement suffisant du montant de crédit reporté, par le biais du compte de résultats.

⁴La réserve affectée est intégralement dissoute au début de l'exercice suivant.

Financement spécial

Art. 16

¹Un financement spécial est une affectation obligatoire de moyens à la réalisation d'une tâche publique définie. Il requiert une base légale et les impôts généraux ne doivent pas être affectés.

²Pour les communes, un financement spécial correspond uniquement aux chapitres autofinancés. Les charges et revenus sont inscrits dans le compte de résultats du chapitre dont le solde doit être nul après attribution ou prélèvement au compte correspondant au passif du bilan.

³Le solde au crédit du bilan ne peut devenir trop important auquel cas il convient de réduire la taxe correspondante. En cas de découvert au bilan, il conviendra d'augmenter la taxe et d'amortir le découvert à raison de 20% par année.

⁴Les prélèvements de recettes d'investissement dans les financements spéciaux au bilan ne sont pas autorisés.

Fonds

Art. 17

¹Un fonds est une affectation obligatoire de moyens à la réalisation d'une tâche publique définie. Il requiert une base légale et les impôts généraux ne doivent pas être affectés.

²Le fonds est alimenté au travers du compte de résultats par la taxe ou redevance correspondante.

³Un prélèvement partiel de recettes d'investissement par le débit du fonds peut être autorisé selon les modalités définies par le service des communes.

Préfinancement

Art. 18

¹Un préfinancement est un montant prévu pour la réalisation d'un projet futur.

²Les modalités de préfinancement doivent être définies dans un arrêté du Conseil général.

³Un préfinancement est inscrit au budget.

⁴Il ne peut être prévu que pour les projets dont le coût global représente au moins 3% des charges brutes du dernier exercice clôturé avant consolidation.

⁵Une réserve de préfinancement ne doit servir qu'au but mentionné et ne concerner qu'un seul projet. Un décompte distinct est établi chaque année dans les annexes aux comptes.

⁶La réserve de préfinancement au bilan est dissoute sur la durée d'utilité prévue, au même rythme que les amortissements comptables.

⁷L'éventuel solde non utilisé de la réserve de préfinancement est comptabilisé comme recette extraordinaire dans le compte de résultats.

Réserve de politique conjoncturelle de Art. 19

¹Le Conseil communal peut décider, lors de la clôture des comptes, d'une attribution à la réserve de politique conjoncturelle.

²L'attribution ne peut intervenir que si la réserve ne dépasse pas 5% des charges brutes du dernier exercice clôturé et si le résultat total du compte de la collectivité demeure excédentaire ou à l'équilibre après l'attribution.

³Les attributions à la réserve interviennent par le biais du compte de résultats extraordinaire.

Prélèvement à la réserve de politique conjoncturelle de Art. 20

¹Le prélèvement à la réserve conjoncturelle ne peut intervenir qu'en lien avec au moins l'une des circonstances suivantes:

a) diminution du montant cumulé du produit de l'impôt des personnes physiques (impôt à la source et impôt des travailleurs frontaliers inclus) et des personnes morales;

b) diminution des revenus perçus d'autres collectivités;

c) augmentation brutale d'un poste de charges;

d) financement d'un programme de relance clairement identifié, lors d'une récession économique.

²L'incidence financière liée à la réalisation des circonstances énumérées à l'alinéa précédent doit représenter au minimum 10% du montant du groupe nature à deux positions du dernier exercice clos ou 0,5% des charges brutes du dernier exercice clôturé avant consolidation.

³Le prélèvement peut être inscrit dans le cadre de la préparation du budget ou comptabilisé lors de la clôture de l'exercice courant. Si le prélèvement est inscrit au budget, les circonstances selon alinéas 1 et 2 ci-dessus doivent être confirmées à la clôture de l'exercice pour qu'il soit comptabilisé.

⁴Il ne peut excéder 50% du montant de la réserve inscrite au bilan, ni dépasser la somme des incidences négatives justifiant le recours à la réserve.

⁵Les prélèvements à la réserve interviennent par le biais du compte de résultats extraordinaire.

Contrôle de gestion de Art. 21

¹Le contrôle de gestion comprend en principe la fixation d'objectifs, la planification des mesures à prendre, la gestion et le contrôle des actions de la collectivité.

²Les unités administratives sont responsables du contrôle de gestion dans leurs domaines d'activité.

³Un contrôle de gestion approprié sera effectué pour les unités administratives et les projets concernant plusieurs unités.

⁴L'atteinte des objectifs est contrôlée de manière périodique par un contrôle de gestion de rang supérieur. Si les objectifs ne sont pas atteints, le service compétent en sera avisé et recevra des recommandations concernant les mesures à prendre.

⁵Le Conseil communal règle les modalités.

**Système
contrôle
interne**

de Art. 22

¹Le système de contrôle interne (ci-après: SCI) recouvre l'ensemble des activités, méthodes et mesures qui servent à garantir un déroulement conforme et efficace de l'activité des unités administratives.

²Le Conseil communal prend les mesures nécessaires pour protéger le patrimoine, garantir une utilisation appropriée des fonds, prévenir et déceler les erreurs et les irrégularités dans la tenue des comptes et garantir que les comptes sont établis en bonne et due forme et que les rapports sont fiables.

³Il tient compte des risques encourus et du rapport coût-utilité.

⁴Les responsables des unités administratives sont responsables de l'introduction, de l'utilisation et de la supervision du système de contrôle dans leurs domaines de compétence.

⁵Le Conseil communal édicte les mesures correspondantes.

**Dispositions
transitoires**

Art. 23

Le présent règlement sera appliqué dès l'élaboration du budget 2024.

**Entrée
vigueur**

en Art. 24

¹Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

²Le présent règlement abroge et remplace celui du 18 juin 2015, l'arrêté 1348 du 23 février 2017, ainsi que toutes dispositions contraires.

³Le présent règlement deviendra exécutoire dès qu'il aura subi l'épreuve référendaire et qu'il aura été sanctionné par le Conseil d'Etat.

Au nom du Conseil Général

Le Président

Le secrétaire



COMMUNE DU LANDERON

Commission Financière et de Gestion

Le Landeron, le 22 mai 2023

Rapport concernant le nouveau règlement communal des finances

La CFG **s'est** réunie trois fois en ce début **d'année** pour discuter et élaborer un nouveau règlement communal des finances selon le cadre législatif imposé par le Canton. Ces réunions ont eu lieu en présence du chef des finances (M. N. Arizzi) et du chef du dicastère (M. R. Spring). La CFG a été surprise de constater que la marge de **manœuvre** et de liberté pour **l'élaboration** de ce nouveau règlement **s'avère** très réduite.

Après discussions entre ses membres, la CFG a proposé un règlement permettant de garder une marge de **manœuvre** au niveau de nos autorités communales, même si elle reste limitée.

Comme autre option, la CFG **s'est** penchée sur **l'art. 6** concernant **l'équilibre** budgétaire. Ainsi un déficit **n'est** autorisé que **s'il** ne dépasse pas le 10 % du capital propre. **L'alinéa 5** de **l'art. 6** autoriserait une dérogation une fois par législature si les 2/3 du CG **l'acceptent**. Une condition que la CFG trouve stricte mais possible dans un cas exceptionnel. Le reste de cet article ainsi que les précédents sont pour **l'essentiel**, fixés par le Canton.

La CFG estime que cette première limite dans les dépenses du budget communal ne devrait pas soulever de grandes difficultés.

La CFG a pu quelque peu modifier **l'art. 7** dont la teneur, pour le reste, est reprise du Canton. Ainsi, la CFG a défini comment on calcule **l'autofinancement** (art. 7, al.1 a). Cette manière de voir **l'autofinancement** nous semble aller de soi. M. N. Arizzi a remis à la CFG une simulation indiquant **l'effet** de cette définition avec les comptes de la Commune. Quelle que soit la définition choisie, il y a des avantages et des inconvénients dans chaque solution qui serait retenue.

La CFG a également proposé un tableau du degré **d'autofinancement** (art. 7, al. 3) (ou frein à **l'endettement**), essentiellement en comparaison avec les communes d'**Hauterive** et de **St-Blaise**. De plus, la CFG a fixé la manière de calculer le degré **d'autofinancement** (moyenne sur quatre ans) qui tient compte du patrimoine administratif uniquement. La CFG souligne que le bâtiment du C2T fait partie de ce patrimoine. Une fois ces deux valeurs définies, le degré **d'autofinancement** imposé correspond à la table de **l'art.7**, al. 3. La CFG proposait pour des degrés entre 150 % et 200 % un degré **d'autofinancement** de 80 % et entre 200 % et 250 %, un degré de 100 % (voire de 110 % pour un degré de 250 % et plus).

La CFG pense que ce frein à **l'endettement** représente une limite importante dans la gestion de la Commune. Toutefois, face à des circonstances particulières, elle estime **qu'une** telle limite doit parfois être assouplie. Le Canton dans son cadre législatif

reconnait également cette possibilité. En reprenant les dispositions prévues par le Canton, la CFG a prévu quelques exceptions possibles (art. 7, al. 6 et 7).

La CFG a également discuté et fixé des règles dans les limites étroites permises concernant les compétences et procédures (art. 12), et les dépassements de crédits (art. 14). Le reste des articles est repris du cadre législatif imposé.

En réponse à notre proposition de règlement, le Service des communes en date du 23 mars 2023 refusait cette proposition. Ce service cantonal exige un plus fort taux **d'autofinancement** pour des niveaux supérieurs à 150 % (art. 6). Ainsi, pour des degrés entre 150 % et 200 % un degré **d'autofinancement** de 90 % et pour 200 % et plus un degré de 110 % (on doit en même temps investir et rembourser les dettes).

La nouvelle proposition du règlement communal des finances tient compte de cette exigence.

De plus, une modification de l'**art. 7** est également demandée (octroi **d'un** crédit budgétaire supplémentaire comme autorisation à des dépenses).

La CFG a rediscuté des modifications demandées mais constate que ces dernières sont simplement imposées par la Canton et laisse la CFG sans aucun choix réel. Elle se rend compte que les autorités communales devront faire face à ces limites dans leur gestion future. Ces limites auront des effets très concrets et vont apparaître dans chacune des prochaines législatures.

Présences le 30 janvier 2023 : Gilliane Bürli, Olivier Guye, Nicole Gütiger, Michael Jacot, Jessica Muriset, Jacques Savoy (président), Monique Sieber, Lucas Wenger, Frédy Winz (secrétaire).

Présences le 6 mars 2023 : Gilliane Bürli, Olivier Guye, Nicole Gütiger, Michael Jacot, Jessica Muriset, Jacques Savoy (président), Monique Sieber, Lucas Wenger, Frédy Winz (secrétaire).

Présences le 15 mai 2023 : Gilliane Bürli, Olivier Guye, Nicole Gütiger, Michael Jacot, Jessica Muriset, Jacques Savoy (président), Monique Sieber, Lucas Wenger, Frédy Winz (secrétaire).

RAPPORT DU CONSEIL COMMUNAL AU CONSEIL GÉNÉRAL CONCERNANT LA CRÉATION D'UN RÉGLEMENT DU FONDS DU PORT

1. Introduction

Le chapitre relatif à l'activité du port est considéré comme un chapitre « autoporteur ». Il est donc financé uniquement par des taxes causales et l'impôt ne peut en aucun cas financer ce chapitre. En fin d'année, le bénéfice du chapitre est transféré dans le financement spécial du port. En cas de perte, on prélève dans ce financement spécial. Ce qui signifie que le résultat des comptes du port n'influence pas le résultat des comptes communaux.

Ce principe ne découle d'aucune base légale (contrairement à d'autres chapitres tels que l'approvisionnement en eau potable, les eaux usées et la gestion des déchets) mais provient plutôt d'une coutume, pratiquée par l'ensemble des communes neuchâtelaises possédant un ou des ports. Le but est d'éviter que le contribuable doive financer, par ses impôts, l'activité du port si elle devait être déficitaire.

Afin d'être en adéquation avec ce qui se pratique dans d'autres cantons et pour permettre aux communes de pouvoir utiliser une part des recettes du port pour la collectivité, les autorités cantonales ont mis en place une nouvelle pratique.

Lors de la séance du Conseil général du 8 décembre 2022, le législatif avait demandé une modification de l'arrêté 1143 fixant les tarifs et autres locations du port du Landeron en y ajoutant la disposition suivante « *Lorsque la réserve du port dépasse la somme de CHF 240'000.00, le Conseil communal peut transférer le surplus dans les comptes communaux* ». Cette disposition a été refusée par le Conseil d'Etat puisqu'elle n'est pas conforme avec sa nouvelle pratique. Toutefois, la réglementation proposée dans le cadre de ce rapport va dans le sens de la demande du législatif du 8 décembre dernier.

2. Nouvelle pratique

Comme indiqué ci-dessus, les autorités cantonales permettent dorénavant aux communes d'utiliser une part du bénéfice pour alimenter les comptes communaux. Afin d'éviter que les communes « gonflent » le résultat des comptes communaux avec l'activité de leurs ports, cette part est limitée à 10% des recettes des taxes d'amarrage. Le solde de l'excédent doit être attribué à un fonds qui doit être nouvellement créé en remplacement du financement spécial qui prévalait jusqu'à maintenant.

La raison de ne plus utiliser un financement spécial découle du fait que la révision de la Loi sur les finances de l'Etat et de communes (LFinEC) prévoit désormais à l'art. 48, al. 2, la possibilité de prélever un montant d'un fonds au bilan, afin de l'utiliser comme recette d'investissement.

Un prélèvement pour « financer » un investissement n'est pas autorisée avec les financements spéciaux. Ces derniers sont destinés à réguler les bénéfices et les pertes des chapitres autoporteurs. Ainsi, la commune doit avoir un fonds qui dispose d'une réglementation spécifique, approuvée par le Conseil général.

3. Aspects financiers

Les aspects comptables de la nouvelle pratique sont présentés ci-dessous :

- a) Transfert du solde au 1^{er} janvier 2023 de CHF 484'894.69, se trouvant dans le compte au bilan du financement spécial n° 29007.00, vers un compte n°291 dans le chapitre des fonds.
- b) Clôture et suppression du compte au bilan du financement spécial n° 29007.00.
- c) Dès 2023, en cas de bénéfice du chapitre « 34110 Port », une part de ce dernier, qui représente au maximum de 10% des taxes d'amarrage (compte n°34110.42401.50), peut être attribuée au résultat des comptes. Pour autant que le chapitre est bénéficiaire avant cette attribution, et le reste après.
- d) La différence entre le bénéfice du chapitre « 34110 Ports » et le montant alimentant les comptes communaux devra être attribué au fonds du port (291).
- e) En cas de perte du chapitre « 34110 Port », le Conseil communal devra prélever le montant de la perte dans le fonds du port. En aucun cas, une perte de ce chapitre pourra venir en déduction du résultat des comptes communaux.
- f) En aucun cas, le fonds du port ne pourra être négatif.
- g) Le Conseil communal pourra prélever dans le fonds du port pour « financer » au maximum 50% des coûts nets des investissements relatifs au port. Ceci permettra de réduire les charges financières (amortissements et intérêts) qui sont répercutées dans le chapitre des ports, et ainsi éviter une adaptation des taxes d'amarrage en cas d'investissements importants.

4. Conclusion

La création d'un fonds pour le port, telle que proposée dans ce règlement, est une condition pour pouvoir utiliser l'importante réserve. En outre, cette pratique permettra, en cas de bénéfice, de faire profiter les comptes communaux d'une part du bénéfice du port.

Le Conseil communal vous prie d'accepter le règlement soumis à votre Autorité.

Le Landeron, le 8 mai 2023

Le Conseil communal

22
juin
2023

Règlement¹⁴⁵⁸ sur le fonds des ports

Etat au 22 juin 2023

Création d'un fonds des ports**Article premier**

¹Le Conseil communal peut constituer un fonds pour l'entretien des ports.

²Le fonds remplace le financement spécial des ports en 290 et est intégré comptablement dans les « Fonds enregistrés comme capitaux propres » sous un numéro spécifique 291.

³Le statut de chapitre autoporteur « 34110 Port » est, par conséquence, abandonné.

⁴Une partie de l'excédent de revenus du chapitre permet d'alimenter la caisse générale.

⁵Le fonds constitué permet le financement partiel des investissements dans le domaine de l'aménagement et l'entretien des ports exclusivement.

Attribution au fonds**Art. 2**

¹Le fonds est alimenté de manière unique par le montant transféré du « financement spécial ports » au travers du bilan sans passer par le compte de résultats.

²Les attributions ultérieures au fonds s'effectueront dans le compte de résultat par un compte 35110 sous le chapitre « 34110 Port ».

Part attribuable à la caisse générale**Art. 3**

¹Une part du bénéfice du chapitre « 34110 Port » peut être attribuée à la caisse générale.

²Cette part est limitée à 10% au maximum du produit de la taxe d'amarrage uniquement. Cette part peut être réduite ou abandonnée en cas d'investissements futurs importants dans les ports.

³La part excédant les 10% de la taxe d'amarrage est obligatoirement attribuée au fonds.

⁴Le chapitre « 34110 Port » ne peut en aucun cas être déficitaire. Dans cette éventualité le découvert sera prélevé dans le fonds par un compte 45110.

Prélèvements au fonds**Art. 4**

¹Le prélèvement au fonds peut intervenir comme recette d'investissement pour au maximum 50% d'un objet spécifique d'investissement dans le chapitre « 34110 Port ».

²Le prélèvement au fonds s'effectuera dans les comptes de résultats par un compte 45110 sous le chapitre « 34110 Port ».

³La « recette » au crédit de l'investissement aura comme contrepartie un compte 38790 (amortissement complémentaire de dépenses

d'investissement), ce qui neutralisera le prélèvement en recettes dans le chapitre. Dans les comptes d'investissement, la recette s'inscrira sous un compte 6890 « Autres recettes d'investissement extraordinaires ».

**Compétences
du conseil
communal**

Art. 5

Le Conseil communal est compétent pour effectuer les attributions et prélèvements au fonds dans les limites définies aux art. 3 et 4.

**Entrée en
vigueur**

Art. 6

¹Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2023.

²Le présent règlement deviendra exécutoire dès qu'il aura subi l'épreuve référendaire et qu'il aura été sanctionné par le Conseil d'Etat.

Le Landeron, le 22 juin 2023

Au nom du Conseil Général

Le président

La secrétaire

RAPPORT DU CONSEIL COMMUNAL AU CONSEIL GÉNÉRAL CONCERNANT LA CONTRIBUTION AU SERVICE DES GARDE-VIGNES ET À L'ACCÈS À L'EAU DE SULFATAGE POUR LES VIGNES

1. Introduction

La commune organise le service des garde-vignes. Les frais de ce service sont couverts par la perception d'une contribution annuelle auprès des propriétaires de vignes sur le territoire communal, et ce depuis 1989 (arrêté 642 du 10.03.1989).

Cette contribution avait été fixée à CHF 1.00/are à l'époque. En 2005, la contribution pour le service de garde-vignes a été arrêtée à CHF 0.80. Cette baisse est liée au transfert d'un montant de CHF 0.20/are, de la contribution pour le service de garde-vignes pour la mise à disposition d'eau de vignes pour le sulfatage (arrêté 1063 du 9.12.2005).

Jusqu'à ce changement, le surplus perçu par la contribution, ainsi que la part communale de CHF 500.00/année, alimentaient le fonds pour le service de garde-vignes, qui atteignit plus de CHF 20'000.00 fin 2006. Fort de ce qui précède, il avait été décidé de diminuer la contribution pour le service de garde-vignes au profit d'une nouvelle contribution forfaitaire pour l'eau de vignes.

2. Modifications

2.1. Contribution pour le service de garde-vignes

Depuis ce changement, la contribution pour le service de garde-vignes et la part communale ne suffisent plus pour couvrir les frais de ce service. Chaque année, la commune puise dans le fonds afin de couvrir les coûts nets du service. Il en résulte qu'au 31.12.2022, le fonds ne s'élève plus qu'à CHF 1'428.32. Avec un prélèvement d'environ CHF 1'500.00/année, le fonds ne peut plus couvrir les coûts des prochaines années du fait qu'il est interdit d'avoir un fonds négatif.

Dès lors, il est nécessaire de revoir à la hausse la contribution pour le service de garde-vignes dès 2023 afin de respecter la couverture des coûts du service par la contribution.

Le coût brut du service de garde-vignes est d'environ CHF 8'000.00/année. En déduisant la part communale de CHF 500.00, la contribution devrait couvrir un solde de CHF 7'500.00/année. En sachant qu'il y a environ 7'000 ares (selon la facturation 2022) sur le territoire communal, la contribution devrait s'élever à CHF 1.10/are pour couvrir les frais. Avec ce montant, le fonds ne devrait pas être trop alimenté et le solde de ce dernier devrait permettre d'absorber les éventuels coûts supplémentaires qui pourraient arriver lors d'années particulières (longues périodes de vendanges).

2.2. Taxe forfaitaire pour l'eau de vignes

Lors de l'introduction de cette taxe en 2005, il avait été mentionné que « tous les trois ans, le service des eaux procéderait à des comptages afin de vérifier l'évolution de la consommation d'eau. ». Il s'avère que cette mise à jour n'a pas été faite depuis un certain temps. En raison du changement du tarif des taxes relatives au service de l'eau potable, mais aussi de la consommation, une mise à jour est nécessaire. Toutefois, les derniers relevés liés à la consommation d'eau de vignes datent de 2015 et il n'est pas possible d'avoir les consommations de ces dernières années. La situation étant dorénavant réglée, une mise à jour du tarif sera faite dès que la commune sera en possession d'au moins 3 années de relevage.

3. Perception

Jusqu'en 2022, la contribution et la taxe, énumérées ci-dessus, étaient perçues auprès des propriétaires de vignes, tout comme la contribution viticole destinée à alimenter le fonds viticole cantonal.

Cette année, l'Etat de Neuchâtel a décidé que la contribution viticole devait être directement facturée aux exploitants de vignes et non plus aux propriétaires de vignes. Ainsi, la commune en fera de même pour sa propre facturation.

Avant 2023, les communes facturaient la contribution viticole de l'Etat, pour ensuite la redistribuer à ce dernier. Dorénavant, c'est l'Etat qui facturera la contribution viticole et les communes factureront plus que leurs contributions. Le processus de facturation est ainsi optimisé !

4. Conclusion

Vu le montant du fonds, le Conseil communal est contraint de revoir le tarif du service de garde-vignes afin de maintenir cette prestation en faveur des exploitants des vignes landeronnaises.

Quant au tarif sur l'eau de vignes, ce dernier sera adapté lorsque la commune disposera de données récentes sur les consommations.

Le Conseil communal vous prie d'accepter l'arrêté soumis à votre Autorité.

Le Landeron, le 8 mai 2023

Le Conseil communal

No 1459 Arrêté modifiant la contribution des
propriétaires de vignes

Le Conseil général du Landeron,
Vu la Loi sur les communes, du 21 décembre 1964,
Vu la Loi sur les droits politiques, du 17 octobre 1984,
Vu le rapport du Conseil communal, du 8 mai 2023,
Sur la proposition du Conseil communal,

A r r ê t e :

- Article 1^{er} La commune organise le service des garde-vignes et l'accès à l'eau de sulfatage pour les vignes.
- Art. 2 ¹Pour couvrir les frais du service des garde-vignes et ceux de la mise à disposition d'eau de sulfatage pour les vignes, la contribution annuelle des exploitants de vignes sur le territoire du Landeron est fixée de la manière suivante:
- CHF 1.10 l'are, pour le service de garde-vignes
CHF 0.20 l'are, pour la consommation forfaitaire d'eau des vignes.
- ²Cette somme sera encaissée par l'administration communale.
- Art. 3 La Commune du Landeron participe au service des garde-vignes par une contribution annuelle de CHF 500.00.
- Art. 4 ¹Le présent arrêté entre en vigueur au 1^{er} juillet 2023.
- ²Il abroge toutes dispositions antérieures contraires et notamment l'arrêté no 1063 du Conseil général du 9 décembre 2005.
- Art. 5 Le Conseil communal est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera soumis à la sanction du Conseil d'Etat, à l'expiration du délai référendaire.

Le Landeron, le 22 juin 2023

AU NOM DU CONSEIL GENERAL

Le président :

La secrétaire :



COMMUNE DU LANDERON

Commission Financière et de Gestion

Le Landeron, le 22 mai 2023

3. Comptes 2022. Arrêté 1452.

Dans une première réunion, la CFG a étudié, analysé et comparé les comptes 2022 de la Commune avec les périodes précédentes et le budget 2022. Elle a ensuite eu l'opportunité de poser plus d'une quarantaine de questions à notre chef des finances M. N. Arizzi. Ce dernier a répondu de manière précise et détaillée à nos nombreuses interrogations. La CFG remercie M. N. Arizzi pour sa disponibilité et la présentation claire et complète des comptes 2022.

Dans un deuxième temps, la CFG a adressé une dizaine de questions écrites et plus générales au Conseil communal. Ce dernier a répondu de manière adéquate à nos préoccupations concernant la gestion financière de la Commune.

Sur la base de ces compléments d'information, la CFG se félicite du résultat général des comptes 2022 présentant un excédent des recettes d'un montant de CHF 3 957 515.-. Elle note toutefois que cet épilogue provient pour l'essentiel d'une contribution exceptionnelle d'environ CHF 3 250 000.- laissant un surplus plus réaliste de CHF 707 515.-, valeur à mettre en perspective avec un déficit budgétaire prévu d'environ un million de francs.

Cette situation provient d'une plus forte rentrée fiscale de l'impôt sur les personnes physiques (revenu, fortune et prestation en capital). A ce niveau, la CFG relève une baisse d'environ 7 % des rentrées fiscales sur le bénéfice des personnes morales comparée au comptes 2021.

La CFG constate que l'EOREN représente une charge moindre que prévue par rapport au budget, mais reconnaît que cette situation ne devrait pas perdurer (construction de nouveaux bâtiments par l'EOREN, rénovation du Mail, etc.). La contribution à l'aide sociale et à la Lamal a également été plus faible qu'indiquée par le budget. Par contre la sylviculture présente un solde négatif plus important que ne le laissait prévoir le budget, le Canton n'ayant contribué que pour CHF 211 850.- au lieu du maximum prévu dans le budget de CHF 270 000.-. Enfin notre contribution à la péréquation s'accroît.

Les comptes autoporteurs présentent tous une réserve positive. La vente du télé-réseau a aussi contribué à l'embellissement des comptes 2022. La CFG constate que les indicateurs financiers sont dans l'ensemble bons pour 2022, mais reconnaît que ceci est un instantané qui n'informe que peu sur la dynamique sous-jacente.

La CFG constate que le Conseil communal maîtrise les charges avec, globalement, une baisse des postes « charges du personnel » et « biens, service et charges d'exploitation » par rapport au budget.

La dette à long terme de la Commune a nettement diminué (soit de 12,5 %) pour s'élever à environ 39 millions, soit CHF 8 315.- par habitant. Les capitaux propres de la commune ont augmenté d'environ 6 % durant l'année 2022 pour s'élever à quelques 50,5 millions soit CHF 10 795.- par habitant.

A l'**unanimité**, la CFG préavise favorablement les comptes 2022 et propose au Conseil Général de les accepter.

La CFG remercie l'Administration et le Conseil communal pour la bonne gestion financière de notre Commune.

7. Demande de crédit **d'engagement** de CHF 4'950'000.00 concernant la construction du futur bâtiment parascolaire du Landeron. Arrêté 1453.

La CFG est convaincue de la nécessité **d'une** structure parascolaire pour notre commune, elle considère que cet investissement important, dont le montant **s'avère** élevé est indispensable au vu des besoins.

Elle reconnaît que ce projet doit se faire maintenant afin **d'éviter** des surcoûts (honoraires, inflation et taux **d'intérêt**) en cas de report.

A sa majorité la CFG propose **d'accepter** ce crédit de construction.

8. Demande de crédit **d'engagement** de CHF 332'020.00 concernant **l'aménagement** de **l'accès** au futur bâtiment parascolaire du Landeron. Arrêté 1454.

La CFG approuve ce crédit à l'**unanimité** dans lequel la connexion au CAD est comprise

9. Demande de crédit **d'engagement** de CHF 346'800.00 concernant la pose de panneaux solaires photovoltaïques sur le futur bâtiment parascolaire du Landeron. Arrêté 1455.

La CFG est convaincue de la rentabilité de ce projet et accepte ce crédit à l'**unanimité**.

10. Demande de crédit complémentaire de CHF 463'000.00 concernant la participation de la commune du Landeron à la réalisation du projet **d'extension** de la CEN. Arrêté 1456.

La CFG approuve à l'**unanimité** ce crédit complémentaire.

11. Adoption du nouveau Règlement communal sur les finances (RCF). Règlement 1457. Rapport de la CFG à l'**appui**.

La CFG approuve à l'**unanimité** ce nouveau règlement communal sur les finances.

12. Rapport du Conseil communal au Conseil général concernant la création du Règlement sur le fonds des ports. Règlement 1458.

Le règlement va dans le sens que nous souhaitons et permet de récupérer des fonds pour la caisse générale de la Commune. La CFG accepte ce nouveau règlement à l'**unanimité**.

13. Rapport du Conseil communal au Conseil général concernant **l'Arrêté** relatif à la contribution au service des garde-vignes et à **l'accès à l'eau** de sulfatage pour les vignes. Arrêté 1459.

La CFG accepte cet arrêté à l'**unanimité**.

Face au nombre et à l'**importance** des dossiers, la CFG regrette le peu de temps à disposition pour analyser dans le détail tous les objets du prochain CG.

Présences le 15 mai 2023 : Gilliane Bürli, Olivier Guye, Nicole Gütiger Michael Jacot, Jessica Muriset, Jacques Savoy (président), Monique Sieber, Lucas Wenger, Frédy Winz (secrétaire).

Présences le 22 mai 2023 : Gilliane Bürli, Olivier Guye, Nicole Gütiger Michael Jacot, Jessica Muriset, Jacques Savoy (président), Monique Sieber, Lucas Wenger, Frédy Winz (secrétaire).



COMMUNE DU LANDERON

Commission SI-TP

Le Landeron, le 30 mai 2023

Rapport de la commission SI-TP relatif à l'objet du Conseil général du jeudi 22 juin 2023

La Commission SI-TP s'est réunie le mercredi 24 mai 2023 avec les représentants de la commune afin de délibérer sur une demande de crédit complémentaire intitulée :

- ❖ **Crédit complémentaire de CHF 463'000.00 (TTC) pour la participation de la commune du Landeron à la réalisation du projet d'extension de la CEN.**
Arrêté 1456

En introduction de la séance, le CC Frédéric Matthey nous résume les différentes étapes et investigations du projet CEN depuis le début jusqu'à ce jour.

Actuellement, il reste encore divers travaux de finitions à exécuter.

La grande différence des montants demandés par rapport aux communes partenaires est due à la clé de répartition décidée en 2015 et au manque d'infrastructures existantes de la commune du Landeron pour un tel raccordement.

Le CC FM nous explique aussi la technique financière par rapport à la clé de répartition.

Après discussion, la commission SI-TP accepte à l'unanimité des membres présents l'arrêté 1456.

Commission SI-TP

Présents : Jean-Philippe Senn (JPS), président ; Julien Allemand (JA); Denis Spring (DS), secrétaire ; Mathieu Hopmann qui remplace Jésus Martin ; CC Frédéric Matthey et Daniel Ferreira (services techniques)

Excusés : Jean-Claude Egger (JCE) Reto Gabriel (RT) Jésus Martin (JM)



Crédits d'engagement en cours - Situation au 31 mars 2023

N° Arrêté / Date CG	Crédit d'engagement - Description	Montants crédits	Date contrats	Montants adjudés	Montants comptabilisés	Divers ou imprévus	Remarques
1448 Réalisation d'une enquête auprès de la population concernant le futur institutionnel de la localité							
08.12.22	Etude	30'000			-		
	Total	30'000	-	-	-	-	
1446 Travaux extensions réseau électrique en 2023 (HT)							
08.12.22	Convention GRD	200'000			291		
	Remplacements/rénovation de 4 armoires	108'000					
	Extension du réseau / nouvelles constructions	63'000			5'974		
	Divers	-					
	Total HT	371'000	-	-	6'265		
	Frais de raccordements						
	Total net	371'000	-	-	6'265		
1440 Optimisation de l'installation de chauffage mazout et bois du bâtiment du Centre des deux Thielles (C2T)							
27.10.22	Honoraire ingénieur CVSE	12'500			14'881		
	Raccordements électriques	16'250					
	Installations de 2 accumulateurs	91'750					
	Adaptation tableau électrique de la chaudière	8'750					
	Adaptation tableau MCR pour optimisation	34'500					
	Récupération de chaleur, optimisation production	37'750					
	Adaptation des installations sanitaires	16'250					
	Travaux de génie civil	16'250					
	Divers et imprévus	12'000					
	Total	246'000	-	14'881	14'881	-	
1438 Crédit d'étude pour l'implantation et la construction d'un bâtiment pour l'accueil parascolaire							
23.06.22	Groupe mandataires pluridisciplinaire	350'000					
	Spécialiste sécurité incendie	5'000			2'003		
	Géotechnicien	10'000			7'149		
	Sondages terrain	10'000			9'399		
	Géomètre	3'000					
	Expert en développement durable	5'000					
	Réserve pour autres experts spécialistes	3'000					
	Honoraires BAMO pilotage technique	65'000			53'584		
	Frais de déplacement et reproductions	14'000					
	Provision pour divers et imprévus phase étude	25'000			235		
	Total	490'000	-	-	72'371	-	
1435 Remplacement du tracteur du port (HT)							
05.05.22	Achat	51'000			51'081		
	Reprise de l'ancien tracteur				-4'000		
	Total HT	51'000	-	-	47'081	-	



Suivi des crédits en cours

N° Arrêté / Date CG	Crédit d'engagement - Description	Montants crédits	Date contrats	Montants adjudés	Montants comptabilisés	Divers ou imprévus	Remarques
1434 Travaux extensions réseau électrique en 2022 (HT)							
09.12.21	Convention GRD	200'000			30'824		
	Remplacements/rénovation de 4 armoires	108'000			148'558		
	Extension du réseau / nouvelles constructions	66'000			83'269		
	Divers	-					
	Total HT	374'000	-	-	262'652		
	Frais de raccordements				-136'758		
	Total net	374'000	-	-	125'894		
1431 Collège primaire - rénovation des salles de classes de 2022 à 2032							
09.12.21	Abaissement du sol et doublage (salle s-s)	100'000			-		
	Revêtement sol (salles de classes)	150'200					
	Peinture	168'000					
	Eclairage	107'500					
	Ascenseur	125'000					
	Installations électriques	20'000					
	Rampe d'accès	25'000					
	Modification palier et garde-corps en serrurerie	30'000					
	Agencement local concierge	4'000					
	Toiture	195'000					
	Aménagements extérieurs	70'000					
	Autres (mandat ingénieur + test pollution)	7'000					
	Divers et imprévus	48'300					
	Total	1'050'000	-	-	-	-	
1429 C2T - Remplacement des fenêtres du bâtiment							
23.09.21	BAMO	10'800			10'724		
	Installation chantier	51'700					
	Travaux préliminaires	72'200					
	Remplacement des fenêtres	353'300					
	Rehaussement des placages, menuiserie et stores	134'700					
	Installation électrique	64'700					
	Divers et imprévus	32'600					
	Total	720'000	-	-	10'724	-	
1424 Rempl. compteurs électriques s/territoire communal s/7 ans (HT)							
06.05.21	Dépose des compteurs	686'000			101'256		
	Divers	-					
	Total	686'000	-	-	101'256	-	



Suivi des crédits en cours

N° Arrêté / Date CG	Crédit d'engagement - Description	Montants crédits	Date contrats	Montants adjudés	Montants comptabilisés	Divers ou imprévus	Remarques
1423	Révision plan d'aménagement local						
06.05.21	Aménagiste	214'500			138'846		
	Plan directeur chemins piétons	8'000					
	Mise à jour inventaire nature	25'000					
	Programme d'équipement	34'000			34'525		
	Etude de mobilité	29'400					
	Honoraires BAMO (organisation marché public)	16'100					
	Total	327'000	-	-	173'371		
	Subvention cantonale	-20'000					
	Total net	307'000	-	-	173'371		
1422	Etablissement plan entretien des cours d'eau & avant-projet concept protection contre les crues (= CHF 293'000 HT)						
06.05.21	Plan d'entretien cours d'eau	88'300			58'159		
	Concept protection contre les crues	74'300			47'264		
	Projet protection contre les crues	57'100					
	Frais d'investigation	43'100					
	Frais de communication, concertation et coordination	21'500					
	Frais d'intégration & outil SIG	16'200					
	Divers & imprévus	15'100					
	Total (= CHF 293'000.00 HT)	315'600	-	-	105'424		
	Subvention cantonale et fédérale	-220'920			-21'446		
	Total net	94'680	-	-	83'978		
1420	Bouclage secteur "Les Combettes - Chemin des Vernets " (HT)						
04.02.21	Travaux sanitaires	58'000			103'537		
	Travaux génie civil	45'000					
	SEP2L	10'000					
	Divers et imprévus	17'000					
	Total HT	130'000	-	-	103'537		
1419	Remplacement de 22 poteaux des lignes aériennes électriques (HT)						
04.02.21	Secteur 1 / Montet	68'200			29'250		
	Secteur 2 / Combes	37'200			31'038		
	Secteur 4 / La Baume	31'000			54'997		
	Divers	3'600					
	Total HT	140'000	-	-	115'285		
1412	Etude hydrogéologique captages sources de La Baume (HT)						
25.06.20	Travaux de base	15'880					
	Investigations complémentaires	17'900					
	Travaux externes	3'000			294		
	Divers	3'220			415		
	Total HT	40'000	-	-	709		



Suivi des crédits en cours

N° Arrêté / Date CG	Crédit d'engagement - Description	Montants crédits	Date contrats	Montants adjudgés	Montants comptabilisés	Divers ou imprévus	Remarques
1410	Réfections & surfacages routiers à divers endroits						
25.06.20	Les Côtes, secteur est	80'000			23'499		
	Bellerive	10'000			9'010		
	Rue du Jura, montée nord	5'000			5'114		
	Petite Thielle (ouest)	3'000			7'009		
	Chemin des Sauges	10'000			11'619		
	Pontage de fissures	17'000			17'340		
	Total	125'000	-	-	73'591		
1408	C2T - Ventilation aula & luminaires halles, foyer & corridors CN						
25.06.20	Installation groupe froid	58'000					
	Installations électriques	19'000					
	Remplacement luminaires	53'000			46'287		
	Divers & imprévus	10'000					
	Total	140'000	-	-	46'287		
1405	Etude réduction eaux claires parasites (HT)						
24.10.19	Bureau ingénieurs civils	20'000			9'212		
	Total HT	20'000	-	-	9'212		
1398	Aménagement infrastructures secteur sud ZI Prés Bugnons (partiellement HT)						
09.05.19	Génie civil: routes, eaux usées & claires	1'113'000					
	Sanitaires - eau potable	180'000					
	Electricité BT & EP	267'000					
	Télé réseau	21'000					
	Défense incendie	29'000					
	Ingénieurs civils				47'935		
	Architectes & urbaniste				7'639		
	Indemnités pertes exploitation						
	Divers & imprévus:				3'732		
	Total	1'610'000	-	-	59'306		
1378 (1319)	Eau potable - Extension CEN (crédit d'étude et crédits réservoirs compris), participation Le Landeron (HT)						
21.06.18	Crédit d'étude	160'000					
1320&1321	Extension CEN	5'907'150			6'842'098		
18.02.16	Mise en conformité réservoir des Aiguedeurs	129'800					
1254	Nouveau réservoir de Combazin	353'200					
24.10.13	Total HT	6'550'150	-	-	6'842'098		
	SENE + ECAP - Subventions	-2'918'300			-1'853'018		
	Total net	3'631'850	-	-	4'989'080		



Suivi des crédits en cours

N° Arrêté / Date CG	Crédit d'engagement - Description	Montants crédits	Date contrats	Montants adjudés	Montants comptabilisés	Divers ou imprévus	Remarques
1307	Mise en place concept de circulation & de modération de trafic						
18.06.15	Panneaux signalisation, totems & marquages				223'551		
	Signaux entrées & fins localité + divers				15'880		
	Maçonnerie, socles béton & divers				73'827		
	Bacs à fleurs (sans décoration)				48'202		
	Terre, terreau, fleurs, arbustes				26'424		
	Achat radars préventifs				24'494		
	Divers				1'246		
	Total	758'000		-	413'624		
1301	Assainissement éclairage public général localité, rempl. mâts et leds						
26.03.15	Remplacement mâts & leds				788'540		
	Génie civil & maçonnerie				8'361		
	Divers & imprévus				329		
	Total	896'400		-	797'230		

Fondation de la Piscine du Landeron
Le Landeron

Rapport de l'organe de révision
au Conseil de fondation
Exercice 2022



leitenberg+associés

Rapport au Conseil de Fondation de la Fondation de la Piscine du Landeron, Le Landeron

En notre qualité d'organe de révision, nous avons contrôlé les comptes annuels (bilan, compte de pertes et profits et annexe) de la Fondation de la Piscine du Landeron pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2022.

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels incombe au conseil de fondation alors que notre mission consiste à contrôler ces comptes. Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément et d'indépendance.

Notre contrôle a été effectué selon la Norme suisse relative au contrôle restreint. Cette norme requiert de planifier et de réaliser le contrôle de manière telle que des anomalies significatives dans les comptes annuels puissent être constatées. Un contrôle restreint englobe principalement des auditions, des opérations de contrôle analytiques ainsi que des vérifications détaillées appropriées des documents disponibles dans l'entreprise contrôlée. En revanche, des vérifications des flux d'exploitation et du système de contrôle interne ainsi que des auditions et d'autres opérations de contrôle destinées à détecter des fraudes ou d'autres violations de la loi ne font pas partie de ce contrôle.

Lors de notre contrôle, nous n'avons pas constaté d'élément nous permettant de conclure que les comptes annuels ne sont pas conformes à la loi suisse et aux statuts.

Neuchâtel, le 21 février 2023

Cabinet d'audit Leitenberg & Associés SA

Jacques Rais
Expert-réviseur agréé
(Responsable du mandat)

Olivier Ecabert
Expert-réviseur agréé

Annexes : Comptes annuels (bilan, compte de pertes et profits et annexe)

Cabinet d'audit Leitenberg & Associés SA

Olivier Ecabert
Agent fiduciaire avec brevet fédéral
Expert-réviseur agréé

Jacques Rais
Expert-comptable diplômé
Expert-réviseur agréé

Joane Meyrat
Expert-comptable diplômée
Expert-réviseur agréée

Alexandra Bioche
Expert-comptable diplômée, LL.M. Tax
Expert-réviseur agréée



Membre d'EXPERTSuisse
ASR n° 500960

CHE 112.349.421 TVA

www.leitenberg.net

Vy-d'Etra 33a
2000 Neuchâtel
+41 32 725 32 27

FONDATION DE LA PISCINE, LE LANDERON

Bilan au 31 décembre	2022	2021
ACTIF	CHF	CHF
Trésorerie	81 759.83	112 264.61
- Postfinance 15-504739.5	4 611.07	342.02
- BCN, L 3524.11.95	13 846.16	48 619.99
- BCN, A 3524.11.96	63 302.60	63 302.60
Débiteurs	9 108.40	-
Actifs de régularisation	100 254.00	78 336.15
Actifs circulants	191 122.23	190 600.76
Immobilisations corporelles	1 205 929.02	1 283 107.09
- Immeubles	289 671.22	291 183.04
- Travaux 2008/2010	808 592.90	877 259.15
- Travaux 2018	107 663.90	114 663.90
- Mobilier-Matériel	1.00	1.00
Actifs immobilisés	1 205 929.02	1 283 107.09
Total de l'actif	<u>1 397 051.25</u>	<u>1 473 707.85</u>
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Dettes résultants de l'achats de biens et de prestations de services	108 484.40	109 690.40
Autres dettes	1 419.90	4 771.20
- Envers des tiers	1 419.90	4 771.20
Passifs de régularisation	10 890.15	6 432.80
Part à court terme des prêts de la commune	75 666.25	76 556.65
Capitaux étrangers à court terme	196 460.70	197 451.05
Commune du Landeron, prêt travaux 2008/2010	739 926.65	808 592.90
Commune du Landeron III	-	-
Commune du landeron IV	100 663.90	107 663.90
Provision pour travaux de rénovation	60 000.00	60 000.00
Capitaux étrangers à long terme	900 590.55	976 256.80
Capital de fondation	300 000.00	300 000.00
Capitaux propres	300 000.00	300 000.00
Total du passifs et des capitaux propres	<u>1 397 051.25</u>	<u>1 473 707.85</u>

FONDATION DE LA PISCINE, LE LANDERON

Compte de pertes et profits de l'exercice	2022	Budget 2022	2021
	CHF	CHF	CHF
Recettes			
Entrées	235 168.44	180 000.00	175 839.70
Location restaurant	36 000.00	36 000.00	35 674.00
Autres recettes	-	-	30 573.00
Intérêts actifs	-	-	9.50
	271 168.44	216 000.00	242 096.20
Dépenses			
Salaires bruts y.c. jetons de présence ./ Indemnités	208 617.50	180 600.00	169 969.00
Charges sociales et autres frais du personnel	29 206.25	28 000.00	25 849.85
Leasing robot	5 686.00	5 686.00	5 686.00
Téléphones + alarme téléphone	507.15	400.00	505.00
Traitement de l'eau	15 429.45	15 000.00	9 107.75
Frais postaux/banques/intérêts passifs	1 272.84	700.00	979.09
Frais d'entretien	38 087.33	30 000.00	58 308.37
TVA non récupérable	2 687.15	3 000.00	4 863.40
Assurances diverses	7 075.10	7 500.00	6 921.40
Eau	7 078.80	7 000.00	8 855.75
Chauffage	10 880.90	15 000.00	18 495.60
Electricité	20 133.20	15 000.00	17 984.20
Publicité-imprimés	2 045.70	5 000.00	2 531.85
Achat matériel-machines	11 177.85	10 000.00	10 201.00
Frais divers	18 194.40	15 000.00	45 612.10
Entretien bâtiment	15 954.95	20 000.00	9 832.80
Impôts	1 000.00	1 000.00	1 000.00
	395 034.57	358 886.00	396 703.16
Intérêts passifs			
Commune du Landeron, prêt travaux 2008/2010	22 106.95	23 837.00	23 837.30
Commune du Landeron III	14.25	152.00	152.55
Commune du landeron IV	1 834.60	1 946.00	1 946.60
Amortissements			
s/travaux 2008/2010	68 666.25	68 666.00	68 666.25
s/travaux 2018	7 000.00	7 000.00	7 000.00
s/immeubles	1 511.82	6 000.00	2 790.34
	496 168.44	466 487.00	501 096.20
Dépenses	496 168.44	466 487.00	501 096.20
Recettes	271 168.44	216 000.00	242 096.20
Déficit de l'exercice	225 000.00	250 487.00	259 000.00
Allocations SDL	90 000.00	90 000.00	90 000.00
Allocations Comm. Cressier	5 000.00	5 000.00	5 000.00
Allocations Comm. Neuveville	10 000.00	10 000.00	10 000.00
Allocations Comm. Landeron	120 000.00	145 487.00	154 000.00
	225 000.00	250 487.00	259 000.00

FONDATION DE LA PISCINE, LE LANDERON

Annexe aux comptes annuels au 31 décembre 2022

1. Bases et organisation

1.1 **Forme juridique** : Fondation

1.2 **Base juridique** : Statuts du 6 décembre 1991

Elle a pour but de créer et d'exploiter sur le territoire communal du Landeron une piscine à destination du public

Elle est régie par ses statuts et par les dispositions des articles 80 et suivants du Code Civil Suisse. Le nombre d'emplois à plein temps ne dépasse pas 10 emplois en moyenne annuelle.

1.3 Membres du Conseil de fondation

Président	Yves Frochaux	signature collective à 2
Vice-président	Roland Spring	signature collective à 2
Secrétaire	Grégory Mallet	signature collective à 2
Membres	Daniel Wälti	signature collective à 2
	Maura Bottinelli	
	Jean-Pascal Petermann	
	Cindy Kohler	
	Yann Jakob	
	Frédéric Matthey-Doret	

1.4 Organe de révision

Cabinet d'audit Leitenberg & Associés SA, Neuchâtel

1.5 Autorité de surveillance

Autorité de surveillance LPP et des fondations de Suisse occidentale, Lausanne

FONDATION DE LA PISCINE, LE LANDERON

Annexe aux comptes annuels au 31 décembre 2022

2. Principes d'évaluation

Les principes d'évaluation utilisés dans les présents comptes annuels sont conformes aux exigences du droit comptable suisse. Les principaux postes des états financiers ont été portés au bilan conformément aux informations ci-dessous.

2.1 Immeubles

Les immeubles sont évalués à leur valeur d'acquisition diminués d'un amortissement calculé sur la valeur résiduelle au début de l'année. Le taux varie selon les années.

2.2 Travaux 2008 / 2010

Les travaux activés sont diminués d'un amortissement linéaire de 4% calculé sur la valeur initiale. La valeur de ces travaux à l'actif correspond au montant du prêt accordé par la commune figurant au passif qui est également amorti de 4% annuellement.

2.3 Part à court terme des prêts de la commune

Les remboursements à court terme des prêts de la commune correspondent à la part des prêts qui devrait être honorée durant le prochain exercice.

2.4 Prêts de la commune du Landeron

	31.12.2022	31.12.2021
	CHF	CHF
Commune du Landeron, prêt travaux 2008/2010	808 592.90	877 259.15
Part à long terme	739 926.65	808 592.90
Part à court terme	68 666.25	68 666.25
Commune du Landeron III	0.00	890.40
Part à long terme	0.00	0.00
Part à court terme	0.00	890.40
Commune du Landeron IV	107 663.90	114 663.90
Part à long terme	100 663.90	107 663.90
Part à court terme	7 000.00	7 000.00

FONDATION DE LA PISCINE, LE LANDERON

Annexe aux comptes annuels au 31 décembre 2022

3. Commentaires des comptes annuels	31.12.2022	31.12.2021
	CHF	CHF
3.1 Détail des capitaux étrangers		
Total des capitaux étrangers	1 097 051.25	1 173 707.85
Dettes à court terme portant intérêts	75 666.25	76 556.65
Autres dettes à court terme	120 794.45	120 894.40
Dettes à long terme portant intérêts	840 590.55	916 256.80
Autres dettes à long terme	60 000.00	60 000.00
4. Dettes découlant d'opérations de crédit bail non inscrites au bilan		
Robot Proliner, jusqu'au 30 avril 2023	1 895.00	5 686.00

L'ensemble des détails nécessaires selon l'article 959c du Code des Obligations sont fournis directement au sein du bilan et du compte de pertes et profits et les comptes annuels ainsi présentés n'appellent pas d'autres commentaires.